

GUERRE EN UKRAINE : UN AN APRÈS, QUELLES LEÇONS ?

Dr Jean Belin, CNE Ivan Sand
et Dr Marjorie Vanbaelinghem (dir.)



GUERRE EN UKRAINE : UN AN APRÈS, QUELLES LEÇONS ?

Colloque AcadEM
16 février 2023

**Dr Jean Belin, CNE Ivan Sand
et Dr Marjorie Vanbaelinghem (dir.)**

Pour citer cette publication

Jean Belin, Ivan Sand et Marjorie Vanbaelinghem (dir.), *Guerre en Ukraine : un an après, quelles leçons ?*, colloque AcadEM, IRSEM, mai 2023.

ISBN : 978-2-11-16779-1

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

106. *La sécurité des Philippines – Coopérations de défense et alliances*
Marjorie VANBAELINGHEM
105. *Les armes nucléaires tactiques réhabilitées ?*
Tiphaine de CHAMPCHESNEL
104. *Lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée – L'architecture de Yaoundé : dix ans après, au milieu du gué*
Antonin TISSERON
103. *Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Les enjeux et enseignements de la zone indopacifique*
Édouard JOLLY (dir.)
102. *Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Le détournement d'armes : acteurs, contrôle, objets*
Édouard JOLLY (dir.)
101. *Building EU-India Synergy: Allying Sustainable Modernisation and Strategic Autonomy*
Pooja JAIN-GRÉGOIRE, Raphaëlle KHAN,
Arnaud KOEHL, Swati PRABHU, Mihir S. SHARMA
and John-Joseph WILKINS
100. *La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique*
Sümbül KAYA
99. *The Business Model of Content-Sharing Platforms and the Supply of Content Moderation: Implications for Combating Information Manipulations*
Olivier CHATAIN
98. *Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient*
COL Olivier PASSOT

ÉQUIPE

Directrice

Marjorie VANBAELINGHEM

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2023 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (War Studies) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	15
Général de corps d'armée Benoît Durieux	
APPROCHES HISTORIQUES ET POLITIQUES DE LA GUERRE EN UKRAINE.....	19
Dr Céline Marangé	
I. QUELS PREMIERS ENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES ?.....	33
ANALYSE STRATÉGIQUE ET OPÉRATIVE D'ENSEMBLE.....	35
Général de division aérienne Vincent Breton	
LA BATAILLE : RUPTURES ET CONTINUITÉS	41
Général de division Pierre-Joseph Givre	
DE L'OCCUPATION TERRITORIALE À L'OCCUPATION CYBERNÉTIQUE : COMMENT LA RUSSIE MANIPULE LES ROUTES DE L'INTERNET	49
Dr Kevin Limonier	
FORCES MORALES UKRAINIENNES : LA RÉSISTANCE D'UNE NATION.....	55
Générale de brigade Andrée Évrard	
L'UKRAINE : PREMIER THÉÂTRE SPATIAL ?.....	61
Colonel Guillaume Bourdeloux	
II. QUELLES NOUVELLES DÉPENDANCES ?	67
RECU DE L'INFLUENCE RUSSE DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE.....	69
Colonel Stéphane Samaran	
RECONFIGURATION DES DÉPENDANCES À L'ÉGARD DE LA CHINE.....	73
Dr Carine Pina	
POSITIONNEMENT DES PAYS DU GOLFE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE...77	
Dr Fatiha Dazi-Héni	
COMMENT FINANCER LA HAUTE INTENSITÉ ?	81
Dr Julien Malizard	

III. QUELLES NOUVELLES ARCHITECTURES DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE ?	91
LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES À L'AUNE DE LA GUERRE D'UKRAINE	93
Dr Guillaume Lasconjarias	
L'OTAN : RÔLE LIMITÉ MAIS LÉGITIMITÉ RENFORCÉE ?	99
Dr Amélie Zima	
LES IMPACTS DE LA GUERRE SUR LES PROJETS D'AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE L'UE.....	105
Vice-amiral d'escadre Henri Schricke	
LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS FACE À LA GUERRE.....	109
Dr Marie Dumoulin	
LA MAÎTISE DES ARMEMENTS A-T-ELLE ENCORE UN AVENIR ?.....	117
Félix Buttin	
ALLOCUTION DE CLÔTURE	121
Général d'armée Thierry Burkhard	
BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS	133

AVANT-PROPOS

ÉTUDIER LES CONFLITS ACTUELS : DÉFI POUR LES CHERCHEURS, MISSION POUR LES ORGANISMES DE L'ÉCOLE MILITAIRE

L'histoire de l'École militaire est intimement liée à la volonté de tirer les enseignements des guerres qui ont déchiré l'Europe. Créée trois ans après le traité d'Aix-la-Chapelle qui mettait fin à la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), elle avait pour vocation de « former les tempéraments en même temps que les esprits et le cœur », selon l'expression de son premier intendant, le financier et administrateur Joseph Pâris Duverney. Fermée en 1787 pour des raisons économiques, puis laissée à l'abandon, c'est en 1878 que l'École militaire rouvre ses portes pour tirer les leçons de la défaite de Sedan, elle accueille, deux ans plus tard, l'École supérieure de guerre. Tout au long du XX^e siècle, ce lieu unique de réflexion stratégique a été enrichi par la création de nombreux instituts et centres d'études, et sa vocation semble aujourd'hui inchangée : l'étude des conflits passés et actuels pour préparer l'avenir.

En février 2022, l'onde de choc de l'invasion de l'Ukraine par les armées russes a naturellement conduit la communauté des chercheurs et cadres de l'École militaire, en lien avec les collègues des think tanks et des universités, à s'adapter pour en tirer certaines leçons à chaud. Dans chaque organisme, les spécialistes de la Russie et de l'espace post-soviétique ont été immédiatement mis à contribution pour décrypter les intentions des belligérants et des pays de la région. Compte tenu de l'impact de cette guerre à l'échelle planétaire, c'est l'ensemble des analystes du projet AcadEM (initiative de mise en réseau des quinze organismes de l'École militaire, née en 2021), qui a été mobilisé pour en comprendre les conséquences, en Europe occidentale bien entendu, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie ou encore du point de vue des principales organisations internationales.

La variété des disciplines représentées au sein d'AcadEM a par ailleurs permis de construire une réflexion globale, enrichie

de points de vue très divers : les historiens ont remis en perspective cette guerre dans le temps long mais aussi exposé la chronologie des événements les plus récents, les géographes ont cartographié l'évolution de la guerre et ses conséquences à différentes échelles, les politistes ont décrypté les mécanismes de prise de décision des multiples acteurs impliqués, les sociologues ont étudié les bouleversements au sein des opinions publiques comme des organisations tandis que les économistes ont mesuré l'impact de la guerre sur le plan des échanges commerciaux et des budgets militaires.

Civils comme militaires, praticiens ou théoriciens – parfois les deux –, les chercheurs d'AcadEM incarnent des approches à la fois distinctes et complémentaires. Travaillant bien sûr à l'étude de la guerre en Ukraine dans les milieux classiques d'analyse – terre, air, mer – ils appréhendent également ce conflit dans les nouveaux domaines et champs de conflictualité que sont le cyber, le spatial, l'électromagnétique et l'information. Ils sont capables de mesurer l'impact des sanctions économiques, d'évaluer les interdépendances énergétiques ou encore d'étudier l'importance des forces morales.

C'est sur cette diversité et cette complémentarité que nous nous sommes fondés pour esquisser les premières leçons d'un an de guerre en Ukraine. Il nous a tout d'abord paru indispensable de replacer ce conflit dans l'histoire des relations entre les deux pays. L'exposé introductif de Céline Marangé détaille les origines de cette guerre en exposant les représentations géopolitiques qu'ont les dirigeants russes de l'Ukraine mais aussi de l'Occident. À partir de cette analyse, elle met en avant ce que les militaires nomment l'état final recherché : « une Russie dominante ayant eu sa revanche sur l'Occident et ayant repris ses droits ancestraux sur des terres considérées comme historiques ».

En nous appuyant sur cette mise en perspective, nous avons construit trois axes d'étude : le premier se concentre sur les enseignements stratégiques de cette guerre, avec un angle plus particulier sur les domaines ayant pris une importance croissante ces dernières années, comme le cyber, le spatial ou encore les forces morales ; le deuxième s'attache à l'évolution des

interdépendances entre États, qu'il s'agisse des flux d'énergie, des questions budgétaires ou plus largement de diplomatie ; enfin le troisième interroge la pertinence de nos architectures de sécurité, notamment en Europe. Ainsi, sans rechercher l'exhaustivité, l'idée de ce colloque est de tenter d'analyser les conséquences de cette guerre à différentes échelles géographiques, sur les plans militaire bien sûr, mais aussi diplomatique et économique.

La première table ronde a ainsi permis de distinguer les principales innovations de cette guerre mais aussi de confirmer certaines tendances de fond dans l'évolution des conflits. Au sein de la guerre en Ukraine cohabitent en effet des modes d'action très classiques, parfois rudimentaires, et d'autres à la pointe de la modernité. C'est justement la combinaison de ces modes qui a permis à chacun des belligérants de prendre l'avantage par moments, comme l'illustre le couple formé par les drones et l'artillerie ou encore l'utilisation de moyens cyber associés à une communication efficace. Le retour de la haute intensité rappelle par ailleurs la nécessité de disposer d'une profondeur stratégique pour durer, qu'il s'agisse du territoire, de la population, de l'armement, des munitions ou encore des ressources naturelles. Cette profondeur peut être acquise grâce à la formation d'une coalition, comme le montre la fourniture d'armes à Kiev par les pays occidentaux. Enfin, le réseau d'alliances que peut fédérer chaque belligérant devient primordial dans quasiment chaque milieu et champ de confrontation, notamment dans le domaine spatial où l'Ukraine bénéficie de l'apport d'acteurs étatiques comme privés.

La seconde table ronde a fait un bilan des nouvelles dépendances économiques et géopolitiques, un an après le début de la guerre en Ukraine. Alors que l'Europe avait une dépendance énergétique forte au gaz russe jusqu'en 2021, nous avons assisté à une dé-continentalisation des flux énergétiques et une modification des chaînes logistiques. L'influence russe dans l'espace post-soviétique s'est réduite et une reconfiguration des dépendances à l'égard de la Chine est à l'œuvre. Les pays du Golfe ont adopté une position de relative neutralité et comptent sur le poids de la Chine pour essayer de canaliser le rapprochement

militaire russo-iranien. Le conflit a fait augmenter la part du PIB consacrée à la dépense de défense, en Russie et en Ukraine. En revanche, au niveau mondial, la part du PIB consacrée à la dépense de défense reste historiquement faible malgré le montant élevé de la dépense de défense.

La troisième table ronde a montré que la guerre contre l'Ukraine n'a pas entamé la cohésion politique en Europe, et qu'elle a au contraire démontré la plasticité de certains instruments européens, de même que la centralité de l'OTAN. Elle a aussi été l'occasion d'un re-positionnement pour certains pays – à travers le *Zeitenwende* allemand ou l'adhésion à l'OTAN et à la politique européenne de sécurité pour d'autres. Pour autant, du point de vue français, elle a aussi rendu manifeste ce qu'on pourrait appeler le « plafond de verre de l'autonomie stratégique » et matérialisé l'effondrement de l'architecture de maîtrise des armements, avec des conséquences qui vont au-delà de l'Europe.

Nous avons choisi de proposer un événement ouvert à tous, dans le but de réunir l'ensemble des citoyens souhaitant réfléchir aux conséquences du retour de la guerre sur le continent européen. L'affluence ainsi que la diversité des spectateurs confortent notre conviction que l'École militaire peut être un lieu d'échange, à la croisée de mondes très divers. Les recherches menées au sein d'AcadEM alimentent bien entendu les réflexions au sein du ministère des Armées mais il est indispensable d'attirer un public plus vaste, de spécialistes comme de profanes. Qu'elles viennent de militaires, de diplomates, d'élus, de journalistes, d'humanitaires ou d'étudiants, les nombreuses réactions dans la salle, dans les médias et sur les réseaux sociaux illustrent l'intérêt croissant que suscitent les questions stratégiques. Notre devoir est de répondre à l'attente des citoyens et nous sommes persuadés que cette mission peut être accomplie sans préjudice de la vocation première de l'École militaire, alimenter la réflexion stratégique au sein des armées.

Le lecteur (et le spectateur du colloque du 16 février 2023) trouvera ici les contributions sous la forme d'un *verbatim* – il a été laissé à l'appréciation des participants à l'événement de modifier

ou de mettre à jour leur contribution. Les modérateurs des trois tables rondes voudraient remercier chaleureusement l'équipe de la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) qui avait auparavant permis l'organisation de l'événement qui lui a donné naissance.

*Dr Jean Belin, CNE Ivan Sand,
Dr Marjorie Vanbaelinghem*

INTRODUCTION

Général de corps d'armée Benoît Durieux

Directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)

Je suis certain que vous vous souvenez de ce matin du 24 février 2022 où vous avez appris la nouvelle de l'agression russe contre l'Ukraine. Rappelez-vous ce que vous faisiez alors. Rappelez-vous les circonstances dans lesquelles vous avez eu cette information. Vous regardiez peut-être votre téléphone portable, peut-être qu'un ami vous l'a dit ou qu'une chaîne d'information en continu vous a donné cette information, mais je crois que, peu importe comment vous l'avez appris, vous avez été saisis, et peut-être n'avez-vous pas voulu y croire.

Plus tard dans cette journée du 24 février, vous avez vu les images d'une colonne de chars russes franchissant la frontière ukrainienne. Vous avez peut-être cru d'abord qu'il s'agissait d'un documentaire sur la Seconde Guerre mondiale mais, très vite, vous avez compris que ces images dataient de quelques heures seulement. Vous avez alors perçu qu'une bascule du monde était en train de s'opérer.

À vrai dire, c'était invraisemblable. Qui aurait pu imaginer avant le 24 février 2022 qu'un an plus tard, en Europe, un conflit ferait des centaines de milliers de tués et de blessés, que des vies seraient détruites, des dizaines d'avions de chasse abattus, des navires de guerre coulés, et que même des menaces nucléaires seraient, sinon proférées, du moins sous-entendues ? Qui aurait pu imaginer que quatre pays de l'Union européenne seraient frontaliers d'un pays en guerre, et que nous, Français, aurions la guerre à nos frontières, du moins si nous prenons l'idée européenne au sérieux ?

C'était invraisemblable, et pourtant, il faut en convenir, ce n'était pas imprévisible. Une surprise stratégique, ce n'est pas ce que nous n'avons pas su prévoir, c'est ce que nous n'avons pas voulu voir. Nous ne voulons pas voir, parce que, souvent, la décision de faire la guerre nous paraît irrationnelle. Pourtant,

cette décision est prise par un acteur dont la rationalité nous échappe. Nous ne voulons pas voir parce que nous sommes nous-mêmes prisonniers de nos passions, de nos intérêts, de nos préjugés. Pour voir la guerre telle qu'elle est, un phénomène peu rationnel et rarement linéaire, il faut, en réalité, être extrêmement rationnel.

Nous avons été surpris une fois. Si nous ne voulons pas être surpris une deuxième fois par un événement d'une ampleur peut-être encore supérieure à celle du 24 février, il faut constater, il faut étudier, il faut réfléchir. Depuis un an, c'est ce que font les officiers des armées de terre, de l'air et de mer. C'est ce que font les capitaines et les généraux. C'est ce que font les chercheurs, les docteurs, les professeurs qui sont présents sur le site de l'École militaire.

Depuis un an, les 15 organismes qui sont présents à l'École militaire, les centres de doctrine des trois armées, les organismes de formation supérieure, les instituts des hautes études, réfléchissent. Depuis un an, ils observent le déroulement des événements, ils recourent aux analyses, ils exploitent les renseignements de sources ouvertes ou bien de sources plus confidentielles. Depuis un an, ils interagissent avec des chercheurs français et étrangers, ils participent à des rencontres internationales avec nos partenaires et avec nos alliés. Depuis un an, ils examinent, chacun dans leur spécialité, cet événement à l'emprise tentaculaire dans sa dimension tactique et stratégique, dans sa dimension civile et militaire, dans sa dimension européenne, comme mondiale.

Aujourd'hui, il nous a semblé important de venir partager nos conclusions et d'engager le débat. C'est là, à vrai dire, une forme de nouveauté. Bien sûr, à l'École militaire, il y a fréquemment des rencontres avec les meilleurs experts, français et étrangers, et nombreux en sont les habitués parmi vous. Pourtant, il est rare que la totalité des centres de réflexion et de formation, qui ont chacun leur mission, prennent le temps et arrivent à être ensemble, dans le même amphithéâtre, pour débattre. C'est le cas aujourd'hui.

Permettez-moi de vous en donner la liste pour mesurer la richesse des réflexions qui sont présentes et la capacité de réflexion que représente l'École militaire aujourd'hui : le Centre des hautes études militaires, l'École de guerre, le Centre de documentation de l'École militaire, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, l'Institut des hautes études de la défense nationale, l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur, le Centre de formation au management du ministère de la Défense, le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, le Centre de doctrine et d'enseignement au commandement, qui abrite en plus notamment l'École de guerre-Terre, le Centre d'études stratégiques de la Marine, le Centre d'études stratégiques aérospatiales, le Centre de formation des dirigeants de la gendarmerie, la chaire Économie de défense de l'IHEDN, et la chaire Cyber et souveraineté numérique de l'IHEDN. Il y a là une capacité de réflexion stratégique unique en Europe.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que nous allons dévoiler la vérité aujourd'hui. Le brouillard de la guerre règne et continuera de régner. Aujourd'hui, il ne s'agit pas non plus pour nous de tirer des leçons pour nos armées demain, ou de définir une feuille de route politique pour les semaines et les mois à venir. Aujourd'hui, je veux simplement vous inviter à réfléchir à ce conflit pour éviter d'être surpris par cela même qui se dessine sous nos yeux grands ouverts. Aujourd'hui, il s'agit de nous poser les bonnes questions, en évitant les réponses toutes faites.

Par exemple, au niveau stratégique, quels objectifs se fixent Russes et Ukrainiens ? Visent-ils la conquête ou la défense du terrain ? Recherchent-ils l'attrition ou l'anéantissement ? Qu'est-ce qui nous a surpris ? Qu'est-ce qui, au fond, est très conforme ou contraire à ce que nous savions ? Sommes-nous capables de distinguer le prévisible de l'imprévisible ? Ce sera l'objet de notre première table ronde, après l'introduction de Céline Marangé.

Ensuite, nous examinerons les conséquences géopolitiques de ce conflit, car il ne faut pas nous limiter à regarder le seul théâtre ukrainien. Le reste du monde est en mouvement. Il est en mouvement en Asie et dans le Golfe. Il est en mouvement dans les

domaines financiers et énergétiques. Comment appréhender ces interactions ? Faut-il nous attendre à d'autres ruptures ou bascules ? Ce sera l'objet de notre deuxième table ronde.

Enfin, nous reviendrons cet après-midi en Europe, mais pas seulement, pour évoquer les architectures de sécurité. L'OTAN est le lieu, bien sûr, mais nous nous interrogerons aussi sur le rôle des gouvernements face à la guerre. Nous nous demanderons si ce conflit marque la fin de toute mesure de confiance internationale. Nous chercherons comment s'articulent le local, le régional, le mondial, le politique et le militaire. Autant de questions auxquelles nous chercherons à répondre, ou au moins à apporter des éléments de réponse.

Finalement, le général d'armée Thierry Burkhard, le chef d'État-major des armées, clôturera notre journée.

Maintenant, avant de laisser la parole à Céline Marangé puis à nos premiers panélistes, je voudrais vous lancer un appel. Vos opinions, vos analyses, vos réflexions comptent. La défense nationale, c'est-à-dire la défense dans toutes ses dimensions civiles et militaires, est l'affaire de tous. Emparez-vous-en, continuez à réfléchir, exprimez-vous, parce que cette guerre est aussi, et peut-être principalement, comme toutes les guerres, une guerre des idées.

APPROCHES HISTORIQUES ET POLITIQUES DE LA GUERRE EN UKRAINE

Dr Céline Marangé

Chercheuse sur la Russie, l'Ukraine et le Belarus à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

Il m'a été demandé de revenir sur les origines de la guerre en Ukraine et de proposer une lecture historique et politique du conflit.

La question des origines de la guerre n'est pas seulement un sujet d'histoire sur lequel les historiens auront un jour à se prononcer. C'est une clé d'analyse utile et nécessaire à la prospective. Toute personne réfléchissant à l'évolution de cette guerre qui a débuté en 2014, à l'avenir de la sécurité européenne et des relations avec la Russie, doit s'y confronter.

On a une idée assez claire des buts de guerre initiaux. On sait que le plan opérationnel de départ prévoyait une décapitation du pouvoir ukrainien et l'installation d'un gouvernement pro-russe à Kyiv mais on ignore encore largement quel était l'état final recherché. Une Ukraine neutralisée ? Une Ukraine inféodée ? Une Ukraine annexée ?

Beaucoup d'analystes prennent pour acquis que les buts de guerre annoncés par le président russe dans son allocution du 24 février, à savoir la démilitarisation et la « dénazification » de l'Ukraine – étaient les buts réels, et que ces objectifs affichés constituaient une fin en soi, et non seulement un moyen. Je serais plus prudente.

En réalité, on ne sait pas et on en est réduit à supputer :

Est-ce que l'invasion visait simplement à procéder à un changement de régime et à rappeler par la force où s'arrêtait la sphère d'influence russe ?

Est-ce qu'il s'agissait de s'opposer à l'OTAN et d'imposer une révision complète de l'ordre international et une refonte de l'architecture de sécurité en Europe ?

Est-ce que, derrière la volonté de contrôler militairement l'Ukraine et de la vassaliser politiquement, il y avait aussi le projet de l'absorber à plus ou moins brève échéance, soit directement par annexion, comme pour la Crimée et les territoires conquis, soit par un élargissement de l'État d'Union russo-biélorusse ?

Revenir sur les origines de la guerre est une façon parmi d'autres de s'interroger sur l'état final recherché – une question cruciale pour comprendre les buts de guerre actuels.

Pour cerner les intentions des acteurs, il faut prendre au sérieux leurs discours, comprendre leurs représentations du monde, de l'espace et de l'histoire, ainsi que leur manière d'envisager la puissance, la sécurité et leur destinée singulière ; il faut aussi, je crois, s'efforcer d'explicitier les fausses perceptions, de déceler les malentendus et de débusquer les mensonges érigés en vérités.

C'est dans cet esprit et dans une perspective historique que j'envisagerai les enjeux de sécurité, puis les considérations identitaires et les raisons politiques.

Premier point : les dirigeants russes ont prétexté des raisons de sécurité pour entrer en guerre.

En décembre 2021, ils ont présenté des exigences qui impliquaient une refonte de l'ordre de sécurité et qu'ils savaient être inacceptables.

Ils ne demandaient pas seulement des garanties écrites concernant la non-entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN, l'interruption de toute coopération militaire de pays membres de l'OTAN avec l'Ukraine, et la fin des exercices et des manœuvres de l'OTAN près des frontières russes, notamment en mer Noire.

Par une formule assez alambiquée et ambiguë, ils demandaient aussi, ni plus ni moins, le retour de l'OTAN dans ses frontières de 1997, c'est-à-dire avant les élargissements aux pays ayant appartenu au pacte de Varsovie.

Ces demandes laissent penser qu'ils sont entrés en guerre pour des raisons de sécurité et qu'à l'origine de la guerre en Ukraine, il y a un dilemme de sécurité mal géré.

On appelle dilemme de sécurité le processus par lequel un État inquiet pour sa sécurité accroît sa puissance, ce qui en retour est perçu comme une menace par l'État contre lequel il voulait se protéger, entraînant une spirale sans fin de montée des tensions.

Il est vrai que les milieux politiques et la communauté stratégique russes avaient une vision très hostile de l'environnement de sécurité de la Russie et la conviction que les pays occidentaux n'avaient cessé de chercher à nuire à ses intérêts et à sa sécurité.

Ces perceptions ont au moins autant à voir avec la culture politique et stratégique des acteurs politiques russes qu'avec les actions de l'OTAN. Elles n'en trahissent pas moins une insatisfaction profonde et constante concernant l'ordre de sécurité européen post-guerre froide et le rôle dévolu à la Russie et aux États-Unis dans ces arrangements de sécurité.

Pour cette raison, il me semble utile de présenter, de façon distanciée, le point de vue des dirigeants russes sur ces questions. Ils formulaient avant guerre quatre griefs.

Le premier grief portait sur le fonctionnement de l'ordre international.

Dans les années 1990, la Russie, affaiblie sur tous les plans, s'est trouvée impuissante à empêcher des interventions occidentales et, en particulier, les frappes aériennes de l'OTAN contre les positions serbes au Kosovo en mars 1999. Cette campagne militaire qui se déroule en dehors de tout cadre onusien est perçue à Moscou comme une humiliation et marque un premier refroidissement des relations russo-américaines.

Dès cette époque s'affirme une critique de l'unilatéralisme américain et occidental. Les élites politiques russes ont l'impression, à tort ou à raison, que la Russie n'a pas été réinsérée dans le concert international et qu'elle a dû accepter les vues des vainqueurs de la guerre froide. Cette insatisfaction s'accroît encore après le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM en 2002 qui avait marqué le début de la détente en 1972 et encore plus à la suite de l'intervention militaire en Irak en 2003.

Un premier coup de semonce intervient en février 2007. Le président Poutine, qui achève son deuxième mandat, prononce son fameux discours de Munich. Il impute les dysfonctionnements

du système international à « l'unipolarité du monde » et se livre à une critique acerbe des États-Unis, dénonçant notamment « le dédain pour les principes de base du droit international » et « un hyper-usage quasi irréfréné de la force ». Concernant l'Europe, il s'en prend vivement au projet d'extension du système de défense antimissile européen, remarquant qu'il « s'avère que l'OTAN a placé ses forces de première ligne aux frontières » russes.

Le deuxième grief concernait bien sûr l'élargissement de l'OTAN.

Dans ce même discours de Munich, il estime que « l'expansion de l'OTAN n'a aucun rapport avec [...] le fait d'assurer la sécurité de l'Europe » et représente « une sérieuse provocation diminuant le niveau de confiance mutuelle ». Il marque ainsi son exaspération face aux élargissements successifs de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN dans l'ancienne chasse gardée de Moscou. À cette date, l'OTAN compte déjà dans ses rangs tous les anciens pays alliés de l'Union soviétique au sein du pacte de Varsovie.

Les Russes auraient voulu *a posteriori* que l'OTAN disparaisse en même temps que la menace soviétique. Ils se disent convaincus que des garanties orales ont été données à Gorbatchev concernant le non-élargissement de l'OTAN à l'Est. C'est historiquement faux, mais ça ne les empêche pas de croire à leur mystification historique.

Dans son ouvrage *Not One Inch*, l'historienne Marie-Élise Sarotte montre, au terme d'une enquête minutieuse et élargie dans différents fonds d'archives, que la réflexion concernant une possible extension de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale commence avant même la dissolution du pacte de Varsovie en juillet 1991, et que, dès l'année 1990, des ouvertures en ce sens ont été faites par de hauts représentants américains auprès des nouveaux dirigeants de ces pays.

Le troisième grief portait sur le rapprochement de l'Ukraine et de la Géorgie avec les pays occidentaux, en général, et avec l'OTAN, en particulier.

À l'époque du discours de Munich, l'OTAN avait établi des plans d'action individuels pour le partenariat (IPAP) avec la

Géorgie en 2004, l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2005, la Moldavie en 2006. Elle avait mis en place un « dialogue renforcé » avec l'Ukraine en 2005 et renforcé ses relations avec la Géorgie en 2006.

Au sommet de l'OTAN à Bucarest d'avril 2008, Washington propose – sur l'insistance du président Bush et contre l'avis du renseignement américain – d'offrir un plan d'action pour l'adhésion (MAP) à la Géorgie et à l'Ukraine. Paris et Berlin qui anticipent de fâcheuses conséquences opposent un veto, ce qui conduit Londres à négocier une solution intermédiaire.

Le MAP n'est certes pas accordé, mais les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN conviennent d'ouvrir des discussions d'adhésion avec l'Ukraine et la Géorgie. Le point 23 de la déclaration finale du sommet spécifie en particulier : « Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. [...] Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au MAP. »

On peut considérer que, du point de vue russe, le point de rupture est atteint à ce moment-là. Avec le recul du temps, on ne peut s'empêcher de penser que ce compromis a été fatal car en réalité il accroissait l'insécurité de ces deux pays sans leur donner de réelle garantie ni d'échéance ferme.

En parallèle de ce processus, le Conseil européen se penche, deux mois plus tard, pour la première fois sur le projet de « Partenariat oriental », qui s'adresse à tous les anciens pays soviétiques situés dans le voisinage direct de l'Europe, à savoir la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie – à l'exception de la Russie. Ce projet a été élaboré à l'initiative du ministre polonais des Affaires étrangères avec le soutien du ministre suédois des Affaires étrangères ; il constituait une nouvelle étape dans la Politique de voisinage lancée par l'UE en 2003, en prévision des élargissements. Il visait à promouvoir dans ces pays l'État de droit, la bonne gouvernance et la démocratie mais la Russie y voit un danger politique et surtout des luttes d'influence d'un autre âge.

Le deuxième coup de semonce intervient en août 2008. La guerre de Géorgie, courte et meurtrière, conduit à l'occupation

par la Russie de toute l'Ossétie du Sud. Moscou reconnaît dans la foulée son indépendance, ainsi que celle de l'Abkhazie, deux territoires géorgiens au regard du droit international.

Cette guerre interrompt le rapprochement de l'Ukraine et de la Géorgie avec l'OTAN, mais conforte les dirigeants européens dans leur volonté d'offrir une alternative aux pays post-soviétiques. Moscou réplique en proposant des projets d'intégration régionale. Les concurrences s'aiguisent dans l'espace post-soviétique où entrent aussi en scène la Chine et la Turquie.

De fil en aiguille, une nouvelle crise survient quand, en novembre 2013, le président ukrainien Victor Ianoukovitch renonce, au dernier moment, à signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Après avoir longtemps tergiversé, il a cédé aux demandes de Vladimir Poutine qu'il a rencontré en secret à l'aéroport de Vnoukovo.

Mais la jeunesse et la société civile ukrainiennes ne l'entendent pas ainsi et ne s'avouent pas vaincues. Elles organisent une mobilisation sur la place Maïdan pour sauver l'accord d'association qu'elles perçoivent comme une promesse de réformes, un gage de meilleure gouvernance et une opportunité de rompre avec le passé soviétique et l'oligarchie post-soviétique.

La mobilisation, exceptionnelle, dure trois mois, se poursuit par des températures glaciales – ils ont tenu deux semaines par -20 °C. Elle fait peur à Vladimir Poutine, qui a fait face à une forte contestation en Russie l'année précédente. Les dirigeants russes qui, pour la plupart, ont fait leurs classes au KGB ne croient pas à la spontanéité d'une mobilisation sociale, ni à l'agentivité des sociétés ; ils sont persuadés que ces mouvements sont orchestrés depuis l'étranger pour nuire aux intérêts russes.

Face à la répression, la confrontation prend un tour insurrectionnel et Viktor Ianoukovitch fuit la capitale. En réponse, les Russes annexent la Crimée sans coup férir et envoient des commandos déstabiliser le Donbass, comme l'a reconnu le colonel du FSB qui était à la manœuvre et qui compte aujourd'hui au nombre des blogueurs militaires d'extrême droite les plus en vue. Depuis, la guerre dans le Donbass n'a jamais cessé.

Le quatrième grief portait sur la non-application des accords de Minsk.

Les accords de Minsk II ont été conclus en février 2015, dans des conditions très défavorables pour l'Ukraine, juste après la défaite de Debaltseve. L'objectif était d'interrompre l'avancée de l'armée russe qui avait l'avantage sur le terrain.

Les accords n'ont jamais été appliqués car un désaccord a toujours subsisté concernant l'ordre d'application des clauses : les Russes exigeaient que les clauses politiques, en particulier la fédéralisation de l'Ukraine (point 11)¹ et l'amnistie des séparatistes (point 5), soient mis en œuvre en premier ; ils demandaient aussi que les dirigeants séparatistes soient associés aux négociations et donc reconnus dans leurs fonctions.

Les Ukrainiens qui faisaient face à un mouvement sécessionniste entièrement contrôlé par Moscou, refusaient ces demandes et insistaient pour que les clauses de sécurité, notamment le rétablissement du contrôle de la frontière, interviennent en priorité.

Les autorités russes reprochent vivement à Paris et à Berlin de ne pas avoir fait suffisamment pression sur Kyiv pour appliquer ces accords. C'est un faux procès, à mon avis, car Français et Allemands n'en avaient pas les moyens. Et puis à quel titre il aurait fallu forcer Kyiv à accepter de se soumettre à la pression militaire et à la subversion politique exercées par Moscou ?

Deuxième point : derrière ces enjeux de sécurité, il y a des questions de rang et une conception problématique de la sécurité.

Certains en France déduisent de tout ce que je viens d'expliquer que l'OTAN et les États-Unis portent une lourde

1. Le point 11 des accords de Minsk II prévoyait de mener, avant la fin de l'année 2015, une réforme constitutionnelle qui devait entériner le principe d'une décentralisation et adopter une « législation particulière sur le statut spécial des régions de Donetsk et de Luhansk ». Selon le point 9, le contrôle de la frontière étatique russo-ukrainienne devait intervenir une fois obtenue une résolution politique d'ensemble, définie comme la conduite d'élections locales et d'une réforme constitutionnelle.

responsabilité dans la guerre en Ukraine, dans la mesure où les élargissements de l'OTAN ont contribué à renforcer le complexe obsidional de la Russie, ainsi que son complexe de déclassement. Ils considèrent que cette guerre aurait pu être évitée si de telles actions n'avaient pas été entreprises.

Nos partenaires et alliés centre-européens s'érigent avec vigueur contre cette interprétation, en nous rappelant d'autres réalités historiques et en se plaçant dans une autre temporalité, celle du temps long. Tous les pays de l'ancien bloc de l'Est ayant appartenu au pacte de Varsovie ont dès le tout début des années 1990 voulu rejoindre l'OTAN, une alliance défensive.

Pourquoi cherchaient-ils des garanties de sécurité auprès de l'OTAN ?

Pour se protéger de la volonté de domination de la Russie.

Pour se prémunir contre toute résurgence de l'impérialisme russe.

Parce qu'ils avaient subi, au cours des 45 années précédentes, l'occupation soviétique.

Parce qu'ils avaient fait, des siècles durant, l'expérience de la violence politique russe.

Parce qu'ils redoutaient ce qui est en train de se passer en Ukraine.

Il faut rappeler qu'au début de la Première Guerre mondiale, les pays Baltes, la Finlande et la Pologne appartenaient, pour partie ou en entier, à l'empire russe et qu'ils ont eu à subir des politiques répétées de russification et de conversion forcées.

Rappelons aussi qu'au début de la Seconde Guerre mondiale, au titre des protocoles secrets du pacte Ribbentrop-Molotov, l'Union soviétique a annexé la partie orientale de la Pologne indépendante, qu'au printemps suivant, le NKVD a exécuté 22 000 membres de l'élite polonaise, dont 8 000 officiers prisonniers de guerre et autant de membres de l'intelligentsia, dans la forêt de Katyn, puis qu'il a, deux mois plus tard, procédé à l'exécution ou la déportation de toutes les élites baltes. Je pourrais aussi parler de la guerre d'hiver contre la Finlande.

Enfin, rappelons que des pays comme la Hongrie, la République tchèque et la Pologne ont vu les chars du pacte de

Varsovie mater leurs aspirations au changement en 1956, en 1968 et en 1981. En Pologne, le départ des troupes russes n'est intervenu qu'en 1993, comme le rappelait récemment le président Duda dans une interview au *Figaro*.

Pour les Russes, cette réalité est difficile à accepter pour au moins deux raisons.

Pour des raisons historiques, tout d'abord : les autorités russes estiment que leur pays – c'est-à-dire l'Union soviétique – a payé un très lourd tribut dans la libération de l'Europe de la folie exterminatrice des nazis et que cette victoire chèrement acquise leur donne des droits jusqu'à aujourd'hui.

Ils font semblant d'ignorer qu'à l'occupation nazie ont succédé une autre occupation, des déportations de population, mais aussi des migrations russes importantes – la technique communiste d'ingénierie sociale par excellence –, ce qui, dans de très petits pays, a suscité de vives inquiétudes sur l'identité, une peur de l'absorption.

Cette réalité est aussi difficile à accepter pour des raisons politiques : les dirigeants russes actuels n'ont tout simplement pas la même vision de la sécurité que nous. Ils ne partagent pas la vision de la sécurité qui est au cœur du projet européen, à savoir l'idée, portée par les pères fondateurs de l'Europe, que pour dépasser le cycle de la vengeance sans fin, la coopération est nécessaire et souhaitable.

Sur la sécurité européenne, il y a deux visions qui s'affrontent en Russie.

Les plus modérés, ceux qui aujourd'hui n'ont plus voix au chapitre, mettaient l'accent sur le concept d'« indivisibilité de la sécurité », et plaidaient en faveur de mécanismes de concertation et, généralement, de la neutralisation au moins provisoire des pays de l'entre-deux, c'est-à-dire des pays post-soviétiques.

Les autres, les faucons qui tiennent le haut du pavé, sont favorables aux sphères d'influence et récusent le principe d'égalité souveraine des États. Ils expliquent de manière tout à fait décomplexée qu'il incombe aux grandes puissances de régler les affaires du monde et que les petits États n'ont qu'à suivre et à obéir.

Ils refusent de considérer les pays post-soviétiques comme des pays pleinement souverains, aptes à choisir leur système politique et leurs alliances militaires, ce qui rappelle singulièrement la doctrine brejnévienne de la souveraineté limitée. Pour eux, la sécurité passe par le contrôle des marges et la puissance s'exprime à travers la domination.

Troisième point : les considérations identitaires et la dérive autoritaire.

Derrière la guerre en Ukraine, il y a, à l'évidence, la volonté, sinon d'en découdre avec l'Occident, du moins de récuser son modèle, son hégémonie, et, ce faisant, d'accélérer le démantèlement de l'ordre international.

Ce sont là des objectifs tout à fait assumés dans le discours politique russe que des experts russes écoutés reprennent à l'envi. Il faut se souvenir que la Russie et la Chine ont fait une longue déclaration commune en ce sens au début du mois de février 2022.

Le coup de force contre l'Ukraine visait, à mon avis, à faire la démonstration de la faiblesse de l'OTAN et à obtenir une revanche symbolique contre l'Occident. Et dans cette guerre qu'ils ont déjà perdue une fois, aucune défaite n'est permise.

Derrière la guerre en Ukraine, il y a aussi la difficulté ou l'impossibilité de penser la Russie comme un État-nation et non comme un empire.

Historiquement, la Russie s'est construite comme un empire, à l'époque tsariste comme à l'époque soviétique, dans un mouvement continu de violence, d'absorption et d'assujettissement. Elle a toujours été une puissance dominatrice et conquérante depuis au moins les grandes conquêtes de Pierre le Grand, ce qu'on a tendance à minimiser en France, par méconnaissance de l'histoire longue de cette région du monde.

La Russie est le plus grand pays du monde : elle représente un huitième des terres émergées ; fait 31 fois la France ; compte 11 fuseaux horaires. Elle a hérité de 75 % du territoire de l'Union

soviétique et de son potentiel nucléaire mais ses élites ont l'impression d'une amputation car c'est moins qu'à l'époque impériale et soviétique.

Elles souffrent d'un fort complexe de déclassement qui est directement lié à l'histoire, mais qui s'exprime dans le rapport à l'espace. La chute de l'Union soviétique a entraîné la perte d'un système de valeurs qu'on présentait comme éternel, la fin d'un sentiment d'exceptionnalisme, le bouleversement de la carte mentale et la nécessité d'un nouveau positionnement international, soit en fin de compte des problèmes d'identité.

Derrière la guerre en Ukraine, il y a aussi le refus du président russe, là encore tout à fait assumé, de reconnaître le droit de l'Ukraine à exister en tant que pays souverain et indépendant.

Ce refus s'ancre dans la conviction maintes fois exprimée que la nation ukrainienne n'existerait pas et que l'État ukrainien serait une invention récente et factice.

Le président russe adhère à une conception essentialiste de la nation, à l'idée que la nation serait immuable dans le temps et s'ancrerait uniquement dans la langue, la religion et la culture. Or on sait – l'anthropologue Benedict Anderson l'a très bien montré – que toute nation est une « communauté politique imaginée », fondée sur un contrat social qui s'incarne dans la volonté de faire nation ensemble.

L'Ukraine touche aussi au cœur de l'identité russe parce qu'elle est le berceau de la Rous et le lieu d'origine de l'orthodoxie slave, le lieu du baptême et de la conversion au christianisme.

À lire et à écouter Vladimir Poutine, il y a lieu de penser qu'il a voulu rester dans l'histoire comme celui qui aurait réuni Russes et Ukrainiens formant, selon lui, « un seul et même peuple » et comme celui qui aurait rassemblé les « terres russes » dispersées par la faute des errements de Lénine, de la négligence de Staline et de la faiblesse de Gorbatchev.

Enfin, bien sûr, derrière la guerre en Ukraine, il y a l'aboutissement d'une dérive autocratique et d'une personnalisation extrême du pouvoir.

Je ne m'appesantis pas sur ce point, crucial s'il en est, mais c'est évidemment l'arrière-fond politique sans lequel les autres évolutions, et cette décision fatidique, n'auraient pas pu avoir lieu.

Je voudrais souligner qu'en parallèle de la guerre sans merci livrée à l'Ukraine, le pouvoir russe livre une autre guerre sur le front intérieur, en Russie même, contre la société civile, contre les libertés publiques et contre l'État de droit.

Pour mener cette guerre, il recourt à la répression et à l'intimidation, mais aussi à une propagande débridée qui prône la mort. Le verbe comme arme, la déshumanisation de l'ennemi, qualifié de nazi, n'est-ce pas un héritage de la violence bolchevique ?

*

Rien n'exprime mieux, à mon avis, l'enchevêtrement des paramètres identitaires et géopolitiques que le symbolisme des dates.

Le bras de fer a été engagé en décembre 2021, au trentième anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique, au lendemain du tricentenaire de la fondation de l'empire par Pierre le Grand, fêté en grande pompe en novembre 2021.

L'invasion quant à elle a commencé quinze ans, mois pour mois, après le fameux discours de Munich. Et tout devait peut-être se terminer en décembre 2022, pour le centième anniversaire de la fondation de l'Union soviétique.

Pour finir, revenons au point de départ de notre réflexion.

À mon sens, l'état final recherché, ce n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine ; c'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'Occident et ayant repris ses droits ancestraux sur des terres considérées comme historiques.

Ce serait une erreur, à mon avis, de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaire et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait.

Nous sommes confrontés à un problème d'une autre complexité : à un revanchisme assumé, à un impérialisme non dissimulé, à une propagande débridée, à une folie meurtrière, à un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière.

I
QUELS PREMIERS ENSEIGNEMENTS
STRATÉGIQUES ?

ANALYSE STRATÉGIQUE ET OPÉRATIVE D'ENSEMBLE

Général de division aérienne Vincent Breton

Directeur du Centre interarmées de concepts, de doctrine et d'expérimentations (CICDE)

À ce stade, le CICDE tire sept enseignements majeurs de cette guerre.

La première leçon est la plus évidente, c'est le retour d'une guerre de haute intensité aux portes de l'Europe. Ce type de guerre est somme toute très classique à l'échelle de l'histoire, mais nous le pensions révolu, et il est très éloigné de notre vision fantasmée d'un ordre mondial qui serait définitivement apaisé. Associé à cela, c'est aussi le retour de la rhétorique et de la grammaire nucléaire, avec une Russie qui, à plusieurs reprises, a menacé d'utiliser ses armes nucléaires. Cette rhétorique nucléaire joue un rôle majeur dans cette guerre, car elle conditionne les réactions des différents protagonistes, y compris les nôtres, Occidentaux. Ce retour est assez inquiétant, puisque, à mon sens, il entraîne un risque de nouvelle prolifération nucléaire dans les prochaines années à travers le monde.

La deuxième leçon, c'est que cette guerre se déroule dans les sept milieux et champs de conflictualité que nous décrivons en France. Je vous les rappelle : il s'agit des cinq milieux, terre, mer, air, espace et cyber, auxquels nous ajoutons deux champs, le champ informationnel et le champ électromagnétique. Ces sept domaines ont tous leur importance, et en négliger un vous expose à de grands risques. Je ne vais pas tous les détailler, mais je vais faire quelques remarques de portée générale.

D'abord, si plusieurs milieux semblent jouer un rôle mineur dans cette guerre, il serait très dangereux à mon sens de considérer qu'ils sont devenus inutiles ou obsolètes. Je vais en citer trois.

Le premier est le milieu cyber. Il y a clairement eu beaucoup d'attaques cyber russes au début de cette guerre, mais elles n'ont pas été efficaces du tout. En réalité, l'Ukraine s'était extrêmement

bien préparée et a extrêmement bien protégé ses infrastructures. Sans cette grosse préparation en amont, il est clair que les effets de ces attaques cyber auraient été bien plus visibles et importants.

Le deuxième milieu est le milieu maritime. S'il ne se passe pas grand-chose aujourd'hui dans la mer Noire, c'est parce que les deux belligérants se neutralisent parfaitement. La marine russe bénéficie d'une suprématie incontestée au large, mais la défense côtière ukrainienne, qui est très efficace, l'empêche d'approcher les côtes et l'empêche notamment de conduire des opérations amphibies. Si demain vous rompez cet équilibre, il est clair que la guerre prendra une tout autre tournure.

Le troisième milieu est le milieu aérien, pour lequel la situation est la même que celle du milieu maritime. J'ai tendance à dire que, si cette guerre s'enlise aujourd'hui, c'est notamment parce qu'aucun des deux belligérants ne parvient à obtenir la supériorité aérienne.

À mon sens, ce serait une très grave erreur de considérer que ces trois milieux de conflictualité seraient soudainement devenus obsolètes ou secondaires seulement parce qu'ils ne sont pas déterminants dans cette guerre. Selon moi, c'est au contraire parce que la liberté d'action des belligérants est empêchée dans ces milieux que cette guerre se prolonge.

Ensuite, certains domaines de conflictualité jouent un rôle central dans la guerre. Naturellement, il y a le milieu terrestre, mais je pense que Pierre-Joseph Givre en parlera davantage, donc j'insisterai plutôt sur le champ informationnel. La bataille de l'information est absolument décisive dans cette guerre, et l'Ukraine est très impressionnante sur ce point et nous donne une leçon.

La stratégie de communication ukrainienne est absolument remarquable et cible très concrètement trois publics, trois audiences. D'abord, elle cible le peuple ukrainien et ses soldats pour les galvaniser et renforcer ce que l'on appelle leurs forces morales. Ces dernières sont absolument essentielles, mais nous en reparlerons. Ensuite, elle cible l'opinion publique occidentale pour renforcer l'empathie envers l'Ukraine et s'assurer le soutien

massif de l'Occident qui est déterminant. Enfin, elle cible les Russes, notamment pour démobiliser les soldats. Les Ukrainiens sont très forts pour se moquer des soldats russes sur les réseaux sociaux, pour les faire passer pour de piètres soldats, et ainsi leur faire perdre confiance.

Pour ce qui est de la stratégie de communication russe, elle est un échec en Occident tellement elle est outrancière, mais ce n'est sans doute pas le but recherché. En revanche, la stratégie d'influence russe est très efficace vis-à-vis du reste du monde. Je rappelle que les dirigeants de plus de 50 % de l'humanité soutiennent ou refusent de condamner la Russie. Il est clair que le monde n'est pas aligné sur l'Occident et ne pense pas comme nous, et nous devons en avoir pleinement conscience.

Le troisième enseignement, c'est qu'il est difficile d'avoir une bonne compréhension des intentions de ses adversaires. Avant que cette guerre ne débute, elle paraissait très improbable pour beaucoup d'observateurs très avisés, qui considéraient qu'elle était ingagnable par la Russie. Ils savaient tout simplement que la Russie n'arriverait pas à contrôler l'Ukraine, et que cette guerre aurait un coût considérable pour la Russie, en termes humain, politique et économique. Pourtant, et malgré cette analyse très rationnelle, la Russie est passée à l'attaque. En réalité, la Russie aussi s'est trompée dans son analyse. Elle pensait que l'Ukraine tomberait comme un « fruit mûr ». Elle surestimait clairement les capacités des forces armées russes et, au contraire, sous-estimait la capacité de résistance ukrainienne, ainsi que les réactions occidentales.

Le quatrième enseignement est qu'il est de plus en plus difficile de se cacher sur le champ de bataille. Les satellites militaires et civils, les drones, le renseignement d'origine électromagnétique et tout ce que l'on appelle les sources ouvertes, c'est-à-dire les médias, les réseaux sociaux et l'information que la population peut remonter – notamment par le biais d'applications numériques diverses et variées – participent à dissiper une partie du brouillard de la guerre. Naturellement, cette plus grande transparence du champ de bataille engendre de nouveaux risques, mais aussi des opportunités, qu'il faut savoir saisir.

Le cinquième enseignement est que la guerre reste un affrontement des volontés et des forces morales. Là aussi, c'est un grand classique de la guerre, mais il faut avoir de sacrées forces morales des deux côtés pour tenir dans cette guerre, qui dure déjà depuis près d'un an. Je ne rentrerai pas dans le détail des forces morales ukrainiennes, la générale Andrée Évrard s'en chargera lors de la prochaine table ronde et en dressera un état des lieux très détaillé, et je parlerai donc davantage des forces morales russes.

Les forces morales russes sont présentes, portées par un nationalisme très fort, qui est entretenu par un régime qui nourrit un récit mémoriel fantasmé, comme l'a rappelé Céline Marangé. Nous notons tout de même des failles dans ces forces morales russes, qui expliquent, à mon sens, beaucoup de leurs problèmes au début de la guerre. Pour moi, elles apparaissent affaiblies par le mensonge systémique qui gangrène la Russie. Cela a des conséquences très concrètes sur le terrain, en commençant par le déclenchement de cette guerre, qui s'est fait à partir de renseignements biaisés, pour satisfaire des ambitions politiques et éviter de présenter des vérités qui dérangent les politiques.

Sur le terrain, le système russe ne favorise pas non plus ce que l'on appelle des comptes rendus honnêtes. De ce fait, les informations qui remontent vers les chefs militaires sont souvent partiellement erronées ou complètement fausses, surtout si les choses ne se déroulent pas comme prévu. Cela fait que personne n'a une vision claire de ce qu'il se passe sur le champ de bataille. Que dire également des forces morales de soldats qui n'ont pas été préparés psychologiquement à un conflit de haute intensité ? On leur a vendu une opération militaire spéciale, on leur a dit qu'ils seraient accueillis en libérateurs par un peuple opprimé par un régime nazi. Ce n'est pas tout à fait ce qu'il se passe, ils sont donc forcément un peu surpris quand ils arrivent. Que dire, enfin, des forces morales de soldats qui ont été recrutés dans les prisons ou qui ont été mobilisés de force ?

Le sixième enseignement est qu'il faut de la profondeur stratégique pour durer dans une telle guerre. L'Ukraine tire sa profondeur stratégique du soutien massif de l'Occident. La Russie,

elle, dispose d'une profondeur stratégique à l'échelle d'un continent très riche en matières premières. Là encore, Céline Marangé nous a rappelé à quel point la Russie était grande, en superficie et en richesses. La Russie a également basculé en économie de guerre, ce qui change beaucoup la donne, et elle a conservé des stocks considérables de munitions et d'équipements de la guerre froide. Cela joue un rôle majeur dans la masse que la Russie est capable de produire sur le champ de bataille. De plus, la Russie a réduit un certain nombre de ses dépendances avant la guerre, notamment dans le domaine alimentaire. J'étais impressionné de voir que, en quatre ou cinq ans, la Russie, qui était le premier importateur mondial de blé et de céréales, est devenue le premier exportateur mondial. C'était un acte délibéré, l'objectif étant de réduire ses dépendances.

Le septième enseignement est que, à mon sens, il y a des leçons à tirer de l'inventivité et de la faculté d'adaptation des deux belligérants. Chaque jour, ils inventent de nouvelles façons de faire la guerre par de nouvelles tactiques, en bricolant de nouveaux équipements ou en combinant ce qu'ils ont sous la main. Par exemple, je pense que nous avons des leçons à tirer de ce que font les Ukrainiens en mixant des capacités militaires et civiles, notamment de ce qu'ils font avec les outils numériques du quotidien, les téléphones portables, les applications numériques du commerce, etc., au profit de ce que l'on appelle leur chaîne C2, c'est-à-dire leur chaîne de commandement et de conduite des opérations.

Voilà les sept leçons que je voulais vous présenter, mais j'y ajouterai deux bémols. Tout d'abord, nous devons être humbles dans nos analyses. Nous ne savons pas tout, et nous pouvons surinterpréter certaines choses. Ensuite, les futurs engagements militaires de la France auront certes des similitudes avec ce qu'il se passe en Ukraine, mais le même scénario ne se reproduira jamais pour nous. Contrairement à l'Ukraine, nous sommes intégrés dans un système d'alliance très solide, avec l'Union européenne et l'OTAN, et nous disposons en dernier ressort de la dissuasion nucléaire, ce qui change beaucoup de choses.

LA BATAILLE : RUPTURES ET CONTINUITÉS

Général de division Pierre-Joseph Givre

Directeur du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC)

Mon propos s'inscrira dans le cadre que le général Breton vient de décrire, en partant plutôt de la focale du milieu terrestre, mais pas seulement. Je serai aussi très prudent, car les leçons d'une guerre en cours sont un apprentissage dynamique. Toutefois, je peux dire aujourd'hui que ce qu'il se passe en Ukraine nous semble dans la continuité de ce que nous avons observé depuis le début du XXI^e siècle, mais probablement avec une amplification et un phénomène de cumul, non pas de substitution, de nouvelles technologiques, de nouvelles capacités et de nouveaux modes d'action.

Qu'est-ce que la continuité ? Depuis le début du XXI^e siècle, plusieurs guerres se sont succédé avec de nombreuses caractéristiques communes : c'est la deuxième guerre de Tchétchénie, celle en Géorgie, dans le Donbass et en Crimée en 2014 et qui n'a pas cessé depuis, ce qu'il s'est passé en Syrie, où les Russes étaient présents, ce qu'il s'est passé en Irak, ou encore au Moyen-Orient, du côté du Liban et d'Israël, avec des phénomènes extrêmement intéressants sur le plan militaire, c'est ce qu'il s'est passé au Yémen, ce qu'il s'est passé encore récemment du côté de l'Éthiopie, et nous pourrions aller plus loin, c'est ce qu'il s'est passé en Libye et ce qu'il se passe en partie au Sahel et en Afrique.

Ce que nous observons en Ukraine, et le général Durieux a exprimé qu'il fallait faire attention à ne pas rêver la guerre, c'est-à-dire à l'imaginer comme nous voudrions qu'elle se passe, c'est l'importance de la bataille dans tous les domaines, et en l'occurrence de la bataille terrestre, qui a un impact stratégique. Elle ne se substitue pas à d'autres dimensions de la stratégie, notamment à la dissuasion, mais on voit bien qu'elle est malheureusement incontournable, en particulier une fois que l'affrontement est déclenché. Elle pourrait aussi survenir dans d'autres milieux.

C'est plus rare aujourd'hui, depuis le début du XXI^e siècle, mais cela peut aussi se produire.

Cette guerre, je voulais la caractériser comme une guerre des paradoxes, mais c'est notre biais occidental qui nous donne cette impression, parce que nous ne pensions pas qu'elle serait ainsi, nous ne la voulions pas sous cette forme. Je dirais donc plutôt que c'est une guerre des cohabitations : entre des modes d'action très classiques et très modernes, rudimentaires et technologiques, entre des combats dans les champs matériels et dans les champs immatériels, entre le cinétique et le non-cinétique, entre la *smart city* et la *old city*, donc entre la ville numérique et la ville non numérique. À Marioupol, il y a tout, c'est un mix. Quand vous vous battez dans l'usine Azovstal, vous êtes au cœur d'infrastructures industrielles en béton, de l'époque soviétique. On n'est pas dans le *soft* mais bien dans le *hard*.

Nous pouvons tirer huit enseignements de cette guerre.

Le premier, c'est que nous sommes dans la guerre intégrale, et non dans la guerre totale. Qu'est-ce que la guerre intégrale ? C'est la guerre du M2MC, multi-milieux et multi-champs, avant que la guerre ne se déclenche réellement, et quand elle se déclenche au sens de l'affrontement physique. La guerre en Ukraine a commencé en Afrique, avec Wagner, avec la désinformation, et la France était visée en particulier. Elle a commencé par les attaques cybernétiques au niveau stratégique contre les pays européens, contre la France, et par les campagnes de désinformation. Avant la guerre, 50 % de l'opinion française et une partie de la classe politique étaient manifestement pro-russes.

Cette guerre est en apparence en dessous du seuil nucléaire, mais elle s'inscrit dans le cadre de la dialectique nucléaire. Je ne veux pas ouvrir le débat sur ce sujet, mais cela pose une question fondamentale non seulement sur l'épaullement entre les forces conventionnelles de tous types, pas uniquement celles de la marine et de l'armée de l'air, mais également terrestres. Nous avons bien vu que les poussées d'adrénaline se cristallisent souvent quand il y a des déséquilibres sur le champ de bataille, en particulier au sens terrestre du terme, en l'occurrence chez les Russes. Heureusement qu'il y a un dialogue stratégique, une

dialectique stratégique nucléaire entre grandes puissances, dont la France fait partie.

Gagner la guerre avant la guerre, c'est évidemment être capable d'escalader horizontalement dans tous les domaines, qu'ils soient ceux de la guerre informationnelle ou cybernétique, mais également dans le déploiement de forces. C'est ce que nous avons fait avec les réassurances à l'Est, maritimes, aériennes, terrestres, mais aussi ce que nous devons pouvoir faire et que nous faisons dans le domaine cyber. Puis, une fois que la guerre se déclenche, vous voyez qu'il y a une inversion de logique, on est moins dans l'immatériel, même si cela reste important, et on revient clairement dans l'affrontement physique. J'y reviendrai.

Le deuxième enseignement majeur, c'est que nous sommes dans la guerre des feux. Nous l'avons un peu oublié parce que, dans les combats à dominante asymétrique, même si nous appliquons des feux pour détruire l'adversaire, nous étions plutôt dans une logique de chasse de l'adversaire et d'une utilisation parcimonieuse de nos capacités feux. En Ukraine, le préalable pour reprendre l'initiative sur le champ de bataille, et c'est vrai dans tous les milieux, mais surtout dans celui à dominante terrestre, c'est de gagner le duel des feux. Cela concerne en partie les feux directs, c'est-à-dire les feux appliqués par les chars, par les missiles. Il y a des missiles antichars partout, pas simplement en Ukraine. Surtout, on le voit dans les feux indirects, de l'artillerie jusqu'aux missiles balistiques conventionnels.

Il faut gagner ce duel au contact et dans la profondeur pour espérer ensuite une inversion du rapport de force, reprendre l'initiative, pour percer d'abord, puis exploiter, notamment avec des moyens blindés, d'où les demandes récurrentes de chars de la part des Ukrainiens. Néanmoins, si vous employez vos chars sans infanterie, sans appui aérien par les drones, vous vous retrouverez avec les mêmes difficultés que les Russes au début de la campagne. J'ai indiqué « guerre des feux et des drones », mais on pourrait distinguer. « Drone » n'est pas un *buzzword*, c'est une réalité. Les drones et les munitions rôdeuses sont omniprésents et omniscients, à but offensif, à but défensif, à but de renseignement et à but de frappe. En revanche, nous voyons assez peu

pour l'instant, voire pas du tout, de robotique terrestre. C'est un autre sujet, mais je pense que cela arrivera plus tard, et peut-être pas dans cette guerre.

Le troisième enseignement est que c'est une guerre par le milieu social, comme cela a été dit, une guerre de l'information. Quand nous parlons de M2MC, nous, l'armée de terre, avons fait ajouter le « H » de « humain ». La guerre n'a pas lieu seulement sur les écrans, par procuration, l'humain est au milieu, de notre côté avec nos soldats, notre opinion publique, nos familles, c'est un facteur clé. Et il y a la population : la bataille terrestre est indissociable de la population, c'est vrai aussi pour les autres composantes dans leur appui aux opérations à dominante terrestre, la population est au centre, elle est une cible de l'adversaire, mais aussi un acteur direct et évident dans la façon dont nous allons appréhender le combat avec elle.

Cette dimension humanitaire est exploitée contre nous ou en notre faveur, mais elle me paraît essentielle et nous oblige dans la façon dont nous conduisons les opérations. Pour être encore plus clair, le tapis de bombes ou le rouleau compresseur russes sont des modes d'action inimaginables pour nous. Même sur notre territoire national, cela poserait d'énormes difficultés. En tout cas, cela n'est pas imaginable, et il faut bien penser la guerre par rapport à cette question clé.

Quatrième enseignement, c'est une guerre cognitive, une guerre des idées. Cette dernière est cruciale, et le général Durieux en est parfaitement convaincu, tout commence par la guerre des idées. Cela a été évoqué dans le propos introductif, le discours de Vladimir Poutine, les attaques informationnelles, les Russes ont attaqué nos connectivités. Deux semaines avant le début des opérations, j'étais en Finlande, nous ne savions pas s'ils allaient attaquer, mais il y avait des bruits de bottes, et j'ai demandé : quelle est la stratégie des Russes ? Que cherchent-ils ? Qu'est-ce qu'ils visent ? Comment se sont-ils organisés ? Quels sont leurs points forts, leurs points faibles ? Ils ont compris que la force des armées occidentales, c'étaient les connectivités, et ils ont fait des efforts majeurs avant le déclenchement du conflit pour les viser.

D'abord, ils ont beaucoup investi dans les moyens de guerre électronique pour casser nos connectivités militaires. Ils avaient observé lors des deux guerres d'Irak que la force américaine était la boucle capteurs-effecteurs. J'y reviendrai. Ils avaient vu que la force de nos démocraties, contrairement à ce que l'on pense, c'est la cohésion, notamment au sein du corps des militaires et entre les forces armées et la société civile. Malheureusement, c'est aussi une vulnérabilité potentielle. Les Russes ont conduit des attaques incroyables en Finlande. L'armée finlandaise ayant annoncé qu'elle permettait à ses soldats d'avoir accès à des repas vegan, les Russes avaient immédiatement attaqué en disant qu'ils étaient « dégénérés », que les soldats finlandais n'étaient plus de « vrais hommes », etc. Ce niveau d'attaque est destiné à casser la cohésion, à créer la discorde au sein de l'armée – l'armée finlandaise en l'occurrence –, et à provoquer la discorde entre l'opinion, les dirigeants et l'armée.

La générale Évrard reviendra sur le mouvement de résistance nationale ukrainien et leur préparation morale qui est un vrai succès, je ne vais pas insister. L'endurance russe, aussi, est très importante. Nous pensions qu'elle était friable mais c'est tout l'inverse, donc il faut être très prudent sur notre évaluation des forces morales respectives des belligérants.

Cinquième enseignement, c'est une guerre numérique. J'espère que tout le monde a remarqué que le numérique est omniprésent et omniscient. Il y a des *off* ponctuels, il y a une guerre sur le segment électromagnétique, mais on ne fait plus la guerre sans le numérique. Cela a beaucoup d'implications, c'est-à-dire qu'il faut garantir la continuité des connectivités numériques. C'est un facteur clé de supériorité. Nous ne pourrions pas à l'avenir faire la guerre sans le numérique.

Ce qui est très intéressant côté ukrainien, c'est que nous ne sommes plus dans la notion de technologies duales, civiles et militaires, il y a une porosité intégrale. Les dirigeants ukrainiens, qui sont jeunes, qui sont « nativement » sensibles aux potentialités du numérique par leurs études, par leur culture, ont compris tout l'avantage de détourner à des fins militaires les technologies et les usages civils. C'est extrêmement fort.

Cela englobe toutes les applications et peut aller très loin, dans le but de ciblage.

Leur IT Army est un exemple absolument remarquable de cette porosité native. Ils ne s'intéressent pas au fait que les soldats ont des cheveux longs ou des dreadlocks, tant qu'ils peuvent développer une application en quelques jours, par exemple le Shazam du drone. Je ne sais pas si vous connaissez Shazam, pour écouter de la musique, vos enfants l'ont certainement. Eux, ils mettent l'application en face du drone parce que les drones Shahed font beaucoup de bruit, cela leur donne l'altitude, la vitesse et la distance, l'information passe immédiatement aux effecteurs qui sont dans le secteur, et il y en a un qui va le frapper. C'est extrêmement intelligent. Les Israéliens sont à peu près dans le même esprit, mais les Ukrainiens l'ont fait de manière extrêmement dynamique, et continuent de le faire.

Sixième enseignement, c'est une guerre multidimensionnelle et une guerre de composante. Qu'est-ce qu'une guerre multidimensionnelle ? Pour moi, c'est la transposition du modèle des capacités de guerre navale au niveau terrestre. Le naval est totalement autonome du fait du milieu, il a son aéronaval, il a ses capacités de lutte surface/surface, de lutte antiaérienne, ses propres connectivités, et il est capable de conduire sa propre guerre informationnelle. Ce n'est pas le cas pour l'armée de terre, qui est dépendante des autres composantes.

Or, dans ce type de guerre, celui qui doit contractualiser des moyens a des chances d'être frappé par l'adversaire avant qu'il ne le frappe, à cause de délais ou parce que ses moyens ne seraient pas disponibles. À la lumière de la guerre d'Ukraine qui est une guerre de composante à grande échelle, l'armée de terre doit réinternaliser des capacités. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'interopérabilité interarmées, je dis simplement que, aujourd'hui, nous avons des déficits majeurs dans cette lutte multidimensionnelle.

Septième enseignement, c'est une guerre de vitesse. Qu'est-ce qu'une guerre de vitesse ? C'est cibler l'adversaire plus rapidement et dans tous les domaines, cinétiques et non cinétiques, et ce, au niveau tactique. C'est la boucle OODA (observation,

orientation, décision, action), à laquelle on ajoute le « E » pour « explication », c'est-à-dire que vous avez de l'image automatiquement et immédiatement quand vous combattez, et que vous exploitez cette image au niveau tactique, ce qui aura des répercussions stratégiques, pour montrer que vous êtes plus fort que l'adversaire ou que l'adversaire est plus faible que vous. Si vous ne le faites pas, vous perdez l'avantage psychologique immédiatement, et cela pourrait être extrêmement dommageable.

Il s'agit aussi d'une guerre de furtivité. Nous avons l'habitude de penser que la furtivité n'était qu'un problème maritime et surtout aérien, cependant, pour l'armée de terre, il pourrait y avoir des « Moskva terrestres », il faudrait donc qu'on soit mieux dissimulé, camouflé. D'ailleurs, on observe une diminution de la taille de l'empreinte de toutes les forces, que ce soit chez les Russes ou chez les Ukrainiens. La conséquence de cela, c'est qu'ils suréquipent les petits détachements en systèmes de défense sol-air et en drones. Les petits détachements sont en dessous de la compagnie, donc en dessous de 150 hommes, et peuvent descendre à 30 hommes aujourd'hui. Pour illustrer la problématique de l'empreinte au sol et de la vulnérabilité des concentrations d'unités, les Russes qui ont subi des pertes importantes au début de la guerre de ce fait, résument la problématique ainsi : « Les grosses vaches ne peuvent rien contre la meute de loups. »

Enfin, huitième enseignement, c'est une guerre du rapport de force physique. L'immatériel, le *soft* est très important, mais il devient simplement concourant, et pas menant. *In fine*, c'est une question de muscle et de qualité. J'appelle cela de la « high-tech de masse », combinée avec du volume et des ressources pour durer. Quand vous attaquez une ville, il vaut mieux être huit contre un, et même si vous avez de la précision, cela ne marchera pas, c'est une capacité additionnelle, une plus-value. Vous devez aussi être capables d'avoir de la profondeur et des capacités de régénération, notamment pour les munitions.

DE L'OCCUPATION TERRITORIALE À L'OCCUPATION CYBERNÉTIQUE : COMMENT LA RUSSIE MANIPULE LES ROUTES DE L'INTERNET

Dr Kevin Limonier

Directeur adjoint de GEODE

La transition est toute trouvée : l'intervenant précédent nous a parlé de connectivité, et c'est précisément ce dont je vais vous parler aujourd'hui.

Quand on m'a proposé d'intervenir à cette conférence, on m'a demandé de parler de cyber et de la dimension cybernétique du conflit ukrainien, et j'étais bien embêté. Le conflit est encore en cours, et j'ai beaucoup de questions de journalistes ces derniers temps me demandant par exemple pourquoi le « cyber armageddon » n'a pas eu lieu en Ukraine, ce genre de choses. Je ne voulais pas entrer dans ces considérations, parce que nous ne savons pas tout ce qui est en train de se passer. En revanche, ce qui est sûr, comme cela a été dit, c'est que l'effet des cyberattaques n'a pas été celui qu'une partie de l'opinion publique escomptait, et ce, pour de nombreuses raisons. C'est extrêmement intéressant.

Les cyberattaques classiques auxquelles nous aurions pu nous attendre, par exemple des sabotages d'infrastructures ou des attaques par déni de service de grande ampleur, masquent d'autres formes de manœuvres cybernétiques qui sont extrêmement importantes. Je pense notamment à celles qui consistent à manipuler les routes de l'internet, ce qui constitue pour la Russie aujourd'hui un moyen de contrôler la manière dont les flux de données évoluent sur le réseau, ce qui est un moyen de prolonger le contrôle territorial. C'est extrêmement important, et cela revient à la question de la continuité entre le cyberspace et l'espace physique, parce que ce que je vais vous expliquer maintenant relève d'abord du contrôle territorial et du contrôle de l'espace physique. C'est bien l'effet final recherché de ces stratégies de

manipulation des routes de l'internet, qui sont aujourd'hui pratiquées de manière massive par la Russie sur les territoires qu'elle occupe en Ukraine.

Je vais commencer par quelques explications techniques. Je m'excuse auparavant auprès des ingénieurs réseau dans la salle, j'espère qu'ils ne me tiendront pas rigueur des gros raccourcis que je vais faire. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'internet tel que nous le connaissons aujourd'hui est un réseau de réseaux. C'est d'ailleurs son nom : *internetwork*. Ce grand réseau de réseaux est composé de milliers de sous-réseaux que l'on appelle des systèmes autonomes. L'ensemble de l'internet est composé de systèmes autonomes, ou AS, *autonomous systems*.

Ces AS sont typiquement votre fournisseur d'accès internet, un ministère, une grande banque, etc., toute structure qui a un parc informatique de taille suffisamment importante en théorie pour avoir ses propres systèmes de routage et de gestion interne du réseau. Or ces systèmes autonomes ne sont pas tous connectés entre eux. Il n'y a pas d'interconnexion universelle entre tous les systèmes autonomes du monde. Les interconnexions se font sur la base de trois types de contingences : des contingences économiques, s'interconnecter peut coûter cher, des contingences politiques et des contingences géographiques.

Par exemple, un système autonome français n'a absolument aucun intérêt à se connecter directement à un système autonome situé en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Pourquoi ? Cela coûterait cher, il faudrait tirer un câble, des investissements énormes. À la place, nous passons par des intermédiaires. Typiquement, si j'envoie un paquet de données depuis cette salle jusque dans l'océan Pacifique, prenons encore l'exemple de la Papouasie, très loin de l'Ukraine, mon signal passera par plusieurs systèmes autonomes intermédiaires. Si je suis sur AS1 et que mon correspondant est sur AS5, je passerai soit par le chemin le plus court, ce qui est le plus logique, par exemple avec un système autonome intermédiaire qui sera un opérateur de câbles sous-marins ou un opérateur de transit, généralement situé sur cette route du côté de Singapour, soit par plus d'intermédiaires.

Ce que je veux dire par là, c'est que l'ensemble des données que nous échangeons quotidiennement, nos messages, nos photos, nos mails, passent par cette architecture. Cette architecture est ancienne, elle date des années 1980, et elle a été pensée à une époque où la question de la gestion du réseau était fondée sur la confiance. Le réseau était encore petit, il était géré par une petite communauté d'ingénieurs, de scientifiques, de passionnés.

À l'époque, personne ne se demandait vraiment ce qu'il se passerait par exemple si je me faisais passer pour AS4 et que je détournais vos données, que j'injectais des choses dans ces données, ou tout simplement que je faisais ce que l'on appelle du « *black hole* », c'est-à-dire que je mettais vos données dans un trou noir pour qu'AS5, et votre correspondant, ne les reçoivent jamais. C'est exactement ce que les Russes sont aujourd'hui en train de faire en Ukraine et qu'ils font depuis un moment.

La manipulation des routes logiques de l'internet, c'est-à-dire des interconnexions entre les systèmes autonomes, que l'on appelle des interconnexions BGP, pour *border gateway protocol*, est maîtrisée par un ensemble de pays aujourd'hui. Ce sont les routes fondamentales de l'internet, les routes logiques, donc si vous les coupez, plus rien ne fonctionne, même votre VPN. La seule chose que vous pourrez faire, c'est vous connecter éventuellement à un système satellitaire, si vous en avez les moyens, mais vous retomberiez ensuite sur un système autonome, par exemple celui du satellite.

L'ensemble de l'internet aujourd'hui est régi par ce système. Certains pays ont développé un contrôle des systèmes autonomes *by design*, si j'ose dire, comme la Chine, par exemple. Dès les premières connexions en 1994, elle a décidé qu'il y aurait quelques énormes systèmes autonomes dans le pays avec quelques points d'entrée et de sortie, et que ces derniers seraient extrêmement contrôlés pour filtrer ce qui entre et ce qui sort. D'autres pays ont réussi à réduire le nombre de portes d'entrée et de sortie qui leur permettent de se connecter au reste du monde, c'est le cas de l'Iran, par exemple. Ces derniers temps, il pratique assez régulièrement des déconnexions dans le cadre des manifestations et de

la contestation de la société civile actuelles, et ces déconnexions sont très difficiles à contourner.

La Russie est le premier pays du monde à penser la manipulation de l'architecture de l'internet à des fins stratégiques et géopolitiques dans un contexte de contrôle et d'occupation territoriale à l'extérieur de ses frontières. Cela a commencé en 2014, avec l'annexion de la Crimée. Quand les Russes sont entrés en Crimée, une des premières choses qu'ils ont faites a été de déconnecter un certain nombre de systèmes autonomes ukrainiens qui connectaient la péninsule criméenne au reste de l'Ukraine continentale. Ces réseaux ont été reroutés ensuite *via* le fameux pont une fois qu'il a été construit et, depuis, la quasi-totalité de la connectivité entre la Crimée et le reste du monde passe par un opérateur, un système autonome, Miranda, dont nous savons aujourd'hui qu'il est étroitement lié au FSB.

L'ensemble des interconnectivités de tous les systèmes autonomes ukrainiens et russes est très important. Il y en a beaucoup et ils sont très proches. Ce sont des pays géographiquement proches, ils partagent donc naturellement un certain nombre d'interconnexions. Sur quatre photos – mai 2014, novembre 2014, mai 2017 et novembre 2018 – on voit, au fur et à mesure que le temps passe, les systèmes autonomes criméens, encore sous pavillon ukrainien officiellement, se détacher progressivement du réseau ukrainien pour rejoindre le réseau russe. Depuis, cette logique se multiplie. On voit sur la dernière photo que, non seulement le réseau criméen est en train de se faire avaler par le réseau russe, ou en tout cas de se détacher du réseau ukrainien, mais qu'il en est de même pour le Donbass. Des grappes d'internet sont progressivement détachées du réseau ukrainien et sont placées sous le contrôle du réseau russe.

Des recherches que nous avons menées en 2020 ont montré les effets concrets de cette stratégie. Lorsque vous envoyez un signal en 2020 de Dnipro à Moscou, par exemple, votre paquet de données, donc votre signal, passe le plus souvent par l'Europe occidentale, puisque l'Ukraine est connectée *via* l'Europe occidentale. Si vous envoyez le même paquet de données au même serveur mais de l'autre côté de la ligne de front du Donbass en 2020, vos

données passent au contraire directement par la Russie. Une des manifestations de ces manipulations des routes de l'internet est donc une sorte de prolongement de la ligne de front sur les couches logiques du cyberspace.

Vous pensez certainement « c'est bien beau, ce sont des problèmes passionnants pour des chercheurs, mais *quid* de l'effet de ces manipulations et à quoi bon faire tout cela ? ». C'est une question que l'on nous a souvent posée. Pendant longtemps, faire cela permettait notamment de construire des systèmes d'écoute et beaucoup d'autres choses. Or je rappelle que, en février 2022, la Russie a censuré massivement à peu près tous les médias qui ne suivent pas la ligne officielle et qui contestent d'une manière ou d'une autre la vérité telle que le Kremlin voudrait qu'elle soit établie. Depuis que tous ces médias sont bloqués, que les réseaux sociaux occidentaux sont bloqués ou ralentis, donc que la plupart des sources d'information qui peuvent porter une autre vision que celle voulue par le Kremlin sont bloquées, ces appropriations cybernétiques du territoire commencent à avoir un effet extrêmement concret sur les populations.

Aujourd'hui, si vous êtes positionnés dans un territoire occupé par l'armée russe, vous êtes de fait placés de l'autre côté des grands pare-feu, des grands postes-frontières numériques que les Russes sont en train de construire pour filtrer absolument tout ce qui entre et tout ce qui sort de leur réseau. Leur grand rêve est ensuite de pouvoir se déconnecter du reste de l'internet en cas de menace extérieure avérée, mais ils n'ont toujours pas réussi à le faire aujourd'hui. Nous avons ainsi pu assister à des déconnexions/reconnexions massives, notamment dans les territoires qui ont été occupés.

Kherson est un cas extrêmement intéressant, puisqu'il a été occupé, puis libéré. Je discutais, il y a peu, avec des collègues ukrainiens et ils m'ont expliqué que, quand la ville a été libérée, une des premières choses à arriver dans la ville était les trains, puis les camionnettes de UkrTelecom. Ces dernières sont venues réparer les antennes, et des ingénieurs sont venus rerouter le réseau à l'*internet exchange point* local pour retourner les connectivités vers l'Ukraine. Cela montre bien toute l'importance

stratégique de ces manipulations des routes de l'internet, qui concernent absolument tous les citoyens.

Ensuite, je vais vous présenter quelques « scoops », puisque ce sont des mesures que nous avons faites en début de semaine. Vous voyez ici une comparaison de ce que l'on appelle les *geopaths* entre l'Ukraine et la France. Il s'agit des chemins géographiques qui sont utilisés pour relier des serveurs à l'intérieur de l'Ukraine. Vous avez donc tous les chemins qui sont empruntés par les données quand elles partent d'Ukraine et qu'elles se connectent à un serveur ukrainien. Normalement, si le concept de souveraineté numérique était une valeur cardinale, en France comme en Ukraine, les données devraient rester dans le pays, ou *a minima* dans des systèmes autonomes français ou ukrainiens. Or nous voyons que ce n'est pas le cas, et cela s'explique par de nombreuses raisons.

En début de semaine, l'Ukraine a d'importantes connexions vers l'Europe occidentale, mais il y a également d'importantes connexions vers la Russie. Cela montre que, dans les territoires occupés, il y a un reroutage massif vers la Russie, mais c'est vrai aussi pour d'autres territoires. Aujourd'hui, la crainte est qu'une partie des données qui circulent sur le réseau ukrainien « fuite » vers le réseau russe par mégarde. Ce sont deux pays qui partagent énormément d'infrastructures, qui partagent une histoire, avec des flux de données extrêmement difficiles à contrôler.

Une partie de ces flux pourrait donc potentiellement être captée, écoutée, détournée, manipulée, et cela explique pourquoi les Ukrainiens sont aussi intéressés par des systèmes comme Starlink, par exemple. Avec un système comme Starlink, vous évitez ce genre de problématiques parce que vous vous connectez directement à Starlink, qui est un système autonome américain, lui-même connecté à d'autres systèmes autonomes américains. Votre connectivité réapparaît directement quelque part aux États-Unis, donc vous évitez toute cette question de fuite des données.

FORCES MORALES UKRAINIENNES : LA RÉSISTANCE D'UNE NATION

Générale de brigade Andrée Évrard

Cheffe de bureau à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS)

Le général Breton en a parlé tout à l'heure, l'un des facteurs clés de succès dans la guerre, c'est la volonté de se battre. De ce point de vue, l'Ukraine présente un très haut niveau de forces morales dans la résistance à l'agression russe.

Pendant quelques minutes, je vais passer en revue les acteurs de cette résistance et leurs interactions. Pour moi, leurs interactions constituent une alchimie, qui a presque fonctionné d'emblée, dès le début de la guerre, qui est un peu extraordinaire, un peu magique. Elle unit les différentes strates de la nation, le politique, la population et la communauté de défense, autour du refus de céder de sa souveraineté. C'est un peu cela, le moteur. Cette alchimie produit une dynamique extrêmement vertueuse où chacun des acteurs est entraîné par les autres.

Je commencerai par le pouvoir politique. Le pouvoir politique conduit la résistance, mais c'est un pouvoir politique qui rassure. Je pense que vous avez tous en tête la première vidéo du président Zelensky dans la nuit du 23 au 24 février. Il faisait nuit, il avait autour de lui son équipe rapprochée, et il a dit « je suis là, le Premier ministre est là, le ministre de la Défense est là, nous sommes tous là et nous n'allons pas céder, nous allons défendre l'Ukraine ». C'est la première déclaration du président et c'est son entrée en résistance, qui rassure sa population. Il y avait des rumeurs selon lesquelles il aurait pu partir, il voulait donc se montrer et montrer sa détermination à conduire le pays dans cette résistance.

C'est un pouvoir qui rassure, mais aussi qui communique. Au cours de la journée du 24 février, il y aura deux adresses du président Zelensky. La première est destinée au peuple ukrainien et à la communauté internationale, dans laquelle il dit qu'il ne

cédera pas et demande à tous ceux qui peuvent combattre de rejoindre leurs unités. La seconde est pour la population russe, pour lui demander de tout faire pour arrêter cette folie. Le président Zelensky, depuis 358 jours, a un lien direct avec sa population. Tous les soirs, il s'adresse à la population pendant quelques minutes, au cours desquelles il fait le point de la journée et des perspectives.

Ce pouvoir qui rassure garantit aussi la continuité de l'État, et c'est très important dans la résistance. L'État ukrainien fonctionne normalement, sa police fonctionne normalement, ses électriciens fonctionnent normalement, la voirie fonctionne normalement. En conséquence, dès qu'un centre énergétique est touché, il y a une intervention des techniciens, et dès qu'une route est bombardée, elle est réparée le lendemain. Cette continuité prouve à la population que le pouvoir est là, qu'il est bien en place, qu'il maîtrise ses différents services et ministères, et qu'il est là pour continuer autant que possible à lui garantir une vie aussi normale que possible.

Il y a un souci du pouvoir pour sa population. Par exemple, des centres d'invincibilité ont été mis en place. Dans les zones qui sont frappées par des black-out énergétiques ou d'eau, ce sont des centres chauffés, où les habitants peuvent venir manger, recharger leur portable, passer un appel à leurs proches. Tout est fait pour mettre en place des cellules visibles pour la population, toujours pour qu'ils mènent une vie normale.

C'est également un pouvoir qui fédère sur la scène intérieure. Je parlerais d'une union sacrée entre la présidence, le Parlement, les lieux d'affaires et les oligarques. Pour l'instant, tous les acteurs de la vie politique suivent la direction politique. Peu importe ce qu'avaient donné les deux premières années de la présidence de Zelensky, tout le monde est derrière lui. Ce dernier fédère aussi à l'international par un gros travail de conviction pour rechercher des soutiens. Cela se fait auprès des États, de nos dirigeants, des dirigeants occidentaux, mais aussi auprès des milieux culturels. Nous avons vu apparaître sur les réseaux sociaux des communautés de soutien, comme les NAFO,

North Atlantic Fellas Organization, des soutiens anonymes de l'Ukraine sur les réseaux sociaux.

Nous avons parlé de guerre dans la population, au milieu de la population, mais la population joue, elle aussi, un grand rôle dans la résistance et dans les forces morales. En préambule, je rappellerais que l'Ukraine était déjà en guerre de 2014 à 2022, et que cette phase a très certainement contribué à faire évoluer le sentiment national. Personnellement, je suis convaincue que le sentiment national ukrainien est différent en 2022 de celui de 2014, et nous l'avons vu dans certaines villes qui ont été très fortement bombardées.

La population s'engage de deux façons, de façon combattante, j'en reparlerai dans la communauté de défense, et de façon non combattante. Chacun s'engage à la hauteur de ses capacités. Je vais parler ici de résilience. Chacun contribue, par ce qu'il sait faire, à la force morale du pays. Cette population, qui soutient son pouvoir politique et ses forces armées, agit, mais chaque individu le fait différemment. Je vais citer quelques exemples. Dès le début du conflit, nous avons vu se former une communauté de hackers pro-ukrainiens. On l'a appelée la « cyber armée », mais elle n'avait aucun statut officiel. En réalité, ce sont des volontaires sur le Net qui se sont mis au service du ministère de la Transformation numérique, qui a fédéré cette communauté. Ces volontaires agissent dans le champ cyber pour aider à combattre l'adversaire, mais aussi à soutenir la population et le pays.

Un deuxième exemple de cette résilience, ce sont les habitants qui travaillent, les caissiers dans les supermarchés, les pompistes dans les stations-service. Dès le début du mois de mars, le président Zelensky demande à chacun de retourner au travail et de faire tourner l'économie. C'est ce qu'ils vont faire. Un troisième exemple, c'est l'organisation de concerts *underground* dans le métro de Kiev. Vous avez dû voir ces images de la Philharmonie de Kiev qui joue dans le noir. Pour cette partie de la population, la résilience devient la résistance, c'est-à-dire que faire ce qu'ils peuvent tous les jours est résister. Bien sûr, je n'oublie pas la communauté des réfugiés, la diaspora qui était hors des

frontières avant et dont une partie est revenue, et les réfugiés qui agissent aussi à partir d'autres pays.

La troisième communauté, c'est la communauté de défense. Dans cette communauté de défense, on soulignera la personnalité du commandant en chef des forces armées, le général Zaloujny, l'équivalent de notre chef d'État-major des armées. Il est le premier à incarner un commandant en chef de nouvelle génération, un homme jeune, qui n'a pas été formé en Union soviétique, qui avait 18 ans en 1991 et qui s'est développé comme chef militaire dans son pays et non dans un autre pays.

Au cours de cette guerre, il a développé une philosophie qui, à mon avis, fait que les forces ukrainiennes ont un avantage de force morale sur les forces russes. C'est une philosophie qui arme beaucoup mieux ses soldats, en commençant par son humanité. Je pense que les soldats ukrainiens sont tout à fait conscients de la boucherie qui est en cours à Bakhmout, par exemple, et, s'ils ne disent pas que ce n'est pas dur, en tout cas ils sont bien contents de ne pas être employés de la même façon, de façon indiscriminée et aveugle, en étant lancés par vagues d'assaut successives. Je pense que cette humanité est très prégnante dans les forces armées.

C'est également un commandement par l'intention, qui génère de l'autonomie, de l'initiative, de la réactivité, le général Givre en a parlé, avec une boucle décisionnelle plus courte. C'est un commandant en chef qui réussit à entretenir ce haut niveau de force morale dans les forces militaires, mais aussi dans la police, les gardes-frontières, la garde nationale, toutes les forces de sécurité placées sous son contrôle, car il ne faut pas oublier qu'il est le commandant de tous.

Il existe aussi un mouvement de résistance nationale. Contrairement à 2014 où des volontaires se sont formés en bataillons après que le conflit a commencé, l'Ukraine a anticipé. En juillet 2021, une loi érige ce mouvement de résistance nationale. Entrée en vigueur en janvier 2022, elle est l'agrégateur de deux capacités, d'abord celle de s'occuper des volontaires, de recueillir les volontaires, de les former, sous la houlette des commandements territoriaux, ainsi que celle du mouvement de résistance

nationale. Ce dernier est chargé de sabotages, d'opérations spéciales, notamment dans les territoires occupés par la Russie, avec un centre dédié sur internet, le Centre de la résistance nationale, et un guide pratique qui offre des clés pour la survie et pour la désobéissance civile, mais aussi pour commettre un attentat si on se sent entrer dans une résistance plus dure.

Enfin, il existe deux autres acteurs, la Légion internationale de la défense territoriale de l'Ukraine, formée dès le début du conflit et qui fait partie de cette communauté de défense, et une industrie de défense souveraine, qui continue à produire et à réparer.

Ces acteurs produisent donc ce haut niveau de forces morales, qui permet au niveau de résistance ukrainienne d'être très élevé aujourd'hui.

L'UKRAINE : PREMIER THÉÂTRE SPATIAL ?

Colonel Guillaume Bourdeloux

Commandant de la brigade aérienne des opérations spatiales du Commandement de l'espace (CDE)

Je vous propose d'aborder cette petite intervention sous l'angle spatial. C'est ce qu'évoquent un certain nombre de think tanks, en particulier américains, dans ce conflit qui oppose l'Ukraine à la Russie, et plus généralement, d'un point de vue spatial, une coalition occidentale face à la Russie.

On pourrait objecter que l'emploi du spatial n'a rien de vraiment nouveau dans les conflits. Il est inhérent à la conquête spatiale et à la compétition à laquelle se livrent les grandes puissances spatiales, au premier rang desquelles les États-Unis, la Russie et la Chine, depuis le début de la conquête spatiale post-Seconde Guerre mondiale. L'espace a notamment été utilisé dans la première guerre du Golfe – on se souvient de l'effet discriminant du GPS en 1991 –, mais aussi à des fins d'observation et de renseignement au Kosovo et en ex-Yougoslavie.

Toutefois, je vais essayer de vous montrer ce qui change fondamentalement d'un point de vue spatial dans ce conflit. Ce n'est pas fait exprès, et je ne sais pas si c'est bien de converger ou non, mais mes propos feront largement écho à ce qui a été dit par le premier panel, en particulier par les généraux Breton et Givre, et par M. Limonier.

Le premier point, c'est que ce conflit met en avant notre dépendance à l'espace dans tous les secteurs, civils et militaires. Quand je mentionne le civil, cela paraît évident mais je préfère le rappeler, il est important de garder en tête qu'il ne s'agit pas que d'un affrontement militaire, mais aussi un affrontement des volontés, des forces morales, des forces politiques. Notre dépendance au spatial civil compte donc également. Nous en dépendons dorénavant pour notre économie, pour la santé, le tourisme, l'agriculture, la finance, le transport... Je vous passe les chiffres en dollars

en rapport avec le spatial dans le monde occidental, et j'y inclus l'Ukraine, mais ils sont absolument famélieux.

Nous sommes dorénavant dépendants du spatial, et cette dépendance continuera de s'accroître. Nous l'étions déjà un peu avant, mais nous le sommes également à des fins militaires, et nous le serons de plus en plus aussi. Nous sommes dépendants pour des raisons de mobilité, par rapport aux GPS par exemple, de précision, de synchronisation des effets et de coordination, car il faut pouvoir communiquer – et beaucoup de nos communications passent par le spatial – ainsi qu'à des fins d'anticipation et de renseignement, car il faut pouvoir observer et comprendre ce qu'il se passe sur un théâtre, quel qu'il soit. Cela renvoie aux fameuses boucles OODA (observation, orientation, décision, action), qui sont les fondements des opérations. Comme cela a été dit par le général Givre, cela s'accompagne de la numérisation des systèmes d'arme et de l'accentuation de la connectivité tous azimuts, et s'appuie largement sur le spatial, en particulier sous l'angle Satcom.

J'aime paraphraser Montgomery, qui disait, en bon terrien, « si nous perdons la guerre dans les airs, nous la perdrons rapidement ». Je le dis un peu brutalement, mais je pense que, demain, si nous perdons la guerre dans l'espace, nous la perdrons, et nous la perdrons rapidement.

J'ajouterai que l'Ukraine a pleinement embrassé la connectivité. Initialement, elle reposait, de près ou de loin, sur des infrastructures de communication au sol qui ont été ciblées dès le début de la guerre, mais nous allons voir qu'elle repose maintenant sur des infrastructures spatiales de communication à des fins de connectivité, de C2 tactique, pour l'artillerie, pour l'emploi des drones et pour la conduite des opérations de manière générale.

Le premier point porte sur la dépendance à l'espace d'un point de vue civil et militaire, le deuxième point sur le rôle primordial des acteurs du New Space. On parle beaucoup de Starlink, qui fait de la communication, mais j'insiste sur le fait que c'est le cas dans le domaine de l'observation. Nous en avons un peu parlé au début du conflit, moins maintenant, mais un

certain nombre d'entreprises civiles du New Space ont fourni de près ou de loin de la donnée, du service, du renseignement aux Ukrainiens. Nous allons les citer : Planet et Maxar, qui font de l'électro-optique, ICEYE et Capella Space, qui font de l'observation radar, donc des satellites qui font de l'observation SAR du sol, ou encore HawkEye 360, qui fait de l'observation RF, donc qui écoute les radiofréquences. Davantage médiatisée, la constellation Starlink a fourni dès le début du conflit près de 5 000 terminaux aux Ukrainiens, aujourd'hui de l'ordre de la trentaine de milliers. Vous le verrez, j'évoquerai un certain nombre de points également autour de ce sujet.

Ces constellations sont une différence fondamentale avec les conflits précédents. Dans les conflits précédents, l'accès à l'espace était difficile, il y avait quelques objets stratégiques, des gros objets, qui tournaient autour de la Terre, mais ils fournissaient essentiellement du renseignement, et plutôt à des fins stratégiques. Nous entrons maintenant dans une nouvelle ère. Ces constellations, peu chères, sont plus facilement mises en orbite et fournissent de la donnée dont nous nous servons à des fins militaires, et pas seulement à des fins de renseignement. Ces constellations du New Space deviennent de vraies architectures de données et de connectivité, et cela renvoie à ce que disait M. Limonier. Nous avons parlé de l'infrastructure sol par l'internet, mais nous assistons maintenant à la création d'architectures par l'espace.

La conséquence de cette affaire, c'est que les Russes ont été observés. Bien sûr, cette nouvelle ère pose également la question du traitement de la donnée. Ce n'est pas parce qu'il y a un satellite de manière quasi permanente au-dessus de vous que les données sont exploitées ou correctement exploitées. Néanmoins, et en tout état de cause, les Russes ont été observés de jour, de nuit et par tous les temps. D'ailleurs, certains acteurs de ce New Space, je pense à Planet en particulier, ont pour objectif de fournir de la donnée de manière permanente au-dessus d'un point. C'est semblable à ce que pourrait faire un ballon d'observation, mais tout passe par des satellites dans l'espace qui sont tellement nombreux qu'ils rendent cela possible, puisqu'ils communiquent

entre eux. C'est un effet discriminant dans ce conflit en particulier, que nous n'avions pas vu auparavant.

Des questions se posent toutefois autour de ces pratiques sur les aspects de cobelligérance des entreprises, qui sont considérées comme des cibles légitimes par les Russes, avec les derniers développements que vous avez sans doute suivis concernant Starlink. Je suis très prudent sur ce point, entre les aspects de communication, de sources ouvertes et de ce qui se pratique. Malheureusement, je n'ai pas les éléments qui me permettraient d'évoquer ce point aujourd'hui, mais M. Musk ferait marche arrière vis-à-vis des Ukrainiens en expliquant qu'il n'a pas fourni sa constellation Starlink à des fins cinétiques, en particulier pour l'utilisation des drones ou de l'artillerie. Entre ce qui se dit et ce qui se pratique, je ne saurais dire ce qu'il en est, mais le fait est qu'il craint objectivement pour sa constellation en raison des menaces russes.

Pour terminer sur ce petit paragraphe New Space, je dirais que ce dernier n'est pas le fruit du hasard, il est le fruit d'une stratégie, en particulier américaine, qui a été élaborée il y a maintenant plus de 15 ans, dont on voit la déclinaison à des fins militaires en Ukraine, mais aussi, car il faut regarder partout, de manière plus anecdotique sur des théâtres comme l'Iran. Quand les populations ont commencé à se soulever et qu'internet a été contrôlé, il ne vous a pas échappé que Starlink a mis en service sa constellation en Iran presque dans la foulée. Cela pourrait préfigurer les conflits futurs dans les guerres informationnelles.

En troisième point, je dirais qu'il y a dans cette guerre deux coalitions spatiales complètes, en opposition quasi frontale. D'une certaine manière, elles se neutralisent. Compte tenu du fait que l'ensemble des belligérants sont des nations modernes, et de la dépendance à l'espace dont j'ai parlé en première partie, je pense que personne n'a intérêt à un conflit majeur qui aurait des conséquences catastrophiques dans l'espace. Lorsqu'il s'agit de menaces cinétiques, il est plutôt question de « gesticulation stratégique ». Par exemple, l'analyse du tir antisatellite russe de novembre 2021, était-ce un signalement ou n'était-ce pas un signalement ? On profère des menaces par de la Stratcom.

En revanche, on ne voit pas encore d'attaques cinétiques, qui auraient finalement des conséquences sur les deux camps.

Tout cela favorise des actions dans la zone grise, sous le seuil de conflictualité, auxquelles l'espace se prête particulièrement. C'est un milieu qui reste peu ou pas réglementé, difficile d'accès, difficile à surveiller pour suivre des actions sur le long terme. Nous arrivons à détecter certaines actions, mais il faut pouvoir les poursuivre lorsqu'elles ont lieu, lorsqu'elles circulent autour de la Terre. J'avais noté que c'est un milieu éminemment dual mais, cela a été dit et vous avez raison, plus que de la dualité, cela devient de la porosité. J'espère vous l'avoir démontré en vous parlant de ces constellations du New Space qui fournissent des services directement aux belligérants. C'est un milieu également éminemment numérisé et qui n'a pas de territorialité. Tout cela favorise des actions dans la « zone grise ».

Qu'est-ce que nous voyons ? Des modes d'action anti-spatiaux, pour certains nouveaux, qui ont été employés dès le début de la guerre et qui se généralisent. Nous avons parlé de cyber : le 24 février a eu lieu une attaque sur les terminaux Satcom de Viasat dont dépend le gouvernement ukrainien. Ce n'est évidemment pas la seule action, mais c'est une attaque cyber qui a fonctionné. Au-delà de l'attaque physique sur les infrastructures de communication ukrainiennes, il y a donc aussi l'attaque cyber. Cette constellation du New Space, qui est une constellation commerciale, offre une surface d'attaque au cyber assez phénoménal. Ce risque cyber reste prégnant. On assiste aussi à du brouillage, essentiellement sur les satellites de communication. Starlink a été brouillé, Starlink s'est défendu, mais aujourd'hui un satellite de communication qui sert la coalition est délibérément brouillé par les Russes, et le brouillage GPS se généralise.

Il ne faut pas oublier ce qu'il se passe de manière un peu plus secrète, notamment par des actions de harcèlement ou de découragement qui ont lieu en orbite, de la part des Russes. Évidemment, il n'y a que certains *happy few* qui peuvent le voir, donc cela se sait un peu moins.

Ma conclusion est simple, la guerre n'est pas comme avant. Est-ce un nouveau théâtre d'opérations spatial ? Je ne le sais pas,

la prochaine guerre mettra en œuvre des belligérants qui seront sans doute de nature différente. En tout état de cause, lorsque l'on entre dans des conflits modernes qui se mettent en œuvre dans des nations modernes, le spatial devient un vrai champ de conflictualité.

II QUELLES NOUVELLES DÉPENDANCES ?

RECU DE L'INFLUENCE RUSSE DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

Colonel Stéphane Samaran

Directeur du domaine Stratégies, normes et doctrines à l'IRSEM

Quels sont les leviers de l'influence de la Russie sur ses voisins et alliés ? Je vais tout de suite dévoiler le suspens, il y en a deux : économique et militaire.

Tout d'abord, il est peut-être important de définir cet espace post-soviétique ou ce que la Russie appelle encore son « étranger proche ». Il est issu de la désagrégation de ce qui fut un empire colonial, comme nous l'a fort bien rappelé Céline Marangé. Fin 1991, à la dissolution de l'URSS qui comptait quinze républiques fédérées, dès le départ, trois d'entre elles, les pays Baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie), refusent de faire partie du nouveau club qu'est la Communauté des États indépendants. Il reste douze États. Quatre d'entre eux, tout en restant membres du club, choisissent de tisser entre eux des liens plus étroits pour former ce que l'on appelle le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie). Deux autres pays, qui sont producteurs d'hydrocarbures, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, conservent une neutralité sur le plan militaire et une autonomie économique. Il reste donc six pays qui sont le noyau dur que forment la Russie et ses cinq plus proches alliés. On voit bien comment cela s'est effiloché. Cela permet de revenir aussi à ce sentiment de déclassement évoqué ce matin.

La Russie s'accroche à ce noyau dur. Elle a formé, petit à petit, deux organisations : une organisation militaire et une organisation économique de ces six pays. C'est loin d'être homogène, puisque l'on a en réalité deux groupes de trois pays : d'un côté, trois pays qui sont économiquement développés et qui possèdent militairement, que ce soit sur le plan de l'équipement, de la formation ou de l'entraînement, des capacités plus solides – ce sont des pays limitrophes de la Russie, donc la Russie avec la Biélorussie et le Kazakhstan ; de l'autre côté, trois autres pays,

qui sont montagneux, enclavés, dépourvus de ressources énergétiques autres que l'hydroélectricité et qui ont sur leur territoire des bases militaires russes qui sont stationnées.

On a donc une première alliance, l'alliance militaire, qui s'appelle l'Organisation du traité de sécurité collective, l'OTSC. Cette organisation s'est construite petit à petit, voulant se faire un peu le pendant de l'OTAN, avec une charte, un traité qui comporte une clause d'assistance mutuelle, l'article 4. C'est un peu le pendant de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. C'est une organisation militaire qui possède un état-major unifié permanent à Moscou et qui a un réservoir de forces dédiées. C'est-à-dire que chacun des six pays a un certain nombre d'unités qui seront dédiées pour participer à d'éventuelles opérations et, d'abord, pour les exercices qui se tiennent régulièrement. Puis il y a un réservoir plus particulier, plus opérationnel, qui est celui des forces collectives de réaction rapide.

Jusqu'à présent, cela n'a fonctionné qu'une fois, en janvier 2022, à la suite de l'invocation de l'article 4 par le président kazakhstanaï, à l'époque où son pays connaissait un état insurrectionnel particulièrement grave. Depuis, il y a eu le 24 février. Ainsi, depuis, l'Organisation du traité de sécurité collective est plutôt en état de mort cérébrale, pour reprendre une expression qui avait été utilisée pour une autre organisation il y a quelques années. On peine à savoir quels seront les exercices qui auront lieu à l'avenir, en tout cas, sûrement pas des opérations.

En ce qui concerne cet article 4 d'assistance mutuelle, il aurait pu être invoqué au moins à deux reprises au cours de l'année 2022. D'abord, entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en septembre 2022, à la suite de la reprise des combats. Cette fois-ci, les forces azerbaïdjanaises n'ont pas seulement concentré leurs efforts sur le territoire de l'enclave du Haut-Karabakh, mais elles sont allées carrément contre le territoire arménien. Pour le coup, l'Arménie pouvait invoquer cet article 4. Moscou n'a pas souhaité s'engager dans la résolution de ce problème autrement que par un appel au calme. Le deuxième épisode, toujours en septembre 2022, c'est la reprise des combats sur le territoire du Kirghizistan, autour d'enclaves tadjikes, dans la vallée de Ferghana, où l'on a deux

États qui sont membres de l'OTSC. Il n'y a pas eu de la part de la Russie, une fois encore, d'autre réaction qu'un appel au calme.

Cette alliance militaire, à l'heure actuelle, connaît plutôt une période de calme plat.

En ce qui concerne l'organisation économique, l'Union économique eurasiatique (EURASEC) est une zone de libre-échange, avec la liberté de circulation des biens, des services, des personnes et des marchandises. Elle est particulièrement utile pour la Russie, qui peut ainsi filtrer les produits importés de l'extérieur. Elle est aussi un moyen de s'assurer de la main-d'œuvre pour la Russie, qui en manque, parce que le pays est démographiquement en perte de vitesse. Le fait d'avoir sur ses chantiers des travailleurs migrants, venant essentiellement du Kirghizistan et surtout du Tadjikistan, auxquels les Russes délivrent des permis de travail, est important. Accessoirement, ces travailleurs migrants peuvent aussi être recrutés comme soldats dans l'armée russe, moyennant l'attribution de la citoyenneté russe.

Revenons maintenant aux bases militaires russes stationnées en dehors de la Russie et sur leur rôle dans la région. Vues de Moscou, ce sont des pions sur la carte. C'est important, mais c'est aussi pour montrer à l'extérieur, au reste du monde, que la Russie a encore des points d'appui dans sa zone d'influence. Il faut dire que la sécurité du flanc sud de la Russie avait été une préoccupation assez rapidement après le début des opérations en Afghanistan. La Russie avait alors montré une grande solidarité vis-à-vis des États-Unis et avait notamment ouvert son espace aérien et son espace terrestre aux transits de troupes. L'opération n'était pas censée durer très longtemps. Il fallait des centres de transit qui soient au plus proche des opérations. C'est ainsi que s'étaient installés, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan, des détachements militaires américains, allemands, français et d'autres nations européennes. Cela avait été assez rapidement inquiétant pour la Russie, qui a souhaité restructurer les bases militaires qu'elle possédait et en ajouter une autre, d'ailleurs, au Kirghizistan.

Vue des pays hôtes, la question reste ouverte, surtout depuis le 24 février 2022, date du déclenchement de l'opération militaire

spéciale de la Russie en Ukraine. En effet, plusieurs conflits se sont ravivés, c'est certain. Les forces russes présentes ne sont pas mises en œuvre. Puis l'argument selon lequel, à chaque fois qu'un des gouvernements de ces pays demande à la Russie d'augmenter sa contribution, donc d'augmenter le loyer, de renégocier le bail, les Russes ne sont généralement pas très généreux et répondent : « Oui, mais nous vous remboursons en matière de sécurité. » Or, ce n'est pas forcément le cas. Sécurité extérieure, pas sûre. C'est donc une vraie question qui reste ouverte.

Il semble donc que la Russie, qui est toute concentrée sur son action, son opération militaire en Ukraine, se déleste un peu sur son flanc sud, là où elle sent une moindre menace de la part de l'OTAN.

À ces éléments, qui ont une conséquence directe sur l'attitude russe dans ses marges au Sud, il y a un phénomène qui a pris de l'ampleur depuis septembre 2022, à la suite du décret de mobilisation partielle en Fédération de Russie, c'est l'arrivée de dizaines de milliers, voire de centaines de milliers d'hommes russes dans les pays limitrophes, d'abord, comme la Géorgie et le Kazakhstan, pour ensuite éventuellement partir dans d'autres pays, comme le Kirghizistan. Ces jeunes hommes sont diplômés, ont un pouvoir d'achat supérieur à celui des populations locales. Ils n'ont aucun mal, puisqu'ils sont qualifiés, à trouver un emploi et ils participent, sans forcément le vouloir, à une spéculation immobilière sur le foncier locatif. Le phénomène est donc de plus en plus mal accepté par la population locale. Ces pays, qui avaient déjà un sentiment de méfiance vis-à-vis de la Russie, car ce n'est pas facile d'être son voisin direct, ont un sentiment de désamour plus prononcé de ce fait. Dans de grandes villes comme Almaty, Bichkek, Tbilissi, les loyers sont devenus très élevés et très difficiles à payer pour les habitants.

On peut ajouter à cela que la Russie a, comme disait un opposant russe il n'y a pas si longtemps, la caractéristique essentielle d'être un pays exportateur de gaz, de pétrole et de chaos.

RECONFIGURATION DES DÉPENDANCES À L'ÉGARD DE LA CHINE

Dr Carine Pina

Chercheuse Chine à l'IRSEM

Il m'a été demandé de réfléchir à une reconfiguration éventuelle des interdépendances de l'Europe ainsi que de la Chine et des États-Unis au vu de ce conflit.

Comme point de départ, on peut affirmer que du côté de l'Occident, pour employer un langage entendu aujourd'hui, comme du côté de la Chine, il y a une exacerbation du questionnement autour des interdépendances communes. En dépit de ce fait, ces interdépendances sont maintenues, tant au niveau économique qu'au niveau technologique. Pour dresser un bref tableau, l'intégration de l'économie chinoise à l'économie mondiale est importante, puisque la Chine reste le premier exportateur mondial. L'Union européenne est le principal partenaire commercial de la Chine. Le marché chinois reste le deuxième marché de destination des produits et des biens européens. Si l'on regarde la relation entre la Chine et les États-Unis, la Chine est le troisième pays d'exportation des États-Unis et le premier pays d'importation des biens à destination des États-Unis. Les États-Unis sont le troisième partenaire commercial de la Chine, après l'Union européenne et l'ASEAN.

Le fait est que, s'il y a un nouveau questionnement à la suite de ce conflit, lié à la fois aux sanctions qui en découlent et au positionnement géostratégique des différents acteurs, notamment de la Chine, il est très net que la tendance au découplage économique a lieu depuis un certain nombre d'années.

Pour les États-Unis, le phénomène de découplage a commencé à la fin du mandat de Barack Obama et s'est accentué avec la présidence de Donald Trump. L'administration de Joe Biden maintient aujourd'hui le cap d'une volonté de rééquilibrer à la fois les relations économiques et de réduire leur dépendance économique et technologique avec la Chine. Pour Washington, il

s'agit de réaffirmer sa puissance stratégique et économique par rapport à la Chine.

L'Union européenne a été attentiste. Elle semble aujourd'hui, à cause du conflit en Ukraine, prendre un peu plus fortement la mesure de ce qu'implique sa dépendance économique à l'égard de Pékin. L'Union européenne a récemment qualifié la Chine de « partenaire commercial peu fiable » et de « rivale systémique exigeante ».

La Chine essaie depuis quelques décennies d'être plus indépendante de l'Occident, notamment au niveau économique. Elle a déjà été sous la menace ou sujette à des sanctions de la part des États européens et nord-américains. Cela a commencé après Tiananmen (1989). Ensuite, elle a subi les conséquences des chocs économiques conjoncturels, crise de 2008 et pandémie de Covid-19. Puis elle a de nouveau subi un certain nombre de sanctions, en raison des événements de Hong Kong (2014 et 2019), du Xinjiang, etc. Enfin, la guerre commerciale sino-américaine débutée sous l'ère Trump a parachevé le dispositif. Depuis 2017, le discours chinois est plus pessimiste sur l'environnement du pays. Cela renforce la volonté de Pékin d'être plus indépendante des marchés occidentaux en tant que réceptacles de la production chinoise et pour obtenir un certain nombre de ressources.

Un certain nombre de mesures de découplage ont déjà été prises. Pour n'en citer que quelques-unes, du côté des États-Unis, ce sont d'abord les mesures protectionnistes tarifaires et non tarifaires, qui réduisent *de facto* les flux commerciaux. Les entreprises occidentales ont essayé de se détacher davantage du marché chinois. Comment ? En s'efforçant de repenser, de ré-échafauder leurs chaînes de valeurs mondiales. Par exemple, dernièrement, les entreprises allemandes et Sony ont tenté de découpler production et vente. Ainsi, les biens destinés au marché chinois seront produits et vendus en Chine. Cependant, si ces mêmes produits doivent être exportés et vendus aux États-Unis ou en Europe, elles essaieront de trouver d'autres lieux de production. Néanmoins, cela représente un coût important, ce qui ralentit leur mise en œuvre.

La Chine tente depuis 2008 d'actionner d'autres ressorts pour limiter ses dépendances et maintenir sa croissance économique. Elle semble en avoir arrêté deux principaux. D'abord, faire de son marché intérieur, assez conséquent, son principal levier de croissance. Ensuite, se tourner vers d'autres partenaires commerciaux, notamment au travers de projets tels que les routes de la soie.

Cette tendance au découplage s'est accentuée ces derniers mois dans le domaine technologique, à la suite des mesures prises par les États-Unis à l'encontre des entreprises technologiques chinoises. La prise de conscience au niveau de l'Union européenne semble plus importante. Cette dernière a adopté un *European Chips Act* qui demanderait que, en Europe, on puisse passer de 10 % à 20 % de production de microprocesseurs, par exemple. Toutefois, il n'y a pas encore de mesures de rétorsion prises à l'encontre de la Chine au niveau de l'Union européenne. Il va peut-être y avoir un précédent, puisqu'il y a eu un accord dit secret au mois d'octobre 2022 entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas – un pays membre de l'Union européenne. Les Pays-Bas ont accepté de se calquer sur les États-Unis, en interdisant à un certain nombre de leurs entreprises d'exporter vers la Chine des intrants technologiques. Ils ont le droit de le faire, c'est un acquis au niveau européen : chaque pays peut interdire ce type de licence d'exportation, notamment lorsqu'il s'agit de biens avec un double usage civil et militaire. La question se pose de savoir si la Commission européenne élargira ces mesures à l'ensemble des pays.

La Chine est dépendante en matière technologique. Elle n'apprécie pas cette dépendance et le dit. Son objectif est de parvenir à l'autonomie technologique. On voit que la Chine a la capacité de rattrapage et de dépassement technologique, que ce soit par exemple en matière de 5G ou d'ordinateurs quantiques. Les entreprises chinoises, aujourd'hui sorties des marchés états-unis peuvent sur le moyen terme trouver d'autres débouchés. En effet, la Chine, contrairement à l'Union européenne, instaure un soutien de la demande interne, avec des plans de relance gouvernementaux. Ses dirigeants mettent tout en œuvre pour

accélérer l'innovation technologique et ne plus dépendre des intrants extérieurs.

Je conclurai par un événement qui traduit cette volonté politique du Parti communiste chinois (PCC) d'obtenir cette autonomie technologique : c'est l'importance politique que les autorités accordent aux complexes militaro-industriels. Lors du 20^e congrès du PCC, cinq ingénieurs-manageurs appartenant à des conglomérats industriels et militaires ont été nommés à la plus haute instance du PCC, c'est-à-dire le Bureau politique. Il y a donc très nettement une volonté, affichée, de mobiliser tous les moyens pour s'affranchir de ces dépendances technologiques vis-à-vis de l'Occident.

POSITIONNEMENT DES PAYS DU GOLFE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

Dr Fatiha Dazi-Héni

Chercheuse spécialisée sur les monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM

Pour commencer, très vite, rappelons la position des monarchies du Golfe vis-à-vis à la fois de la Russie et des Occidentaux. Dès le lendemain de l'invasion russe en Ukraine, les pays occidentaux vont être consternés par l'abstention des Émirats arabes unis qui président, en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité, ce projet de vote de résolution condamnant l'invasion russe. Cela a beaucoup choqué les partenaires occidentaux, qui pensaient que les Émirats arabes unis, comme les monarchies du Golfe, étaient acquis au camp occidental et étaient des alliés stratégiques en raison des accords de défense et de l'étroite coopération économique et énergétique qui les lient. Cela a donc été un véritable choc dans le camp occidental.

Néanmoins, les Émirats, comme tous les pays du Golfe, vont voter les résolutions « dures », celle du 2 mars qui condamne l'invasion russe en Ukraine et, si j'ai bonne mémoire, celle du 12 octobre 2022 condamnant l'annexion des quatre provinces ukrainiennes. Là-dessus, ils sont clairs. En revanche, ils se sont opposés, comme l'immense majorité des pays du « Sud global », aux sanctions économiques contre la Russie. Ils maintiennent le cap, tout comme Israël, un allié de la première heure de l'Occident, qui s'y est lui aussi opposé, de même que l'Inde, qui est un acteur un peu plus non aligné, mais qui s'est également beaucoup rapprochée de l'Occident. Voilà pour la position.

Toutefois, la position que l'on peut qualifier de mitigée, d'ambiguë pour les pays du Golfe, c'est la neutralité. Ils ne souhaitent absolument pas choisir un camp contre l'autre. Ils considèrent que ce conflit en Ukraine est éloigné de leur préoccupation sécuritaire, qui est très clairement l'Iran. Les choses vont un peu changer, nous en parlerons tout à l'heure, mais telle est la position

de principe. Il n'est pas question pour eux de prendre parti. En revanche, ils prodiguent des aides financières et humanitaires à l'Ukraine. D'ailleurs, les autocrates du Golfe ont d'excellentes relations avec le président Zelensky. Voilà pour le cadre.

Il faut ajouter que cette position est liée au fait que les pays du Golfe n'ont plus confiance en la fiabilité des États-Unis comme garants de la sécurité régionale. Ce point est fondamental. Il faut voir que lorsque la Russie envahit l'Ukraine, les relations sont des plus mauvaises entre l'Arabie saoudite, notamment, et les États-Unis, mais aussi avec les Émirats arabes unis. Il y a la question pétrolière. Les pays du Golfe ont un intérêt à ménager la Russie, et ce dans le cadre de l'OPEP+, puisque l'Arabie saoudite et la Russie sont les acteurs majeurs de ce cartel pétrolier. Il est donc important pour les pays du Golfe de ménager la Russie et de réguler le prix du pétrole, sachant que les concurrents essentiels de l'OPEP+ sont aujourd'hui les États-Unis, qui sont devenus le premier producteur du monde.

Le fait que les États-Unis n'apparaissent plus comme un allié fiable, un garant de la sécurité régionale, est lié aux frappes de drones et de missiles, qui étaient revendiquées par les rebelles houthis mais en réalité attribuées à l'Iran, que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont subies en 2019. À cette époque, en 2019, le président Trump, qui est pourtant un allié très proche de ces autocrates, qui a des relations personnelles très étroites avec les autocrates du Golfe, refuse de réagir à ces frappes. Ce refus va considérablement traumatiser les monarchies du Golfe. Même avec un allié aussi important, avec lequel on a des relations personnelles aussi étroites, à savoir le président Trump, on ne peut pas compter sur les États-Unis.

Que dire de l'arrivée de Joe Biden ? Bien sûr, cela n'a pas arrangé la situation, puisque, en 2022, de la même façon, le président Joe Biden tarde même s'il finit par le faire, à réagir aux frappes dont sont victimes les Émirats arabes unis, des frappes revendiquées par les Houthis, mais certainement liées à l'aide iranienne. Ils se sentent donc extrêmement vulnérables, d'autant plus que les États-Unis ne répondent plus comme garants de sécurité.

Il y a clairement un changement de la donne aujourd'hui, avec le rapprochement et la coopération militaire russo-iranienne, non seulement pour les pays du Golfe, mais pour Israël, qui est à peu près sur le même positionnement que les pays du Golfe. La livraison des drones iraniens, qui contribuent visiblement à des dommages terribles sur les infrastructures en Ukraine, fait que le président Zelensky est monté au créneau pour dénoncer cela. Les Américains et les Européens regardent de très près ce changement de donne. Les pays du Golfe sont évidemment très inquiets de ce rapprochement. Si cette situation devait durer et se renforcer, si le partenariat militaire russo-iranien devait se renforcer, cela pourrait effectivement changer la donne.

Israël, les pays du Golfe et le camp occidental en général craignent par-dessus tout que la Russie livre des armes très sensibles aux Iraniens et qu'ils puissent s'en servir sur les théâtres en conflit avec les pays du Golfe et Israël. Cela est clair.

Jusqu'à présent, la Russie de Vladimir Poutine s'est évidemment interdit de franchir ce pas. Puis, il faut bien se dire que le président Poutine est très proche des Israéliens, notamment de l'actuel Premier ministre Netanyahu. Les Israéliens comme les pays du Golfe continuent donc tout de même à ménager la Russie. Les pays du Golfe considèrent aussi Vladimir Poutine comme quelqu'un d'extrêmement constant sur le plan stratégique au Moyen-Orient. De plus, la Russie a un rôle majeur au Moyen-Orient, contrairement aux pays européens et aux États-Unis, qui ont un peu décliné en la matière.

Les pays du Golfe considèrent Vladimir Poutine comme quelqu'un de constant au Moyen-Orient, car, en dépit des difficultés et des tensions nombreuses qu'il y a entre la Russie et l'Iran sur le théâtre syrien, jamais le président Poutine n'a lâché son allié régional iranien. Cette constance est une dimension fondamentale, alors qu'au contraire les États-Unis sont coutumiers du fait d'abandonner leurs alliés, tels le shah d'Iran en 1979 ou le président égyptien Moubarak en 2011. Les États du Golfe pensent que c'est aujourd'hui leur tour. Je me rends souvent dans le Golfe. Certains m'ont même dit : « On se demande si l'on ne s'est pas trompé d'allié stratégique car, au moins, en

Russie, on ne change pas d'avis et d'alliés en fonction des difficultés dans la région. » Voilà pour grossir un peu le trait.

Maintenant, les pays du Golfe vont-ils changer de position avec cette évolution ? Dans l'immédiat, cela me semble très peu probable, de même qu'Israël, même s'ils font monter les enchères et que, bien entendu, ils mettent la pression à la Russie en la mettant en garde de ne pas franchir la ligne rouge, qui serait l'emploi d'armements sensibles. Toutefois, jusqu'à preuve du contraire, selon eux, la Russie est restée constante. Évidemment, ils condamnent l'annexion d'un pays par la Russie. Cependant, les pays du Golfe reprochent aussi au camp occidental le fameux « deux poids et deux mesures », de s'émouvoir à juste titre de la violation du droit international, qui est caractérisée, mais d'avoir en même temps la mémoire courte. La guerre en Irak s'est faite contre le droit international. La destruction des villes syriennes par l'armée russe a été aussi terrible que ce qu'il se passe en Ukraine. Les résolutions pour la Palestine, qui n'ont jamais été respectées par Israël, n'ont jamais ému outre mesure la Communauté internationale, notamment les pays occidentaux, pas plus que les nombreux conflits en Afrique : l'Éthiopie, le Soudan, par le passé la RDC, etc. Ce sont les caractéristiques du positionnement de ces pays.

Les pays du Golfe semblent aussi compter sur le poids de la Chine pour essayer de canaliser ce rapprochement militaire russo-iranien. D'ailleurs, le président iranien termine aujourd'hui les visites d'État en Chine. Le président Xi Jinping est aussi invité en visite d'État en Iran dans les prochaines semaines. Il s'est rendu en Arabie saoudite pour une visite d'État de trois jours. La Chine joue donc un rôle fondamental, qu'il est intéressant de continuer à observer.

COMMENT FINANCER LA HAUTE INTENSITÉ ?

Dr Julien Malizard

Titulaire adjoint à la Chaire Économie de défense de l'IHEDN

Je pense que je vais décevoir l'assemblée en ne répondant pas à la question qui m'a été posée, car je ne peux pas répondre à la question. Ce sont des choix politiques. À la rigueur, ce que je peux faire en tant qu'économiste, c'est illustrer des trajectoires et des expériences. Ensuite, une nouvelle fois, ce sera au politique de trancher quelle trajectoire il voudra mettre en avant.

Qu'est-ce qu'une guerre de haute intensité ? Je ne sais pas trop. Si j'étudie des expériences récentes ou très récentes, comme la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avant le conflit et après, j'observe que, en pourcentage du PIB, l'Arménie est passée en moyenne de 4 % à 4,5 % du PIB. On a donc un petit incrément. L'Azerbaïdjan avait un peu plus de 4 % et a maintenant un peu plus de 5 %. On a donc aussi un petit incrément. Pourtant, cela a été un conflit extrêmement intense, mais sur une durée un peu limitée.

La question que tout le monde se pose concerne ce que cela représente entre la Russie et l'Ukraine. Une nouvelle fois, c'est loin d'être évident. Je tiens à remercier Yohann Michel, qui a eu la gentillesse de me transmettre des éléments, qui étaient sous embargo jusqu'à hier, dans *The Military Balance*. Qu'il soit chaleureusement remercié de son concours. Cela me permet de vous donner des éléments à jour, notamment les chiffres du *Military Balance*. Vous pouvez les retrouver au CDEM, qui est un centre de documentation ici, à l'École militaire, absolument formidable.

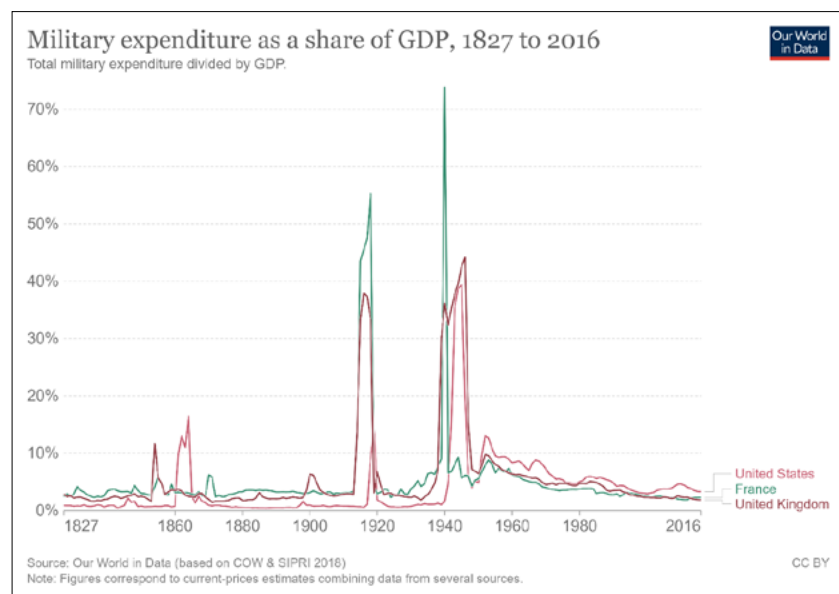
En Russie, entre 2021 et 2022, on est à + 33 % de dépenses militaires. On est donc tout de même sur un effort assez soutenu. On passe de 3,7 % du PIB à un peu plus de 4 % en 2022, avec les tendances que l'on va imaginer par la suite. En Ukraine, je ne vous cache pas que les chiffres sont très compliqués. Le pays a perdu 30 % de son PIB en 2022. Il est difficile de croire qu'il y aura un rebond à très court terme. On passe donc globalement de 4 % du PIB en 2021 et si l'on essaie de voir ce que cela représente en 2022

avec le conflit, c'est quelques milliards d'euros qu'ils dépensaient eux-mêmes, un peu plus de 3 milliards, auxquels il faut ajouter les milliards d'aides qui ont été versées par les pays occidentaux. Rien que pour les États-Unis, on se situe à 25 milliards d'aides. Si l'on ajoute 25 milliards à ce qu'ils dépensaient déjà, on est au moins à 20 % du PIB dans la défense en 2022.

Voilà ce que pourrait représenter une guerre de haute intensité, d'après ce que l'on en voit aujourd'hui, avec évidemment des trajectoires qui seront orientées à la hausse. Le budget annoncé pourrait être multiplié par 8,5 en 2023 par rapport à 2022.

Dans cette présentation, dans un premier temps, j'aimerais m'attarder sur quelques aspects historiques, qui sont représentés sur le graphique 1.

Graphique 1

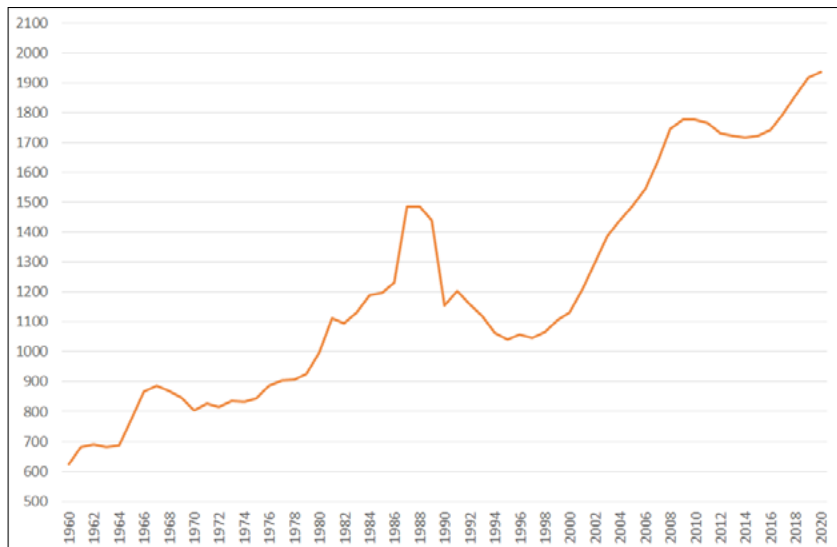


Évolution des dépenses militaires en pourcentage du PIB entre 1827 et 2016 pour la France (en vert), les États-Unis (en rose) et le Royaume-Uni (en violet). Sources : Our world in data via les données du Correlates of War et du SIPRI.

L'archétype de la guerre majeure, ce sont les conflits mondiaux, la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Sur ce graphique, issu d'un site absolument extraordinaire qui s'appelle *Our World in Data*, dont je vous conseille chaudement la lecture, on observe au moment des guerres mondiales une concentration gigantesque des moyens dans la défense. En France, c'était plus de 50 % dans la défense durant la Première Guerre mondiale. Les Britanniques étaient à près de 40 %. On voit les deux pics qui sont absolument gigantesques. C'est difficilement comparable avec d'autres expériences, puisque l'on n'a jamais vu de chose aussi intense. On voit des pics de dépenses très ponctuels pour des guerres plus courtes. On peut penser à la guerre de Sécession aux États-Unis ou à la guerre de Crimée en 1853. Si l'on étudie la guerre froide, plus proche de nous, sur la fin du graphique, on voit que l'on est sur un niveau de dépenses important. Surtout, ce qui est intéressant, c'est qu'il est plus important que le niveau que l'on avait entre deux épisodes de paix, dans les épisodes historiques par le passé. D'un point de vue budgétaire, le terme de « guerre froide » n'est pas totalement galvaudé. C'est un aspect qu'il faut avoir à l'esprit. J'y reviendrai dans la suite de ma présentation.

Sur les deux graphiques suivants (graphiques 2 et 3), qu'il faut lire en parallèle, à gauche, vous avez l'évolution des dépenses militaires mondiales exprimées en dollars constants et, à droite, le pourcentage des dépenses militaires mondiales rapportées au PIB mondial. J'utiliserai ici les chiffres du SIPRI.

Graphique 2

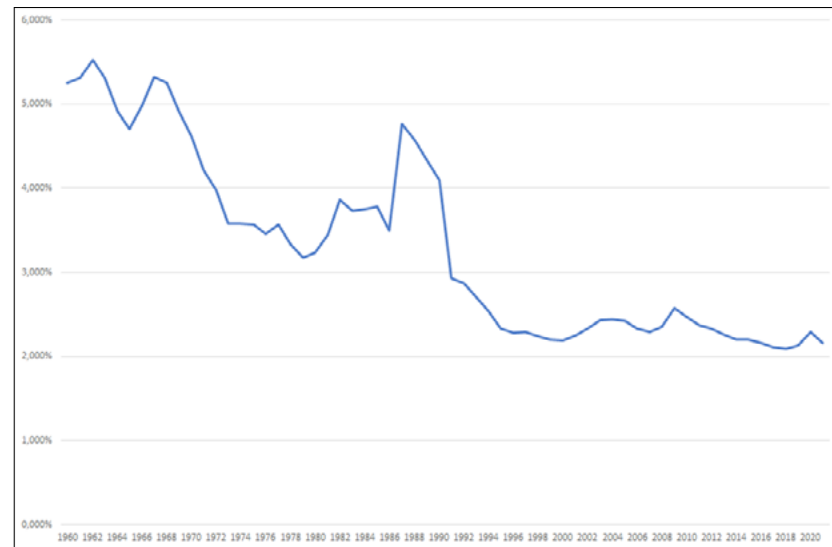


Évolution des dépenses militaires mondiales en milliards de dollars constants entre 1960 et 2021. Données SIPRI.

Premier constat, par rapport au graphique de gauche, on est à près de 2 000 milliards de dollars dans la défense. C'est le niveau le plus élevé de l'histoire. On n'a jamais dépensé autant. On peut penser que, d'un point de vue historique, on n'a pas forcément très bien compté ce qu'il se passait auparavant. Cependant, dans une vision un peu plus courte, on voit que l'on n'a jamais dépensé autant. En particulier, c'est + 25 % par rapport au niveau que l'on avait au pic de la fin de la guerre froide. On est donc sur un niveau de dépenses extrêmement soutenu.

Deuxième constat, lié au graphique de droite, rapporté en pourcentage de PIB, on n'a jamais aussi peu dépensé. Durant la guerre froide, on était à près de 4 % du PIB dans la défense. Post-guerre froide, on est à un peu plus de 2 % sur les 20 dernières années, avec une grosse décrue dans les années 1990, qui est liée au phénomène des « dividendes de la paix », que l'on connaît bien.

Graphique 3

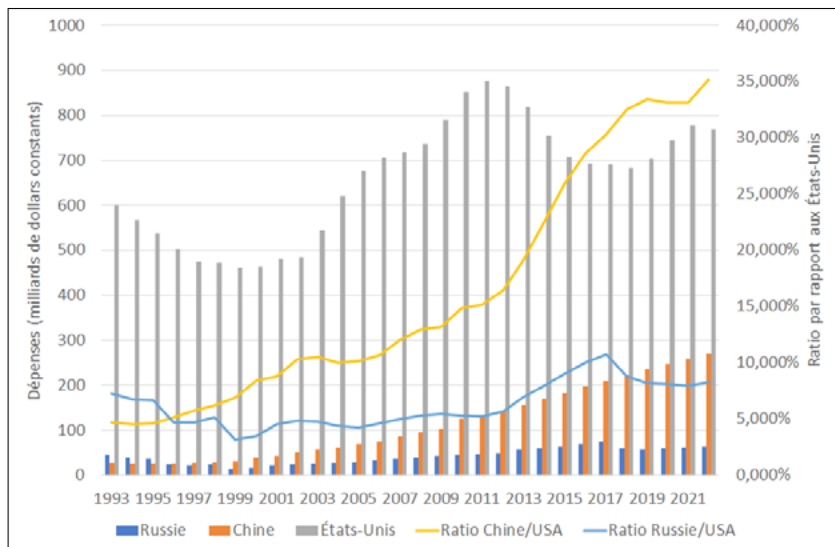


Évolution de l'effort de défense mondial (en % du PIB mondial) entre 1960 et 2021. Données Banque mondiale et SIPRI.

D'un point de vue empirique, le troisième constat que l'on peut en faire, c'est que l'on est dans une situation un peu unique dans l'histoire. On n'a jamais autant dépensé dans la défense en absolu et, en relatif, cela n'a jamais aussi peu coûté en pourcentage de PIB. Je me garderai bien d'avoir une vision prospective en matière stratégique de ce que cela peut impliquer sur l'état des menaces dans le monde. Néanmoins, cela révèle ici les rapports de force économiques et la répartition de la richesse mondiale dans la défense.

Le premier aspect que l'on m'a demandé de traiter dans cette conférence, ce sont les éléments budgétaires entre les États-Unis et la Chine (graphique 4).

Graphique 4



Évolution des dépenses militaires en milliards de dollars constants de la Chine (en orange), des États-Unis (en gris) et la Russie (en bleu) sur l'axe de gauche. Part relative des dépenses chinoises (en jaune) et russes (en bleu) vis-à-vis des dépenses américaines sur l'axe de droite. Données SIPRI.

Je précise que je ne suis spécialiste ni des États-Unis ni de la Chine. Toutefois, d'un point de vue budgétaire, qui est plus mon expertise, je vous ai représenté sur ce graphique, en bâtons gris, l'évolution des dépenses militaires américaines. Le cas américain est intéressant puisque c'est 40 % des dépenses militaires mondiales, avec une relative constance, même s'il y a eu des cycles.

Si l'on regarde le cycle américain, les vagues que l'on a eues, c'est un cycle de « dividendes de la paix » dans les années 1990, une phase de réarmement extrêmement soutenue, on n'est pas loin de multiplier le budget des États-Unis par deux sur la période, en une dizaine d'années, puis une décrue au début

des années 2010, pour laquelle, en tant qu'économiste, je vois aussi un aspect lié à la crise économique. Ce n'est qu'à partir du moment où Donald Trump est élu que cela repart à la hausse, avec un niveau d'augmentation sensiblement plus limité que celui observé au début des années 2000.

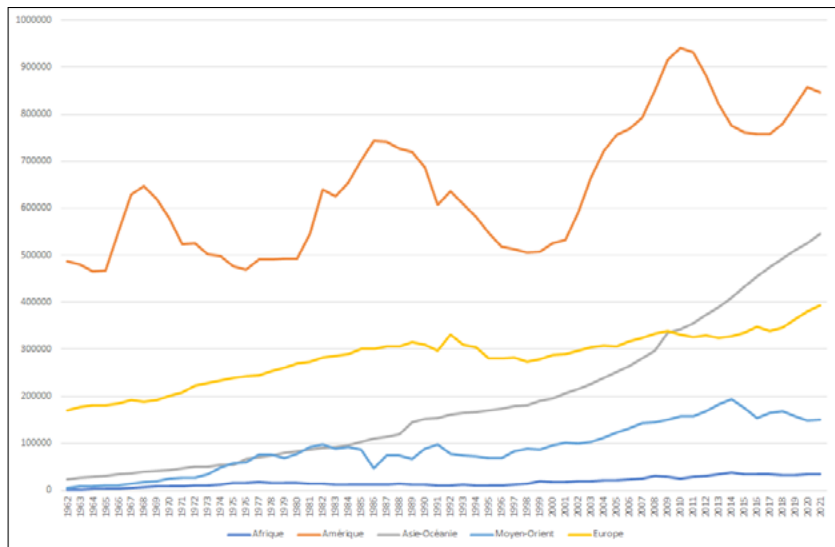
Si l'on regarde le cycle chinois de dépenses, ce sont les bâtonnets orange, on est sur une tendance linéaire. Vous pouvez tracer une droite et cela suit cette droite. C'est tout à fait intéressant, car on a une croissance graduelle continue extrêmement rapide. Sur la période, ils ont quasiment multiplié par plus de 10 les dépenses militaires. Sur la même période, ils ont laissé constant leur effort de défense aux alentours de 2 %. Du point de vue chinois, l'effort qu'ils ont eu en termes d'armement est substantiel en ce qui concerne la modernisation des forces chinoises, mais finalement, en matière économique, cela n'a pas eu un effet extrêmement majeur en fait de ponction des ressources.

Que nous indiquent ces chiffres en matière de haute intensité ? Il y a eu un moment où cela coûtait cher dans la défense, c'est ce qu'ont fait les Américains durant les conflits au début des années 2000. Si l'on regarde, en plus de cela, le coût de ces conflits, en agrégeant, au-delà des cycles budgétaires, également le coût *ex post*, le coût en matière de vétérans, etc., les travaux menés à la Brown University montrent que l'on est à près de 8 000 milliards de dollars de coût. Pour vous donner une idée, c'est évidemment sur un ensemble d'années, ce n'est pas en une seule fois, 8 000 milliards de dollars, c'est 1/3 du PIB américain. Cela permet de positionner l'ordre de grandeur.

C'était pour la confrontation sino-américaine.

Pour conclure rapidement sur la place de l'Europe dans tout cela, en réalité, il est intéressant d'observer sur le graphique 5 les chiffres du SIPRI, en milliards de dollars constants.

Graphique 5



Évolution des dépenses militaires par régions en milliards de dollars constants.
Données SIPRI.

On voit la cyclicité des dépenses américaines : Viêt Nam, Ronald Reagan, les engagements en Irak et en Afghanistan. Cela monte très vite et cela baisse, donc des chiffres très classiques. La zone Asie-Pacifique, de la même façon, va être tirée par la Chine, avec une sorte de tendance linéaire. Cela ne fait donc que progresser.

Finalement, au milieu de tout cela, vous avez l'Europe, qui a une tendance linéaire relativement constante durant la guerre froide. Avec la fin de la guerre froide, cette tendance est complètement cassée. Il y a eu des effets qui se sont cumulés, une sorte de petite remontée au début des années 2000, qui a vite été cassée par les politiques d'austérité mises en œuvre par les pays européens entre 2008 et 2014. En cumulé, ce sont près de 30 milliards qui ont été perdus, ce qui représente globalement les dépenses italiennes, pour vous donner un ordre de grandeur. Ce n'est qu'à partir de 2014 que l'on a une remontée en puissance, qui est, somme toute, assez relative. Évidemment, il y a l'effet de

l'invasion de la Crimée par la Russie. Il y a aussi, en France, les attaques terroristes sur le territoire national.

Une nouvelle fois, en tant qu'économiste, j'y vois une contrainte budgétaire qui s'est desserrée grâce à l'action de la Banque centrale européenne, avec des différences marquées entre pays. Sur la même période, la Lituanie a multiplié par 3 son budget, l'Allemagne fait + 30 %, la France fait + 10 %, ce qui est la plus petite augmentation au niveau des pays européens. On peut aussi voir le fait que la France partait de moins loin par rapport aux autres. Cependant, on voit que plus on se rapproche de la Russie, plus les efforts ont été importants.

Que peut faire l'Europe en matière de haute intensité ? Je terminerai sur ce point.

Une étude a été menée par les collègues de l'International Institute for Strategic Studies, qui essayent de calculer de quoi les Européens auraient besoin s'ils devaient se défendre par eux-mêmes. C'est une hypothèse très particulière, j'en conviens, mais l'intérêt de l'étude permettait de quantifier et de lister combien cela coûtait. Globalement, s'il y avait une attaque de la Russie à l'est de l'Europe, cela coûterait, pour les pays européens, un budget qui représenterait entre 288 milliards de dollars et 357 milliards de dollars, donc un budget assez substantiel.

Comment peuvent faire les Européens pour arriver à ce niveau ? J'ai donc essayé d'analyser quelle était la forme de la trajectoire qui permettrait aux pays européens d'atteindre ce niveau de dépenses. Pour faire clair, il faut que les pays européens dépensent un budget qui est globalement celui qu'il y avait, en pourcentage de PIB, en 1980. Ainsi, la France devrait passer d'un budget aux alentours de 50 milliards, avec les pensions, à 90 milliards si l'on veut atteindre ce niveau. Les Allemands ont beaucoup plus désarmé que la France durant les « dividendes de la paix ». Ils ont un effort encore plus substantiel. Ils devraient passer de 50 à 110 milliards. Pour vous donner un ordre de grandeur de ce que cela peut représenter, il faudrait un effort de défense, en pourcentage du PIB, pour cibler ce qu'il faudrait financer pour ce type de conflit que l'on imagine assez intense, environ 2,7 % du PIB en défense.

Évidemment et pour conclure, viser une telle cible, si c'est une cible politique, cela nécessite des investissements constants, contenus et crédibles dans le temps, en particulier pour financer l'appareil industriel sous-jacent, éviter les à-coups. Je pense ici au plan qui a été annoncé par les Allemands, qui est finalement un appel d'air pour dépenser beaucoup en peu de temps, hors des clous budgétaires. Malheureusement, en dehors de ce qui a été annoncé par le président de la République récemment, peu de pays se sont engagés sur une trajectoire budgétaire claire. Nous sommes donc en attente de ces éléments. En fonction des choix politiques qui auront été dressés, nous aurons une vision de la vitesse à laquelle nous convergeons vers cette cible, pour lutter contre les guerres de haute intensité.

III QUELLES NOUVELLES ARCHITECTURES DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE ?

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES À L'AUNE DE LA GUERRE D'UKRAINE

Dr Guillaume Lasconjarias

Directeur des études et de la recherche à l'IHEDN

J'ai la chance ou la malédiction de commencer en premier, avec un sujet que l'on a déjà vu en partie ce matin. Étant historien, je vais l'admettre, je débute par une phrase de quelqu'un qui avait compris l'organisation du monde de façon un peu brutale, en citant Bismarck – dans l'amphithéâtre Foch, c'est toujours un peu étrange. Bismarck disait que « la force prime le droit ». Or cette phrase est redevenue d'actualité. La guerre d'Ukraine constitue une démonstration flagrante du détricotement de l'architecture de sécurité internationale, avec une accélération et peut-être une forme de délitescence. Est-il possible, désormais, de penser encore le rôle de nos organisations de sécurité internationale ? Est-il même tout simplement possible d'avoir un système multilatéral, dont on s'accorde pourtant sur la cruelle nécessité ?

La question qui paraît essentielle pour poser le débat, car c'est finalement un peu tout le sens des discussions que l'on a eues, c'est la recomposition de ces architectures de sécurité, donc cette recomposition du monde au prisme ou au regard de cette crise très particulière, même si elle se passe sur le continent européen, et la façon dont les Européens imaginent à nouveau que, parce que cela se passe en Europe, cela doit concerner le reste du monde. Cette problématique est intéressante, car, justement, le reste du monde a lui aussi changé. Il a évolué et il ne voit plus les choses tout à fait de la même manière.

Cette guerre que l'on observe, qui est importante pour nous mais bien existentielle pour l'Ukraine, elle naît d'une forme de frustration. On a évoqué la frustration de la Russie, son incompréhension de cette transformation géopolitique qui l'aurait laissée au bord du chemin. Que cela soit juste ou faux a bien moins d'importance en l'espèce que les perceptions qui expliquent

cette frustration, frustration que d'autres pays partagent avec la Russie, en pointant d'un doigt accusateur les Occidentaux, les États-Unis, les ex-puissances coloniales, etc. Cette contestation se traduit par une nouvelle fracture, une opposition entre des pays qui font le choix de la puissance, et qui exploitent tous les leviers de cette puissance, y compris la force militaire. Cela nous surprend, cela nous agite : face à cette affirmation des puissances, les Européens, et ce que l'on appelle de manière très large l'Ouest, se trouvent à nouveau dans une position d'interrogation. Une interrogation qui pourrait être une forme de naïveté – le terme me paraît assez fort, mais assez juste. Naïveté dans la croyance de la perfection de notre système et des organisations internationales, naïveté dans un multilatéralisme qui ordonnerait les relations entre États dans un jeu qui ne serait pas à somme nulle.

Est-ce une vraie surprise ? Non. C'est peut-être, en réalité, une forme d'autosatisfaction ou d'auto-aveuglement. Tout ce que l'on a vu surgir aujourd'hui, on aurait pu l'imaginer il y a déjà 10, 15 ou 20 ans. Au moment de la guerre d'Irak en 2003, certaines de ces tensions existaient. On a décidé, peut-être, de les occulter ou de passer rapidement dessus.

En réalité, la guerre en Ukraine a trois effets : elle accélère, elle catalyse et elle recompose à la fois l'ordre du monde et la nécessité de repenser toutes nos structures.

On pourrait l'articuler en quatre leçons.

La première, c'est la notion de faiblesse. La faiblesse de l'ONU, la faiblesse du Conseil de sécurité face à un événement qui est tout de même extraordinaire. Que penser de cette action qui voit l'un des membres du Conseil de sécurité violer les principes dont il est lui-même garant ? Cette situation démontre également le blocage structurel de l'ONU. Les efforts de transformation de l'Organisation achoppent finalement car les États ne pensent pas y avoir intérêt ; les anciennes pratiques de la force et de l'emploi de la force perdurent, les tentatives de contournement se multiplient, et tout cela participe d'une plus grande confusion. Et parce qu'il y a cette confusion et ce blocage, les États paraissent encore plus encouragés à agir unilatéralement.

La deuxième leçon, c'est la fameuse phrase de « l'Ouest contre le reste » – je renvoie à l'article fondateur de Stuart Hall en 1996. Notre vision du monde paraît très largement occidental-centrée. Pas uniquement sur des critères géographiques, mais sur un ensemble suffisamment lâche, suffisamment large, pour y inclure les pays d'Europe et l'Amérique du Nord, mais aussi nos alliés dans l'Indopacifique, ou encore par certains côtés, d'autres pays en Afrique ou en Amérique du Sud. Cet ensemble partagerait des valeurs communes, le respect de l'État de droit, la démocratie libérale comme modèle et les principes de séparation des pouvoirs. Face à cela, le reste, c'est tout de même la majorité des États dans le monde, qui veulent être considérés, qui veulent être pris au sérieux, qui veulent voir leurs aspirations être reconnues comme tout aussi légitimes.

Prenons l'exemple des sanctions contre la Russie. Le sujet mérite un détour car ces sanctions ont été imposées par l'Union européenne, suivie par quelques partenaires et alliés. La plupart des États – qui correspondent à la majorité de la population mondiale – même après avoir condamné la Russie, n'ont pas suivi le mouvement en mettant en œuvre ces mêmes sanctions. L'Inde, la Chine, le Brésil ne se retrouvent pas dans ce que nous pensons porter comme message universel. Les sanctions s'accompagnent en effet d'un discours qui pose nos principes mais ceux-ci paraissent d'autant moins partagés qu'ils sont accusés de dissimuler nos intérêts. Notre vision européenne, occidental-centrée, que l'on juge comme étant la seule qui est éthique, morale, de valeur, fait l'objet de critiques. Et on voit resurgir des accusations sur notre propre passé, sur nos pratiques. La métaphore du miroir s'applique : « Finalement, vous, Européens, condamnez aujourd'hui ce que vous avez autrefois pratiqué. » C'est donc un refus de ce qui serait une forme de paternalisme occidental, qui se réaffirme avec force.

La troisième leçon, ce serait aujourd'hui une plus grande désinhibition en matière de diplomatie. Désinhibition par recherche du maximum d'autonomie par rapport aux grandes puissances traditionnelles, ce qui crée des découplages accélérés. La garantie de sécurité qu'apportaient autrefois les États-Unis a

souffert de la présidence Trump et de la chute de Kaboul, pour des raisons différentes, mais avec le même résultat : un alignement strict sur la position américaine ne fait plus recette. Et cette autonomie se traduit avec des États plus soucieux de favoriser leurs intérêts : pour éviter d'insulter l'avenir, certains acceptent de se rallier politiquement à la condamnation des agissements russes, mais sans sacrifier aux mêmes exigences économiques. La crise alimentaire mondiale n'a pas eu non plus un effet de levier, dans un sens ou dans un autre ; alors que certains pays africains ont été fragilisés par l'impossibilité pour l'Ukraine d'exporter ses grains, que la Russie a instrumentalisé le discours sur les sanctions (qui n'ont jamais visé les exportations céréalières) cela n'a pas pour autant renforcé une prise de position en faveur des opinions occidentales. Je vous renverrai là-dessus à la tournée, par exemple, de Sergueï Lavrov dans une grande partie des pays africains. Cela montre bien qu'il reste entendu et que le narratif ou le discours russe passe, malgré la réalité.

La quatrième leçon, c'est l'accélération du temps stratégique. La guerre d'Ukraine semble recentrer le regard sur l'Europe mais de fait, le pivot ou le basculement du monde vers l'Asie Pacifique, auquel tout le monde imagine être en train d'assister, décline ou crée une forme de déclassement stratégique de l'Europe – je reprends les termes employés dans l'*Actualisation stratégique* publiée par le ministère des Armées en 2021 : « le risque de déclassement stratégique de l'Europe ». C'est en Asie que les tensions pourraient avoir le plus d'impact, et c'est en Asie qu'il faut désormais peser. On a évoqué la Chine, un acteur intéressant, puisque, avant la guerre, l'Ukraine était le troisième fournisseur d'armes de la Chine, l'Inde dont les relations avec Moscou sont à la fois économiques et militaires, ou l'Iran.

Pour poser quelques questions à nouveau et offrir un peu de réflexion, en guise de conclusion, j'aurais presque envie de dire : qui isole qui ? Qu'en est-il de ce « bon droit » ? Qu'en est-il aussi de ces rapports de force dans les relations internationales ? Aujourd'hui, il existe aussi probablement, autour de cette affirmation des puissances, la nécessaire prise en compte d'ambitions débridées avec la création ou la re-création de sphères que

les Européens refusent peut-être, mais que d'autres cherchent toujours à affirmer, et c'est sans doute la vision de Moscou.

La guerre d'Ukraine n'est peut-être pas simplement une inflexion. Cette inflexion a déjà commencé pour beaucoup de pays qui ne sont justement pas en Europe. Il y a une forme de continuité. C'est simplement que nous n'avons pas vu le processus, que ne l'avons pas non plus reconnu et peut-être ne l'avions-nous pas compris. Le discours que nous devrions porter, c'est une interrogation sur nous-mêmes, pour mieux comprendre les interactions entre la géographie, c'est-à-dire les lieux où l'on se situe véritablement, et les idéologies, c'est-à-dire à la fois le rapport entre la démocratie et les démocraties moins libérales ou illibérales et la question même du libéralisme, y compris en matière économique.

Enfin, comme dernier mot, le vrai problème qui se pose, pas simplement à l'Europe, mais aussi à nos sociétés, est : comment envisageons-nous nos systèmes politiques ? Comment faire pour ressouder et retisser le lien entre les opinions publiques et les institutions nationales, supranationales et internationales qui doivent représenter les citoyens ? Est-ce que le multilatéralisme est une simple question de rapports de force, ou bien y a-t-il une urgence à réinventer un cheminement clair et qui soit audible – audible par nos propres sociétés, accepté avec d'autres formes de consensus. Sans doute s'agit-il d'un appel à redéfinir nos enjeux démocratiques, pour que l'on puisse à nouveau rediscuter et pas se camoufler simplement derrière la question des valeurs, qui est peut-être la chose la moins partagée du monde aujourd'hui.

L'OTAN : RÔLE LIMITÉ MAIS LÉGITIMITÉ RENFORCÉE ?

Dr Amélie Zima

Chercheuse sécurité européenne à l'IRSEM

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 interroge le rôle de l'OTAN sur trois points. Le conflit se déroule sur le flanc Est de cette organisation, à la frontière de plusieurs de ses États membres et le pays envahi. Les deux États engagés dans cette guerre participent ou ont participé à des programmes de partenariat de l'OTAN. Enfin, l'Alliance a été utilisée comme prétexte par la Russie pour justifier sa guerre d'invasion alors même qu'elle a un rôle limité dans ce conflit.

Les récits mensongers russes

Les *fake news* russes portent principalement sur la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Or, l'Ukraine ne bénéficie pas du programme de pré-adhésion de l'OTAN, le Plan d'action pour l'adhésion, car les Alliés ont refusé de le lui accorder lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008. Les arguments mobilisés étaient alors que l'Ukraine devait accomplir de nombreuses réformes pour lutter contre la corruption.

Comme pays partenaire de l'OTAN, l'Ukraine n'est pas protégée par la garantie de sécurité collective de l'article 5, car celle-ci ne s'applique qu'aux États membres. L'OTAN n'est donc en aucun cas tenue de prêter assistance à l'Ukraine.

Un autre récit mensonger porte sur la promesse de l'OTAN de ne pas s'élargir. Ce récit est fondé sur des discussions tenues au début des années 1990 entre quelques leaders occidentaux et soviétiques dont le secrétaire d'État américain, James Baker, le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, et le secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev. Ces discussions s'inscrivent dans le contexte de la réunification allemande qui signifie *de facto* l'entrée de la RDA dans l'OTAN.

Des archives récemment déclassifiées prouvent effectivement que des discussions ont porté sur la question de l'élargissement de l'OTAN. Cependant ces discussions n'ont aucune portée pour plusieurs raisons.

D'une part, ces discussions ont lieu durant l'année 1990, moment où les pays d'Europe centrale, toujours membres du pacte de Varsovie, ne demandent même pas à rejoindre l'OTAN. D'autre part, il ne s'agit que de discussions car aucun traité n'a été signé entre ces leaders politiques. Enfin, des actes bilatéraux ou des discussions entre leaders politiques, ministre ou président, n'engagent pas l'OTAN, car ses décisions sont prises au consensus au Conseil de l'Atlantique nord où siège l'ensemble des États membres.

Le rôle limité de l'OTAN

Depuis le début du conflit, le rôle de l'OTAN se limite principalement à assurer la protection des États membres en renforçant sa posture de dissuasion sur le flanc Est. Cela signifie une augmentation du nombre de soldats affectés à la présence avancée renforcée (eFP) et à la présence avancée adaptée (tFP), le positionnement de deux nouveaux bataillons en Hongrie et en Slovaquie, mais aussi un déploiement plus important d'avions dans le cadre de la police du ciel et de navires de surveillance dans les mers Baltique et Méditerranée.

Ce rôle limité correspond à la nature même de l'OTAN qui est une alliance militaire territoriale défensive dont l'action s'inscrit dans le cadre de la Charte de l'ONU. Cela signifie que l'OTAN doit avertir le Conseil de sécurité avant d'entreprendre une action armée, mais elle n'a pas besoin de son aval pour défendre son territoire. En revanche, l'OTAN a besoin de l'accord du Conseil de sécurité pour intervenir dans un État tiers, comme l'Ukraine. Ces clauses expliquent que l'OTAN n'a pas donné suite aux demandes du président ukrainien Zelensky telles que la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne aux premiers jours de la guerre car il était nécessaire d'avoir un mandat du Conseil de sécurité. Or ce mandat ne peut être obtenu puisque la Russie en est un membre permanent et dispose d'un droit de veto.

L'échec de la politique de partenariat avec la Russie

Dès la chute du mur de Berlin, l'OTAN a construit une politique de partenariat envers les pays d'Europe centrale et orientale, dont la Russie. La logique de cette politique, dite *dual-track policy*, était d'élargir l'OTAN aux pays d'Europe centrale tout en ne construisant pas de nouveaux murs en Europe. Il fallait donc inclure la Russie, sans en faire un membre de l'OTAN mais de façon à reconnaître son statut de puissance politique et nucléaire. Le partenariat OTAN-Russie a été institutionnalisé en 1997 avec la signature de l'Acte fondateur OTAN-Russie.

Cet Acte vise à organiser des consultations pour toute question touchant à la sécurité, d'envisager des actions communes dans des domaines tels que le maintien de la paix, le désarmement ou la lutte contre les armes de destruction massive. L'objectif de l'Acte est de construire « une Europe stable, pacifique et sans division, une Europe entière et libre, au profit de tous ses peuples » ainsi que de renforcer « la sécurité et la stabilité dans la région euro-atlantique ». L'Acte mentionne aussi clairement le respect de la démocratie, du pluralisme politique, des libertés civiles et l'engagement à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les États. Cependant, l'élite politique russe était divisée dès la signature de cet Acte à la fin des années 1990 sur son bien-fondé ainsi que sur la légitimité de l'OTAN comme acteur de sécurité européen et non comme une réminiscence anachronique de la guerre froide.

Enfin, le partenariat OTAN-Russie est considéré comme un échec depuis de nombreuses années et pour certains États membres, cet Acte n'est plus valide. L'OTAN estime d'ailleurs que la Russie a violé l'Acte à trois reprises : en 2008 en Géorgie, en 2014 et 2022 en Ukraine. Toutefois, briser l'Acte ne peut entraîner aucune sanction car c'est une charte, comme le voulait l'OTAN, alors que les négociateurs russes souhaitaient lors de sa signature que ce soit un traité juridiquement contraignant. Cela est d'autant plus paradoxal que c'est la Russie qui a brisé l'Acte à plusieurs reprises.

Renforcement de la légitimité de l'OTAN par les demandes d'adhésion

Deux pays neutres, la Finlande et la Suède ont manifesté au printemps 2022 leur volonté de rejoindre l'organisation. Alors même que ces États sont partenaires de l'OTAN et membres de l'UE, qui dispose d'une clause de sécurité commune, l'article 42.7 du TFUE, la dégradation de l'environnement de sécurité européen consécutif à l'invasion de l'Ukraine les conduit à chercher à renforcer leur protection et leurs garanties de sécurité de l'OTAN. Ce choix s'explique par plusieurs raisons. L'OTAN est l'organisation qui maintient le lien transatlantique, elle offre une clause de sécurité commune, l'article 5, et un « parapluie » nucléaire. En effet trois pays membres, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni sont des puissances nucléaires alors qu'il n'y en a plus qu'une seule dans l'UE depuis le Brexit. De fait, l'OTAN apparaît comme une organisation pourvoyeuse de *hard security*. En retour, les armées suédoise et finlandaise sont largement interoperables avec celles des pays membres de l'Alliance puisque ces deux pays sont des partenaires de longue date de l'OTAN en participant à des exercices et des opérations.

*

Ainsi, la guerre en Ukraine révèle une situation paradoxale pour l'OTAN. La stratégie déclamatoire russe place l'OTAN au centre de ce conflit en en faisant l'une des causes principales. Pourtant, depuis le déclenchement du conflit en février 2022, l'OTAN a un rôle très limité qui vise à protéger l'intégrité territoriale des États membres. Cependant sa légitimité et sa pertinence comme acteur de l'arène de sécurité européenne sont renforcées, notamment par les demandes d'adhésion.

A contrario, l'Union européenne ne bénéficie pas de ce regain de légitimité et du statut d'acteur clé de la sécurité européenne alors même qu'elle est bien plus active dans de nombreux domaines. Ainsi, *via* la facilité européenne pour la paix, l'UE contribue grandement à la fourniture d'armes, de munitions

et de moyens logistiques à l'Ukraine pour un montant, depuis le début de la guerre, de 3,6 milliards d'euros. L'UE est aussi active par sa politique commerciale qui lui permet de mettre en place des sanctions contre des individus et des entités russes (personnalités du régime, personnes impliquées dans les crimes de guerre comme Boutcha, entreprises pétrolières, banques...). Enfin, l'UE est également mobilisée dans l'aide aux réfugiés. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, en février 2023 près de 8 millions d'Ukrainiens ont quitté leur pays et plus de la moitié d'entre eux bénéficient d'une protection temporaire accordée par l'UE.

De fait, depuis le début du conflit, le rôle de l'OTAN est survalorisé. Or le mouvement Euro-Maidan en 2013-2014 a émergé à la suite du refus de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch de signer un accord d'association avec l'UE au profit d'un traité avec la Russie. Après le Maidan, la Crimée a été annexée illégalement par la Russie et la guerre s'est déclenchée dans la région ukrainienne du Donbass. Ainsi, il est délicat en sciences sociales de définir le point de départ d'événements mais il est possible d'avancer que l'un des déclencheurs du conflit russo-ukrainien est cette perspective d'association à l'UE et non une tentative d'adhésion à l'OTAN.

LES IMPACTS DE LA GUERRE SUR LES PROJETS D'AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE L'UE

Vice-amiral d'escadre Henri Schricke

Même si ce n'est pas énoncé ainsi, il faut veiller impérativement à ne pas commencer à imaginer que la guerre d'Ukraine est l'alpha et l'oméga de l'autonomie stratégique européenne. C'est un peu comme si l'on avait dit en 2016, à l'occasion du Brexit : « Ça y est, enfin, on peut faire quelque chose en Europe ! » Non. Selon moi, c'est un épisode parmi d'autres, qui met un certain nombre d'éléments en évidence.

Mon propos repose sur trois idées :

Première idée, l'autonomie stratégique européenne est déjà un sujet ancien, y compris dans le domaine de la sécurité et de la défense, même si, en réalité, c'est un sujet finalement assez naturel dans tous les autres domaines de l'Union européenne, sauf dans le domaine de la sécurité et de la défense, qui a été tabou pendant très longtemps.

Deuxième idée, les progrès ont été considérables ces dernières années. Les axes de progrès avaient été bien identifiés, ils ont été confirmés à l'occasion de la guerre actuelle. Puis la dynamique a été surtout impulsée par la Commission européenne en place. Or je vous rappelle que les commissions ont un mandat relativement court et que l'on approche maintenant assez vite de la fin du mandat.

Enfin, troisième idée, l'Union européenne reste, une fois de plus, à la croisée des chemins. C'est-à-dire qu'elle a de nombreuses bonnes idées, mais je pense qu'elle est prise de court, d'une part, par une accélération du *tempo* et, d'autre part, cela a été évoqué, par une Alliance atlantique extrêmement présente dans le paysage et surtout dans l'esprit des États membres de l'Union européenne.

Le sujet est ancien. On remonte au moins à 1998, mais également à toutes les déclarations européennes depuis. Néanmoins, toutes ces déclarations, lorsqu'on les reprend, insistent essentiellement

sur les moyens à mettre en œuvre, c'est-à-dire sur la partie facile, y compris la tribune de Josep Borrell de 2020. On a aussi tendance à oublier, mais souvenez-vous du départ catastrophique d'Afghanistan pendant l'été 2021, et de la prise de conscience des Européens qu'il faut être capable de faire quelque chose. C'est un événement presque aussi important dans la prise de conscience de la Commission que ce qu'il s'est passé il y a un an. Enfin, il y a eu les travaux de la Boussole stratégique, etc.

Les fondamentaux n'ont donc pas changé dans le temps. À chaque fois, il s'agit d'une combinaison entre volonté politique, aptitude à décider et capacités d'action, et là seulement, on parle des moyens. Il faut deux prérequis : être capable de définir des ambitions, un périmètre de cette autonomie, puis savoir s'appropriier les outils. On l'a un peu évoqué, j'y reviendrai, le 42.7, l'article 44 du traité de l'Union européenne. L'Europe s'était essentiellement préoccupée des outils. Cela signifie que l'on restait dans ce que j'appellerai volontairement une zone de confort de travail. En effet, on pensait équipement, développement capacitaire, évolution des missions et des opérations, y compris les tentatives de définition d'une nouvelle chaîne de commandement. Cependant, on a soigneusement évité, quasiment jusqu'à présent, d'aborder la question du processus décisionnel. Vu de l'extérieur, il n'y a donc pas de crédibilité des Européens. Si vous n'êtes pas capables de décider rapidement à l'unanimité, il n'y a pas de crédibilité des Européens en matière de gestion de crise sécuritaire ou dans l'emploi de la force armée.

Malgré tout, même si les outils commencent à se mettre en place, l'appropriation de ces outils a été difficile, alors qu'il y avait pourtant de l'expérience, le succès de quelques opérations dont Atalante. Il existe des articles dans le traité de l'Union européenne qui permettent de faire des choses, mais on évite d'y toucher, alors même qu'un certain nombre de tabous étaient tombés, par exemple, à l'occasion du Livre blanc de Jean-Claude Juncker en mars 2017, qui vaut la peine d'être lu, sur les évolutions possibles de l'Union européenne. Ainsi, en quelque sorte, il y a une peur de l'appropriation des outils, ce qui est tout de même assez sidérant.

Je dis cela pour l'Union européenne, mais dans l'OTAN, finalement, c'est exactement pareil. Le « *NATO is brain dead* » de 2019, c'est bien sur le processus décisionnel et le fait que l'OTAN, depuis le tout début des années 2000, tournait autour d'un engagement en Afghanistan, d'une part, mais surtout d'une priorité donnée à la mise en œuvre du concept et de la doctrine d'approche globale. Les deux organisations étaient donc bien à égalité. On dit « deux organisations » mais ce sont 22 puis 21 membres communs dans les deux. Pourquoi donc faire des efforts ?

Ce qui s'est passé depuis le 24 février, c'est vraiment une approche qui a permis de remettre un peu d'ordre dans tous les travaux et de donner une impulsion politique de façon à les accélérer. En même temps, cela a mis en évidence les limites du travail dans le domaine capacitaire et peut-être la capacité à 27 de se lancer, ou non, dans une sorte d'économie de guerre : être à la fois capables de produire plus vite et d'être capables de durer. Voilà les deux questions de fond en ce qui concerne l'autonomie.

Cela a également soulevé la question du renseignement. Qu'est-ce que le renseignement, pour pouvoir décider, que ce soit à 27 ou à 30 ?

En allant un peu plus vite, on peut considérer qu'il y a deux mouvements actuellement : il y a un mouvement ou plutôt un constat de très court terme qui est que, en réalité, nous sommes complètement dépendants du reste du monde dans le domaine de la défense et de la sécurité, en particulier des Américains, et un mouvement de long terme initié par tous les travaux depuis 2016, surtout de la Commission actuelle, qui permet probablement d'envisager quelque chose à long terme. Il faut espérer que ces deux courbes se croisent.

J'avais évoqué le rôle de la Commission et de son programme ambitieux. Je rappelle que c'est une commission européenne géopolitique. Encore une fois, je pense à la fin du mandat. Les initiatives lancées vont-elles durer au-delà de 2024 ?

Cette autonomie stratégique arrivera certainement un jour, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas nécessairement une communauté de destin au sein du camp transatlantique. Nous devons donc impérativement continuer à œuvrer à cette autonomie

stratégique dans le domaine de la défense et de la sécurité, comme nous avons été capables de le faire dans les autres domaines. Néanmoins, cela suppose aussi qu'un certain nombre d'Européens clés réussissent à être parties au règlement des conflits en cours ou à venir et que nous réussissions collectivement à mettre fin à la marginalisation rampante des Européens, qui est en cours lorsque l'on parle de la résolution des conflits en Syrie, Libye, Haut-Karabakh, et même en Ukraine. Il n'y a aucun rôle pour les Européens, aucun intérêt à parler d'architecture de sécurité ou de nouvelle architecture de sécurité, si nous ne savons pas décider ensemble et si nous n'avons pas le libre usage de nos outils.

Si je devais parler un peu de l'OTAN pour finir, ce que l'année écoulée nous rappelle, si nécessaire, c'est que l'Alliance atlantique est omniprésente dans l'esprit de tous les acteurs de l'autonomie stratégique européenne, y compris dans la tête de la Commission. L'OTAN, c'est la zone de confort, c'est facile. C'est très bien, qu'il n'y ait pas de malentendu, mais cela reste tout de même une zone de confort. C'est la réponse facile à la problématique de la défense collective ou de l'engagement militaire, alors même que, cela a été rappelé, c'est une alliance défensive. Tout le reste est donc encore à faire. L'environnement OTAN pose des questions dans le domaine capacitaire : en effet, on a parlé de la facilité européenne de paix, de l'incitation à acheter aussi très vite et à renouveler les stocks chez les uns et les autres. Cependant, si cela doit se traduire par des achats de matériel que nous ne pourrions pas ensuite collectivement utiliser quand et où nous le voulons, alors, tous ces efforts de la Commission auront finalement réduit la marge de manœuvre et l'autonomie de l'Union européenne.

Enfin, dernier point, sur le plan politique ou même pour nous, intellectuellement, dans nos discussions, le piège pour nous, Européens, est de tenter de nous distinguer à tout prix de ce que fait l'Alliance atlantique, alors que, en réalité, ils se nourrissent mutuellement.

LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS FACE À LA GUERRE

Dr Marie Dumoulin

Directrice du programme Wider Europe de l'European Council on Foreign Relations (ECFR)

Avant de parler de ce que l'on a fait depuis le 24 février 2022, je vais revenir très rapidement sur la situation antérieure au 24 février 2022.

Cette région, la Russie et l'Europe orientale, était probablement, de tous les sujets de politique étrangère, celle qui concentrait les plus fortes divergences entre les États membres de l'Union européenne.

Des divergences sur la Russie, d'abord. On a souvent tendance à représenter ces divergences comme un clivage géographique entre l'est et l'ouest de l'Union européenne. En réalité, c'est beaucoup plus compliqué. Un pays comme le Royaume-Uni, lorsqu'il était encore membre de l'Union européenne, avait sans doute des positions plus proches de celles de la Pologne que de celles de la France. La Finlande est sur des positions plus proches de celles de la France que de celles de la Suède. La Bulgarie et la Roumanie ne sont pas sur la même ligne. C'est donc tout sauf un clivage géographique en réalité. C'était plutôt un clivage entre ceux qui considéraient la Russie comme une menace, dont il s'agissait de se prémunir, et ceux qui s'efforçaient, pour différentes raisons (économiques, politiques, sécuritaires, etc.), d'établir avec la Russie une relation de partenariat. Puis, entre ces deux grands groupes, on avait un groupe important de pays qui ne se faisaient pas forcément beaucoup entendre sur ces sujets, mais qui avaient chacun une relation spécifique avec la Russie, en raison de leur histoire, de leur géographie, de leurs relations économiques, etc. Tout cela les conduisait à privilégier une approche prudente vis-à-vis de la Russie ou, au contraire, un dialogue plus ou moins poussé.

Deuxième sujet de divergences, des divergences sans doute moins visibles, mais très prégnantes, sur le voisinage oriental et sur la nature de l'instrument politique qu'avait mis en place l'Union européenne pour cette région : le Partenariat oriental. Pour certains pays européens, notamment pour les initiateurs du Partenariat oriental, la Pologne et la Suède, cet instrument avait vocation explicitement à sortir les partenaires orientaux de la sphère d'influence russe et, à terme, à les préparer à rejoindre l'Union européenne. À l'inverse, il y avait un certain nombre de pays européens, notamment la France, qui insistaient d'une part sur le caractère non confrontationnel de cette politique – c'était donc tout sauf quelque chose qui devait être tourné contre la Russie – et d'autre part sur le cloisonnement hermétique entre le Partenariat oriental et la politique d'élargissement : le Partenariat oriental n'avait pas vocation à préparer ces pays à rejoindre l'Union européenne.

Il y avait également des divergences importantes sur la question d'une éventuelle assistance en matière de sécurité aux pays du voisinage européen.

Au-delà de ces divergences, il faut rappeler que, depuis 2014, il y avait un consensus sur certains principes entre Européens même si l'interprétation de ces principes faisait l'objet de débats récurrents. Toutefois, il y avait cinq principes fondateurs des relations de l'Union européenne avec la Russie, qui n'avaient jamais été remis en question depuis 2014. Ces principes comprenaient notamment la politique des sanctions établies en 2014. Les sanctions sont établies à l'unanimité et elles peuvent donc être remises en cause par un seul État membre. Or elles ne l'ont jamais été. Deuxième principe qui faisait l'objet d'un soutien explicite, même si, en coulisse, il y avait sans doute plus de critiques, c'était le soutien aux efforts de la France et de l'Allemagne dans le cadre du format Normandie pour essayer d'amener à une solution du conflit dans le Donbass.

Il ne faut pas sous-estimer les défiances engendrées par plusieurs années, voire un peu plus, de débats particulièrement compliqués sur cette région et en particulier sur la relation avec la Russie.

Depuis le 24 février, ce que l'on a vu, c'est pratiquement tout l'inverse, c'est-à-dire une unité résolument affichée des Européens, à la fois sur le soutien à l'Ukraine et sur la relation avec la Russie.

Sur la politique de soutien à l'Ukraine, cela se traduit d'abord par des déclarations dès le 24 février, déclarations des Européens pour condamner « avec la plus grande fermeté l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine ». Puis, dès le 25 février, l'Union européenne adopte un premier paquet de sanctions. Lorsqu'on sait le temps que prennent ces décisions habituellement, 24 heures pour adopter un paquet de sanctions déjà très ambitieux, c'est, à ma connaissance, un record absolu. Puis, entre février et décembre, 9 paquets de sanctions ont été adoptés. La discussion est en cours pour une adoption du 10^e paquet autour de la date anniversaire de l'offensive du 24 février. Ces paquets successifs concernent plusieurs centaines de personnes et d'entités et de très vastes secteurs des relations économiques avec la Russie. On en a beaucoup parlé depuis ce matin, je n'y reviens donc pas, sinon pour dire que, dès le premier paquet de sanctions, l'Union européenne va au-delà de ce qui était imaginable avant le 24 février.

Troisième signe de cette unité européenne, c'est l'assistance militaire à l'Ukraine. Cela a aussi été évoqué plusieurs fois. Dès le 27 février, l'Union européenne décide de mobiliser la facilité européenne de paix pour permettre l'achat d'équipements militaires à l'Ukraine. C'est une nouveauté à plusieurs égards. D'abord, cela a été dit, parce que la facilité européenne de paix n'était pas faite pour cela. Elle était faite pour fournir des équipements non létaux aux armées de pays tiers, jusque-là plutôt des pays africains, mais jamais l'Ukraine. Or, à partir de février 2022, l'Union européenne mobilise des enveloppes de montants jamais atteints auparavant pour équiper un pays tiers avec des armements. Cet instrument a été mobilisé sans discontinuer depuis février 2022. Je ne reviens pas sur les montants, sinon pour dire que l'on est au-delà de 50 milliards d'euros d'assistance de l'Union européenne à l'Ukraine depuis le 24 février dernier, lorsque l'on cumule l'assistance militaire, financière et

humanitaire. On est donc sur des montants qui sont, là aussi, à ma connaissance, sans précédent.

L'assistance militaire se traduit aussi par la mise en place d'une mission d'assistance militaire à l'Ukraine qui a été décidée en octobre 2022 et qui devrait former jusqu'à 30 000 personnels militaires ukrainiens. Là aussi, lorsque l'on sait que, avant le 24 février, on n'était pas capable de se mettre d'accord sur le principe d'avoir éventuellement un jour une politique d'assistance en matière de sécurité pour des pays comme l'Ukraine, le chemin parcouru est extrêmement important.

Deuxième sujet d'unité : la relation avec la Russie. C'est un sujet sur lequel l'ECFR a conduit une étude que je vous invite à lire, car elle est évidemment excellente, auprès des 27 gouvernements des États membres de l'Union européenne. Ce qui ressort de cette étude, c'est un consensus absolument inédit, à la fois sur la vision de la Russie, qui est considérée comme le pays agresseur et un pays vis-à-vis duquel l'UE doit sortir de ses relations de dépendance, notamment énergétique, et sur la manière de traiter la Russie, avec un soutien à la politique de sanctions et à la nécessité de suspendre un certain nombre de coopérations antérieures avec ce pays.

Autre élément important qui ressort de cette étude, et cela répond à une question qui avait été posée dans le panel précédent : cette unité se fait sans *leadership* identifié. C'est-à-dire que lorsque l'on interroge les gouvernements pour savoir quel est le pays *leader* des efforts européens pour répondre à la Russie, certains pays peuvent citer l'Allemagne, mais ce n'est pas une majorité ; certains pays, moins nombreux malheureusement, citent la France, mais ce n'est pas, là encore, une majorité. En réalité, la majorité des pays répondent qu'il n'y a pas de *leader* identifié dans cet effort. C'est un consensus qui se fait sans *leadership* identifié.

Cependant, il y a une exception dans ce tableau sur le consensus vis-à-vis de la Russie, c'est évidemment la Hongrie. Sur tous les sujets que j'ai évoqués, elle se démarque des autres pays européens. D'ailleurs, sur les derniers paquets de sanctions adoptés par l'Union européenne, elle a réussi à négocier un certain

nombre d'exemptions qui risquent, j'y reviendrai, de poser un certain nombre de problèmes à l'avenir.

Troisième sujet d'unité, c'est la vision du rôle de l'Union européenne dans son voisinage, au-delà de l'Ukraine. On se souvient que, en juin 2022, l'Union européenne a décidé de reconnaître le statut de candidat à l'Ukraine, mais aussi à la Moldavie, et de reconnaître une perspective européenne pour la Géorgie. On sort donc complètement de ce que j'évoquais tout à l'heure sur le cloisonnement entre les politiques du Partenariat oriental et de l'élargissement, pour reconnaître que l'élargissement est l'un des instruments d'une influence géopolitique de l'Union européenne dans son voisinage. Cela pose un certain nombre de questions, sur lesquelles je ne peux revenir, faute de temps, mais qui pourront éventuellement être abordées dans la discussion.

Une autre traduction de cette vision plus géopolitique du voisinage réside dans le soutien spécifique à la Moldavie, qui est maintenant très clairement identifiée comme un pays fragile, le pays qui, avec l'Ukraine, est le plus affecté par cette guerre et, d'une certaine manière, le maillon critique de cette crise, car la Russie a un certain nombre de moyens pour déstabiliser la Moldavie. Il en a beaucoup été question dans l'actualité ces derniers jours. Si la Moldavie tombait, cela changerait beaucoup de choses à la fois pour l'Ukraine et pour l'Union européenne.

Dernier exemple de cette vision plus géopolitique, c'est l'engagement de l'Union européenne dans les crises du sud du Caucase. Je pense en particulier à la mission qui a été établie, il y a quelques semaines, à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi aux efforts de médiation de Charles Michel dans le conflit entre ces deux pays.

Je pense que l'on a clairement une prise de conscience par l'Union européenne de l'importance de la stabilité de son voisinage oriental et du rôle qu'elle peut jouer pour contribuer à cette stabilité.

Je termine sur certains angles morts, des non-dits, puis des risques pour l'unité européenne.

D'abord, un angle mort paraît crucial, c'est la Biélorussie. S'il n'y avait pas eu, en 2020, une élection frauduleuse dans ce pays,

s'il n'y avait pas eu des manifestations réprimées dans le sang avec le soutien de Moscou et s'il n'y avait pas eu, depuis 2020, une perte progressive par la Biélorussie de pans de plus en plus importants de sa souveraineté, la Russie n'aurait pas pu, le 24 février, lancer son offensive depuis le territoire de la Biélorussie en ciblant Kiev. Il faut donc avoir une réflexion spécifique sur ce pays, qui ne se limite pas à le considérer comme partie d'un espace de sécurité de la Russie, car ce serait un élément clé pour la stabilité de l'Union européenne à l'avenir. Que la Biélorussie soit ou non intégrée à l'espace de sécurité russe ou qu'elle puisse revenir à une forme de neutralité, qui était inscrite dans sa constitution jusqu'en janvier 2022 : de ces questions dépendront très largement non seulement la sécurité de l'Ukraine, mais aussi la sécurité de la Pologne, de la Lituanie et donc de l'Union européenne.

Il y a ensuite des non-dits : la relation avec la Turquie en est un, on en a un peu parlé. C'est un allié, mais c'est aussi un pays qui a une relation de plus en plus ambiguë avec la Russie, même si elle met à profit cette relation pour jouer un rôle de médiateur sur un certain nombre de sujets importants (l'accord sur les céréales, les échanges de prisonniers). Comment traite-t-on cet allié un peu compliqué ? Je ne suis pas sûre que l'on ait une vraie discussion sur ce sujet.

Deuxième non-dit : l'avenir de la relation avec la Russie. C'était une discussion difficile avant le 24 février. C'est une discussion qui sera d'autant plus difficile pour l'avenir que l'on n'a, en réalité, aucune visibilité sur ce que sera la Russie de l'après-guerre. Cela dépendra évidemment de l'issue de la guerre, mais cela dépendra aussi de la durée de cette guerre et de l'impact qu'elle aura sur l'économie, la société et le système politique russe. Fondamentalement, je pense que l'on a, au sein de l'Union européenne, plusieurs groupes de pays : certains considèrent qu'il n'y aura pas de règlement du conflit sans changement de régime en Russie ; certains vont encore plus loin et disent que tant que la Russie restera l'État multi-ethnique qu'elle est aujourd'hui, elle restera fondamentalement impérialiste. Par conséquent, sans effondrement de la Russie dans ses frontières actuelles, ses

voisins ne seront jamais en sécurité. Puis, d'un autre côté, ceux qui imaginent possible un retour aux types de relations antérieures à cette guerre : la Hongrie, mais peut-être aussi l'Autriche et un certain nombre d'autres pays. Enfin, un groupe de pays considère que, quelle que soit la Russie de l'après-guerre, il faudra trouver des moyens de cohabiter avec ce pays et avec une Russie qui pourrait être fragilisée mais pourrait aussi être plus agressive.

Or il faut donc réfléchir dès à présent, sans aucune visibilité sur l'après, à la manière de gérer cette relation. En effet, c'est de la vision que l'on a de l'avenir de cette relation que dépend la politique que l'on doit avoir aujourd'hui vis-à-vis de la Russie.

Il y a aussi une difficulté à penser l'Ukraine d'après-guerre pour les mêmes raisons, car cela dépendra de la durée et de l'issue de cette guerre, de l'impact démographique, économique, social, de la question de la reconstruction, de la question du retour éventuel des réfugiés. Et, donc, de la question des garanties de sécurité que l'on est ou non prêt à accorder à ce pays, puisque c'est de cette question que dépendra l'entrée éventuelle de l'Ukraine dans une négociation, l'arrivée d'investisseurs pour reconstruire ce pays, le retour de réfugiés, etc.

Je n'entre pas dans les détails sur un dernier sujet, dont on a beaucoup parlé depuis ce matin, mais qui est fondamental : l'avenir de la sécurité européenne. Il y a de vraies différences de vision entre Européens sur ce sujet. Lorsque l'on engagera cette discussion, elle risque d'être extrêmement compliquée.

Je finis par les risques pour l'unité européenne.

Premier risque, l'impact asymétrique de cette guerre, dont je donnerais trois exemples :

- En ce qui concerne les réfugiés, on l'a dit, la Pologne en accueille plusieurs millions. Ce n'est évidemment pas la même chose que d'accueillir environ 100 000 réfugiés, comme le fait la France.

- En matière d'inflation : on est à 7 % en France et on la sent déjà. Les pays Baltiques sont autour 20 %, je pense que l'impact est encore plus sensible.

- Enfin l'impact sur les approvisionnements énergétiques et, donc, sur la compétitivité des économies n'est pas le même d'un pays européen à l'autre.

Tout cela fait que les différents pays européens, petit à petit, vont penser qu'ils consentent à des sacrifices auxquels les autres ne consentent pas forcément. Par conséquent, les discussions, notamment sur les futurs paquets de sanctions, mais pas seulement, vont être de plus en plus difficiles.

Deuxième facteur de division, les différences de perception sur les risques d'escalade, mais aussi sur la capacité des Européens à faire face à ces risques d'escalade. C'est quelque chose que l'on a très bien vu dans le débat sur la livraison de chars lourds à l'Ukraine, avec une Allemagne qui, pour des raisons historiques très compréhensibles, a une vision des risques d'escalade sans doute différente de celle d'autres pays européens. Les attentes vis-à-vis du lien transatlantique sur ce sujet sont donc aussi un peu différentes. Plus généralement, il y a une différence de perceptions sur les enjeux de ce conflit, avec des pays qui le perçoivent littéralement comme existentiel, d'autres qui considèrent que ce conflit met en cause des principes fondamentaux de l'ordre international et, donc, qu'il y a un certain nombre de choses que l'on ne peut pas laisser passer. Puis, certains pays, au fond, ne se sentent pas forcément aussi concernés et pensent que, une fois que ce sera fini, on pourra revenir à ce que l'on connaissait auparavant.

Je termine, peut-être, par là où mon voisin avait commencé, en citant à la fois Bismarck et Dostoïevski : si la force prime le droit, alors tout est permis. Dans ce qui est en jeu aujourd'hui et dans l'unité européenne que l'on se doit de défendre, il faut être conscient que le calcul de Vladimir Poutine est aussi que cette unité européenne ne durera pas et que l'on finira par lâcher les Ukrainiens, car on ne réussira plus à se mettre d'accord sur notre soutien. Or, ce qui est en jeu, ce ne sont pas uniquement nos valeurs, ce sont aussi des intérêts de sécurité, car si la force prime le droit, l'ordre de sécurité européen est mal parti.

LA MAÎTISE DES ARMEMENTS A-T-ELLE ENCORE UN AVENIR ?

Félix Buttin

Chargé de mission au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS)

Si la maîtrise des armements a un avenir, comme nous l'espérons, il sera très différent de ce qu'il était auparavant.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue la dernière étape en date, mais représente presque l'ultime étape possible d'un processus débuté il y a une vingtaine d'années d'effritement de l'architecture de sécurité, d'érosion de la stabilité stratégique et de détricotage d'un certain nombre de régimes et d'instruments de maîtrise des armements en Europe. L'« ordre ancien » a en effet cessé d'exister en raison du mouvement délibéré de la Russie, amorcé dès le discours tenu par Vladimir Poutine à Munich en 2007, pour regagner des marges de manœuvre et accroître, à nos dépens, l'opacité sur ses capacités et ses intentions.

Ce mouvement s'est manifesté dans les différents pans de la maîtrise des armements :

- Sur le plan conventionnel, dès 2007, quelques mois après le discours de Munich, la Russie a suspendu sa participation au Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Elle a ensuite multiplié les détournements du Document de Vienne, qui a trait notamment aux notifications préalables d'un certain nombre d'exercices. Les retraits successifs des Américains et des Russes du traité Ciel ouvert en 2021 sont également à relever.

- Sur le plan nucléaire, la Russie a violé en 2014, lors de sa guerre en Crimée et dans le Donbass, le Memorandum de Budapest. Elle a ensuite développé un système de missiles prohibé au titre du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) conduisant à la fin de celui-ci en 2019. Dans la guerre en cours contre l'Ukraine, la Russie utilise en outre une rhétorique sans précédent et contribue à l'« ambiance »

nucléaire de ce conflit en violation des engagements pris par la Russie quelques semaines avant le début du conflit dans une déclaration des États dotés de l'arme nucléaire¹.

- En dehors du théâtre ukrainien, rappelons que la Russie a violé ses obligations au titre de la convention d'interdiction sur les armes chimiques, dans le cadre de l'affaire Skripal et en Syrie.

Après la Géorgie, la Crimée et le Donbass, la guerre d'agression en cours remet en cause les fondements de l'ordre international et européen auxquels la Russie avait librement souscrit : la Charte des Nations unies de San Francisco de 1945, les accords d'Helsinki de 1975 et la Charte de Paris pour une Nouvelle Europe de 1990. Ces deux derniers accords constituaient d'ailleurs les piliers de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dont on comprend, dès lors, la situation difficile.

Le constat est extrêmement sombre : aujourd'hui, à l'exception du traité New START entre les États-Unis et la Russie, il n'existe plus d'autre rapport avec la Russie qu'un rapport de force brut, voire brutal. Et même concernant le traité New START, les États-Unis en ont récemment constaté le défaut de mise en œuvre par la Russie².

Ce rapport de force brut avec la Russie se voit sur le champ de bataille entre l'Ukraine et la Russie. Il se voit par ailleurs dans la relation entre l'OTAN et la Russie qui est désormais essentiellement une relation de dissuasion, à laquelle concourent la contribution française à la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance atlantique et les efforts consentis dans le cadre de la Loi de programmation militaire.

La situation ainsi créée ne nous prémunit pas contre les risques d'escalade, involontaire ou non, et ne correspond en rien

1. Déclaration conjointe des chefs d'État et de Gouvernement de la République populaire de Chine, des États-Unis d'Amérique, de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Fédération de Russie pour prévenir la guerre nucléaire et éviter les courses aux armements, 3 janvier 2022.

2. Le président russe a depuis annoncé, le 21 février 2023, la suspension par la Russie de la mise en œuvre du traité New START.

à l'équilibre des forces au plus bas niveau possible auquel visent la stabilité stratégique et la maîtrise des armements.

Il convient cependant d'être lucides et sans trop de regrets sur les instruments de la guerre froide et de l'après-guerre froide, qui ont montré leurs limites au cours des dernières décennies. Leurs périmètres étaient circonscrits et ont conduit systématiquement à des contournements. Ils étaient par ailleurs contingents d'une volonté politique de les conclure. Or la dynamique existant après la crise de Cuba, après l'arrivée aux affaires de Mikhaïl Gorbatchev, après la chute du mur de Berlin n'existe pas aujourd'hui. Enfin, ces mécanismes visaient pour l'essentiel à éviter une escalade involontaire ; et la guerre d'agression contre l'Ukraine procédait bien d'une escalade délibérée de la part de la Russie.

Envisager les perspectives pour la maîtrise des armements aujourd'hui et demain impose de prendre en compte les changements fondamentaux du contexte dans lequel celui-ci s'inscrit.

D'abord s'agissant des acteurs autres que la Russie :

- Au cours des dernières décennies, les États-Unis – dont le rôle est fondamental dans l'équation – ont évolué. Une forme de défiance américaine à l'égard des mécanismes s'est exprimée de manière forte, lors de la dénonciation par les États-Unis du traité antimissiles balistiques (ABM) en 2002 ou quand l'administration Trump s'est abstenue de renouveler le traité New START. Cette difficulté du côté américain est pérenne et intégrée dans le calcul des autres acteurs.

- L'ascension de la Chine modifie par ailleurs le paysage – essentiellement bipolaire lors de la guerre froide – sans qu'il soit encore possible d'en faire abstraction. Les relations de dissuasion sont désormais multiples et ne se limitent plus à la seule relation entre Américains et Occidentaux d'une part, et Russes d'autre part. Il existe d'ailleurs peut-être une forme de blessure narcissique pour les Européens d'imaginer qu'ils ne sont plus ainsi au centre de l'attention.

Ensuite, les changements technologiques amènent à élargir les champs de confrontation possibles. La dissémination de

systèmes d'armes – tels les drones, au coût faible, ou de défense aérienne – changent l'équation au regard de leurs effets stratégiques. Les systèmes de demain, tels l'hypersonique, le cyber, l'intelligence artificielle ou des frappes de précision dans la profondeur changent la manière d'appréhender la maîtrise des armements.

Il ne sera ainsi plus possible de réfléchir comme auparavant en suivant une logique paritaire et quantitative sans prendre en compte la dimension qualitative, *a fortiori* face à des systèmes de nature duale (conventionnel/militaire) ou à double usage (civil/militaire), rendant la vérification ardue.

En guise de conclusion, il convient d'interroger les termes mêmes du débat et de se départir d'une vision d'une architecture de sécurité européenne imaginée tel un beau temple grec. De manière réaliste, et pour filer la métaphore, sur ce qui représente presque un champ de ruines en matière de maîtrise des armements, il s'agira péniblement de construire des édifices assez modestes et un peu branlants. Certains sujets se prêtent dès à présent à une réflexion et à la discussion, comme c'est le cas de l'avenir du traité New START. D'autres dépendront en revanche de l'issue de la guerre en cours ; et c'est aussi à ce titre notre intérêt bien compris à voir l'Ukraine prévaloir.

Cette discussion présentera d'importants enjeux pour nous, Français, dans le cadre d'un réarmement intellectuel qui doit accompagner le réarmement militaire. Il conviendra en effet de disposer, d'une part, des capacités et des connaissances pour avoir les cartes en main et peser et, d'autre part, de prendre notre part à l'élaboration de certaines décisions afin que celles-ci ne soient pas prises au-dessus de la tête des Européens.

ALLOCUTION DE CLÔTURE

Général d'armée Thierry Burkhard

Chef d'état-major des Armées

Clore un colloque n'est jamais simple et aujourd'hui à double titre. Tout d'abord, je ne suis pas sûr de pouvoir apporter des éléments très pertinents aux propos d'experts ayant travaillé en profondeur sur le sujet et débattu toute la journée. Deuxièmement, cela tient au sujet lui-même. Il faut éviter de tirer des conclusions trop définitives d'une guerre toujours en cours. C'est donc avec une certaine humilité que je vais m'exprimer devant vous.

Là où je ne risque pas de me tromper, c'est en remerciant ceux qui ont organisé ce colloque, ceux qui sont intervenus ainsi que les modérateurs. Ce colloque est le premier événement porté par le projet ACADEM, qui vise à fédérer toute la matière grise que l'on trouve à l'École militaire. Cela donne un nouveau format pour penser la guerre. D'ailleurs, je suis heureux de voir une participation aussi importante, avec une grande diversité des profils. Le sujet de la guerre doit intéresser bien au-delà du monde militaire.

En débutant mon intervention, je voudrais souligner l'importance du retour d'expérience et des enseignements que l'on en tire.

Très concrètement, dès le 25 février 2022, j'ai demandé aux armées de commencer à engranger des éléments qui nous permettraient de tirer des enseignements. Je ne savais pas comment cela allait tourner, mais pour tirer des enseignements, il vaut mieux rassembler les pièces du puzzle au fur et à mesure pour essayer de voir ce qui se trouve derrière. Ceci d'autant plus que militairement, l'on n'est pas engagé directement et que l'on a même en face de nous des spécialistes pour maintenir le brouillard de la guerre.

Une première réserve apparaît déjà : il faut faire attention aux conclusions que l'on peut tirer, car on n'est pas directement impliqué. Ensuite, deuxième écueil, il faut faire attention à ne pas focaliser la réflexion uniquement sur cette guerre comme si

cela devenait la référence, et d'en tirer des enseignements définitifs. Il faut se préparer à la guerre qui pourrait arriver demain ou après-demain, pas à la guerre en Ukraine telle que nous la percevons.

Pour autant, étudier cette guerre est essentiel. En effet, demain, nos adversaires ou nos ennemis auront peut-être participé à ce conflit, ils auront donc acquis de l'expérience et tiré des enseignements. Du reste, s'ils ne l'ont pas faite, ils l'auront forcément étudiée.

Ensuite, il est très important, alors que l'on progresse dans l'utilisation de la simulation, de l'exploration des possibilités de l'intelligence artificielle, de nourrir nos modèles de guerre de haute intensité avec des données à jour. Cela pourrait permettre à terme d'en faire de vrais outils d'aide à la décision. Certes, il y aura toujours une part d'incertitude dans la guerre, mais plus nos données seront précises, plus elles auront été confrontées à la réalité plus on aura de chance que ce soit performant. Il faut donc percer le brouillard de la guerre. La meilleure manière de faire est de multiplier les angles d'approche. Un colloque comme celui d'aujourd'hui y contribue.

Aussi, modestement, je vous propose d'essayer d'identifier, à mon niveau, les grands marqueurs de cette guerre et ensuite d'explicitier la manière dont notre système de combat s'adapte.

Quels sont les grands marqueurs d'une guerre entre États puissances ?

Ma génération de soldats est arrivée dans les armées à la fin de la guerre froide. On a été « les soldats de la paix » notamment dans les Balkans. Ce n'étaient pas des opérations faciles, il y a eu des morts. Pour autant, en face de nous, je ne pense pas que l'on pouvait dire que l'on avait vraiment un ennemi. On avait plutôt un adversaire, qui cherchait probablement plus à nous empêcher de remplir notre mission qu'à nous tuer. Cela ne signifie pas que des personnes ne mourraient pas. Cependant, l'objectif n'était pas véritablement de nous tuer.

Il y a eu un réveil assez brutal avec la guerre en Afghanistan, où l'on a retrouvé face à nous des personnes dont l'objectif était

tout simplement de nous tuer. On avait de nouveau un véritable ennemi face à nous. Pour la France, c'est Uzbin qui est le point tournant et a profondément marqué et transformé les trois armées et également les soutiens, comme le service de Santé, qui a retrouvé la nécessité de sauver des personnes au combat, sous le feu. En fait, après Uzbin, on a repris le chemin de la guerre.

Pour autant, on s'aperçoit *a posteriori*, avec le type de guerre qui s'est déclenché en Ukraine, que l'on vivait dans une sorte de confort opérationnel. Là encore, nos engagements en Afghanistan, au Mali, en Irak pour d'autres armées, ont été des guerres extrêmement dures, avec des pertes importantes. Pour autant, nous opérons dans une forme de confort opérationnel, car notre supériorité n'était contestée qu'au sol. Elle n'était pas contestée sur nos voies d'approvisionnement maritimes, elle n'était pas contestée dans l'espace aérien. Si l'on avait besoin d'un appui feu aérien, si l'on avait besoin d'évacuer un blessé en hélicoptère, on pouvait le faire. Éventuellement, la météo pouvait nous compliquer les choses, mais ce n'est pas l'ennemi qui nous contestait la troisième dimension.

L'Ukraine nous rappelle que dans une guerre de haute intensité, dans un engagement majeur, tous les milieux sont contestés. On se retrouve donc avec un ennemi d'une dimension supérieure, beaucoup plus complexe à appréhender et beaucoup plus rude à combattre.

Que faut-il en retenir ? En premier lieu, de manière générale il est frappant de constater qu'il n'y a pas de bornes spatiales. Le combat est partout. C'est un des grands marqueurs d'une guerre entre États puissances. Cela est visible d'abord, au niveau tactique, où il y a une forme de transparence du champ de bataille. Les nouvelles technologies le permettent : multiplication des drones, capacité à fusionner les informations. L'exploitation des données en source ouverte est également très puissante. Ainsi, sur le champ de bataille, tout ce qui est vu est détruit et l'on voit beaucoup de choses. Cela explique en particulier la très forte létalité qui s'est encore accentuée par rapport à une guerre il y a 20, 30 ou 40 ans.

Bien évidemment, il y a encore le brouillard de la guerre qui continue de perturber les décisions. La désinformation y concourt. Cependant, globalement, il faut vraiment compter sur une transparence du champ de bataille. Cela signifie que l'on doit avoir des moyens d'observer le champ de bataille, mais on doit avoir des moyens d'appliquer des feux et de détruire nos adversaires. Notre adversaire peut faire la même chose. Il faut donc développer des tactiques pour être en mesure de voiler cette transparence et ne pas se faire détruire.

Le deuxième marqueur est que la zone de conflit peine à être limitée. Tout d'abord, il y a une extension de la conflictualité à tous les milieux (terre, air, mer, espace, cyber) et tous les champs (informationnel, électromagnétique). On observe également des répercussions mondialisées en raison des interdépendances économiques et financières. On perçoit aussi des débordements dans d'autres domaines de l'activité humaine : dans le domaine social par exemple où le clivage à propos du soutien à l'Ukraine est assez net, dans le sport où certains réclament l'exclusion de la Russie des Jeux olympiques, dans le domaine de la culture où des pièces ne peuvent plus être jouées dans certains pays... La difficulté à contenir l'affrontement de haute intensité s'illustre aussi dans les risques de déclenchements de conflits périphériques : en Libye, en Syrie ou dans les pays où les minorités russes peuvent être activées, comme dans les Balkans, comme en Géorgie ou comme, plus récemment encore, en Moldavie.

Enfin, dernier marqueur sur le plan de l'espace géographique, la vraie valeur de la force ne se lit pas qu'au contact. Si l'on évalue seulement les forces au contact, on manque probablement les paramètres principaux. C'est assez net dans ce conflit. D'un côté la Russie dispose d'une profondeur stratégique très forte. C'est son atout majeur depuis longtemps. Cette profondeur stratégique à l'abri des coups ukrainiens est renforcée par une stabilité politique forte. La Russie a de plus une industrie de défense qui est organisée en économie de guerre, avec des stocks très importants, même si ces stocks peuvent être anciens. Enfin, sa population soutient une guerre qui a été présentée et admise comme

existentielle, fruit d'un conditionnement fort, préparé depuis longtemps.

De l'autre côté, on a un territoire ukrainien avec une faible profondeur stratégique, qui est exposé aux frappes russes et qui subit la désorganisation. Même s'ils se battent pour se réorganiser en permanence, avec des capacités de défense sol-air qui gagnent en efficacité, objectivement, la profondeur stratégique ukrainienne est faible et est soumise à la pression russe. Elle est compensée par des aides occidentales, néanmoins, ce n'est pas la même chose que de disposer de sa propre profondeur stratégique. Si le plan russe est bien fait, ils sont capables de voir à six mois ou à un an quelles seront leurs productions de munitions, leurs capacités de mobilisation, les forces qui auront été entraînées. L'Ukraine est probablement bien en peine de pouvoir faire cela aujourd'hui car elle est dépendante en grande partie des pays occidentaux.

Le deuxième enseignement montre qu'il n'y a pas de règles temporelles dans la guerre : le temps n'y est pas linéaire. Il y a une forme de tyrannie du temps. C'était moins vrai dans nos engagements contre le terrorisme militarisé. On disait souvent que les groupes armés terroristes avaient le temps pour eux. En réalité, le temps était quelque chose qui ne s'imposait qu'indirectement à nous, plutôt dans la soutenabilité de l'action. C'est différent dans une guerre de haute intensité où le temps impose sa tyrannie à tous.

On a du côté ukrainien la volonté d'utiliser la vitesse. Ils en jouent assez bien dans les opérations. Ils ont une boucle de décision qui est à tous les niveaux, tactiques et opératifs, inférieure à la boucle de décision russe. Prendre l'ennemi de vitesse s'impose aussi dans le domaine informationnel. Ainsi, les Ukrainiens sont assez agiles pour passer d'une demande de soutien à l'autre ou pour exprimer leurs besoins très rapidement. On avait tout juste terminé avec les chars qu'ils étaient déjà en train de demander des avions. Ils adaptent le *tempo* à l'analyse lucide qu'ils font de leur profondeur stratégique.

De l'autre côté, on a une stratégie russe de long terme, qui s'accommode assez bien des échecs. En effet, dans l'échelle de temps sur laquelle ils réfléchissent, ce ne sont quasiment que des incidents de parcours. C'est ainsi que la population le prend en compte et tel qu'on lui présente.

Dans le domaine du temps, rien n'est acquis durablement. On s'aperçoit que, sur le champ de bataille, les choses vont extrêmement vite, avec des adaptations très rapides de la part des belligérants pour contourner les blocages tactiques ou les rapports de force trop déséquilibrés localement. Pourtant soumis à une pression forte, les Ukrainiens mènent la danse dans le domaine de l'adaptation réactive en utilisant la technologie, comme avec les drones.

Il y a aussi un vrai sujet en matière de temporalité. On ne peut se prévaloir d'acquérir une supériorité définitive dans un domaine. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la supériorité aérienne, où finalement aucun des deux belligérants n'a réussi aujourd'hui à acquérir une suprématie aérienne. C'est vrai aussi dans le combat terrestre, dans le combat naval et dans le domaine informationnel, où chacun n'a au mieux qu'une part de supériorité, plutôt au niveau du théâtre occidental pour les Ukrainiens, plutôt au niveau du reste du monde pour les Russes.

Enfin, je constate qu'un seul modérateur semble efficace encore à ce jour : la dissuasion nucléaire. L'ambiguïté sur lequel repose le principe de la dissuasion crée une incertitude. Cela est extrêmement anxiogène, en particulier pour nos sociétés où l'on cherche à tout maîtriser, à tout comprendre et à tout savoir. C'est peut-être un peu moins vrai du côté russe. De plus, un discours extrêmement agressif de la part des médias russes, en tout cas de certaines personnalités russes, intensifie ce sentiment d'incertitude. Je n'oublie pas toutes les personnes qui s'expriment aussi sur les différentes chaînes d'information continue, où l'arme nucléaire apparaît aujourd'hui comme une arme de plus, qui ne pose pas de problème particulier. C'est toujours assez surprenant. Pour autant, force est de constater que dans les propos officiels, aussi bien du côté russe que du côté des puissances dotées,

les discours sont restés extrêmement maîtrisés et permettent de gérer l'escalade.

Il ne faut jamais oublier que pour la France, mais aussi pour l'OTAN et pour les pays dotés, la dissuasion est extrêmement structurante pour la conduite stratégique. Parfois, c'est quelque chose qui n'apparaît pas, car c'est en dessous du niveau sur lequel cela joue. Cependant, dès que cela commence un peu à le tangenter, la dissuasion nucléaire reprend ses droits.

On ne fait pas du Retex pour l'enfermer dans notre coffre. Nous devons être capables d'en tirer des orientations pour la manière dont on doit organiser notre système de combat. La guerre de haute intensité est quelque chose qui avait été envisagé car c'est une partie de notre mission que d'essayer d'imaginer ce qui peut arriver. Un certain nombre d'orientations avaient été prises et elles sont confortées. On s'aperçoit toutefois que ce n'était pas forcément suffisant partout. Je constate aussi dans ce domaine qu'il y a une vraie accélération. Il ne faudrait pas qu'après avoir vu arriver certaines choses, on se fasse finalement déborder par le temps qui défile très vite.

Le premier enseignement, selon moi, est d'adapter notre système de commandement. La manière dont les combats se déroulent, la manière dont on doit pouvoir agir et répondre aux sollicitations politiques et la manière dont on doit pouvoir produire des effets nécessitent de disposer d'un système de commandement qui soit beaucoup plus plastique, adaptable en permanence. Le sujet principal d'une opération, c'est d'abord une organisation du commandement qui soit la plus adaptée possible. Je constate que, quelles que soient nos opérations, on n'utilise jamais l'organisation du commandement qui est prévue par la doctrine. Tant mieux : cela signifie que l'on est capable de s'adapter. Cela ne signifie pas que la doctrine est fautive. Cela signifie que la doctrine fixe un cadre et que l'on n'est jamais totalement dans le cadre qui a été défini parce qu'on s'adapte.

Cependant, nous devons aller beaucoup plus loin. Il faut donc que l'on soit capable non seulement de toujours trouver la bonne organisation du commandement pour conduire une opération

donnée, mais que notre organisation du commandement soit capable d'évoluer, à l'intérieur même de cette opération. En effet, dans une guerre de haute intensité, en réalité, on a des actions qui peuvent être de niveaux très différents, géographiquement très éloignées et globalement très différentes les unes des autres. Si l'on a une seule organisation du commandement figée, cela ne permettra pas d'imposer sa volonté.

Je pense donc que le vrai défi est de réussir à mettre sur pied une organisation du commandement qui soit très plastique, capable de s'organiser pour conduire une opération donnée, mais même à l'intérieur de cette opération, pour conduire des phases très différentes selon les parties où cela se situe. Par exemple au milieu d'un affrontement, on peut avoir à conduire des frappes, comme on l'avait fait en Syrie avec l'opération Hamilton. C'est forcément une opération guidée du niveau stratégique, sur laquelle la chaîne de commandement va être très directe pour concentrer des moyens très puissants.

Évidemment, cela n'a aucun sens de croire que l'on pourrait faire cela sur l'ensemble des fronts. Cela serait totalement contre-productif. Le reste du temps, on a donc besoin de pouvoir compter pleinement sur la décentralisation pour mener des opérations. Il faut que notre organisation du commandement soit capable de concilier ces différents niveaux, de passer rapidement d'un niveau à l'autre. Notre système de commandement doit pouvoir répondre à cela. C'est un vrai défi, on y travaille.

On cherche aussi à adapter l'organisation de nos capacités, de notre système de combat en l'optimisant par une mise en réseau de tous nos senseurs et de tous nos effecteurs, dans tous les milieux et tous les champs. En réalité, tout système de combat peut plus ou moins être décrit comme cela. Cependant, tout ceci est aujourd'hui relié assez imparfaitement, en tout cas avec un *tempo* opérationnel très insuffisant, une résilience faible par manque de redondance et probablement une moindre capacité à choisir le meilleur effecteur ou le meilleur senseur. Ceci est bien évidemment vrai dans le champ cinétique, mais cela doit être également vrai dans les champs immatériels. S'il y a des phases de la bataille qui sont essentiellement cinétiques, il y a des phases

qui seront essentiellement informationnelles et produiront malgré tout des effets destructeurs.

Notre réseau multi-senseurs multi-effecteurs (RM2SE) permettra d'appliquer de manière extrêmement coordonnée et précise des effets combinés très létaux sur nos adversaires dès les premiers contacts, en préparant et en exploitant les effets par la guerre informationnelle.

Nous devons également être capables d'adapter notre style d'action et probablement nous départir de certaines mauvaises habitudes comme celle de croire qu'acquérir une supériorité de manière durable est possible. Nous devons avoir un système beaucoup plus respirant. Nous devons nous organiser pour avoir un socle minimum capable de résister aux agressions que l'on va subir, qui soit capable d'interdire des zones à l'ennemi, mais à faible coût en exerçant des pressions comme un déni d'accès. En revanche, on doit être capable, quand on le décide, de concentrer nos efforts dans une zone donnée dans une sorte de bulle d'hypersupériorité dans laquelle on obtiendra, pour un temps donné, une supériorité dans un maximum de domaines. C'est là que nous pourrions imposer notre volonté. Construire nos forces et penser une manœuvre dans laquelle on penserait disposer en permanence de la supériorité est illusoire, ne serait-ce que du point de vue technologique. Cela ne fonctionnera pas ; on ne nous laissera pas faire. Nous devons donc réfléchir à mieux répondre aux principes de la guerre de Foch, notamment l'économie des moyens.

Cela signifie aussi qu'il faut adapter notre système de formation, car nous devons avoir demain les chefs et les hommes qui soient capables de manœuvrer avec ce système de commandement et de conduire le style d'action que je viens de décrire. C'est donc la formation de nos cadres qui est en jeu. Cela repose également sur le commandement par l'intention pour exploiter le potentiel de la subsidiarité qui est l'élément fondamental pour tenter de maîtriser les effets dans une guerre de haute intensité, extrêmement complexe et rapide. Les Ukrainiens en donnent une preuve admirable.

Enfin, il faut durcir les entraînements en lien avec ce que l'on observe sur le terrain. Aujourd'hui, les hommes sont déjà

capables d'aller très loin dans ce domaine mais il faut constamment aller plus loin car la guerre est la confrontation des volontés. Dans cet esprit, la consolidation des forces morales à un niveau bien supérieur d'exigence par rapport à ce qui se fait aujourd'hui est indispensable.

Pour conclure, je voudrais évoquer à grands traits les perspectives pour la sécurité en Europe.

Sur le plan strictement militaire, d'un côté comme de l'autre, j'estime que personne n'a aujourd'hui l'intention de commencer à négocier ou de commencer à penser seulement à la sortie de la guerre. Cela montre bien la difficulté à maîtriser l'engrenage dans les conflits entre États puissances. Je ne suis pas sûr que les Russes comme les Ukrainiens aient eu l'intention d'aller aussi loin au début de la guerre.

Deuxièmement, lorsque l'on s'engage, il faut être prêt à aller jusqu'au bout. Je constate que toutes les lignes rouges, qui avaient ou non été fixées, ont aujourd'hui été franchies. Le président de la République l'a dit, l'Ukraine ne doit pas perdre. C'est donc à cet objectif que l'on travaille. Pour autant, il ne faut surtout pas que cela nous exonère de réfléchir collectivement dès maintenant à organiser la sécurité en Europe à horizon de cinq ou dix ans. C'est une réflexion dans laquelle les Européens, en particulier, doivent lourdement s'investir car ils sont concernés en premier, de manière plus directe que les Américains qui regarderont toujours l'Europe à 8 000 km de Washington.

Cela signifie aussi que l'on aura un défi en Europe, car les pays qui sont sur la ligne de contact, les pays du B9, ont forcément une vision différente de celle de l'Allemagne, de la France ou du Portugal. Cela signifie que c'est une réflexion collective qui doit être conduite, en prenant bien en compte que la Russie sera forcément encore présente à la sortie du conflit, quelle qu'en soit l'issue. Un pays qui est sur onze fuseaux, qui a plusieurs milliers de têtes nucléaires et qui est membre du Conseil de sécurité ne disparaîtra pas, ne sera pas effacé de la carte. Deuxièmement, nous devons commencer à intégrer des garanties de sécurité en

particulier pour l'Ukraine, en envisageant dès maintenant sa reconstruction. Ce sera un des éléments essentiels de stabilité.

Finalement, ce qu'exprime la guerre en Ukraine, c'est une véritable bascule. Soyons-en tous bien conscients. Je pense que l'on a encore une forme de déni d'accès mental qui, à mon avis, par certains moments, nous empêche de vraiment prendre conscience de la situation telle qu'elle a évolué. Dans ce nouveau paradigme stratégique, la force apparaît comme l'unité de mesure du monde et le rapport de force comme le mode de règlement des conflits. C'est ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui, c'est ce à quoi nous devons être capables de répondre. Dans ce domaine plus que dans tous les autres, on ne fera rien tout seul. C'est bien la force du collectif, les partenariats stratégiques et les alliances dans lesquels nous pèserons qui nous permettront d'assurer notre sécurité le plus efficacement possible.

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

Jean Belin

Titulaire de la Chaire Économie de défense – IHEDN et maître de conférences à l'Université de Bordeaux, Jean Belin a réalisé sa thèse à l'Université Paris 2 et un postdoctorat à l'Université de Columbia (New York, États-Unis). Ses travaux en Économie de défense ont donné lieu à la publication d'articles universitaires, de conférences ou de contrats de recherche plus appliqués. Il a notamment travaillé sur le risque financier des entreprises de défense, les PME innovantes de défense ou l'impact économique des entreprises de défense.

Colonel Guillaume Bourdeloux

Pilote de chasse, le colonel Guillaume Bourdeloux a occupé différentes responsabilités en escadron de combat, sur Mirage F1 à Colmar, sur F16 MLU à Twente aux Pays-Bas puis Mirage 2000D à Nancy. De 2016 à 2019, il sert dans le domaine de la communication institutionnelle, notamment comme chef du département médias de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICoD). En 2019, il prend le commandement de la base aérienne 705 de Tours. Enfin, à l'été 2021, il devient commandant de la Brigade aérienne des opérations spatiales du Commandement de l'espace.

Général de division aérienne Vincent Breton

Le général de division aérienne Vincent Breton est directeur du Centre interarmées des concepts, doctrines et expérimentation (CICDE) depuis le 1^{er} septembre 2022. Précédemment, il a occupé pendant trois années les fonctions d'officier général prospective et stratégie militaire de l'état-major des armées. Ces deux fonctions s'inscrivent dans le prolongement d'une carrière qui a débuté en 1989 à l'École de l'air de Salon-de-Provence. Il a notamment commandé l'escadron long-courrier de l'armée de l'air (escadron de transport Esterel) ainsi que la base aérienne et la base de défense d'Évreux.

Général d'armée Thierry Burkhard

Saint-cyrien de la promotion Cadets de la France libre (1985-1988), le parcours du général d'armée Thierry Burkhard est tourné vers l'engagement opérationnel. Il a débuté sa carrière au 2^e régiment étranger de parachutistes à Calvi et a commandé la 13^e demi-brigade de Légion étrangère à Djibouti de 2008 à 2010. Conseiller communication du chef d'état-major des Armées de 2010 à 2013, il devient ensuite conseiller du coordonnateur national du renseignement à la présidence de la République. Retrouvant le centre de planification et de conduite des opérations en 2015 comme chef conduite, il en prend ensuite le commandement en 2017. Chef d'état-major de l'armée de terre en 2019, il est chef d'état-major des Armées depuis juillet 2021.

Félix Buttin

Félix Buttin est chargé de mission au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, où il suit les questions stratégiques et de sécurité. Diplomate de carrière, il a auparavant servi à l'administration centrale – sur les Balkans occidentaux et les questions nucléaires –, et à l'étranger, à la Représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, ainsi qu'à l'Ambassade de France en Italie.

Docteur Fatiha Dazi-Héni

Fatiha Dazi-Héni est chercheuse en sciences politiques, diplômée d'un doctorat de l'IEP de Paris, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM. Elle travaille sur les questions États et Sociétés en péninsule Arabique et sur les questions sécuritaires et stratégiques de la région Péninsule Arabique – Golfe-Moyen-Orient et a participé et continue de collaborer à de nombreux colloques internationaux sur ces questions.

Docteur Marie Dumoulin

Marie Dumoulin est la directrice du programme « Wider Europe » d'ECFR (European Council on Foreign Relations). Avant de

rejoindre ECFR, Marie Dumoulin a travaillé comme diplomate. Elle a occupé plusieurs postes dans les missions diplomatiques françaises à l'étranger, au Turkménistan, en Algérie ou encore en Allemagne et a été détachée auprès du ministère allemand des Affaires étrangères, lorsque l'Allemagne assurait la présidence de l'OSCE. Marie Dumoulin a également travaillé avec le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où elle a également été sous-directrice Russie et Europe orientale. Elle possède une vaste expérience des processus de règlement de conflits prolongés dans le voisinage oriental de l'Europe. Marie Dumoulin est docteur de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po).

Général de corps d'armée Benoît Durieux

Le général de corps d'armée Benoît Durieux est directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et de l'Enseignement militaire supérieur (EMS). Tout au long de sa carrière, il a alterné des postes de responsabilité en état-major ou de commandement opérationnel et des périodes de formation. Saint-cyrien, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université de Georgetown (États-Unis), docteur en histoire, il a publié de nombreux livres et articles et enseigné à Sciences Po Paris. Il a effectué l'essentiel de sa carrière au sein de la Légion étrangère, avec laquelle il a participé à plusieurs opérations dans les Balkans (1995 et 1996), en Afrique (Somalie 1993) et en Afghanistan (2009). Après un passage à l'état-major des Armées, il a été chef de corps du 2^e régiment étranger d'infanterie jusqu'à l'été 2010. Ancien auditeur au Centre des hautes études militaires (CHEM), dont il a été le directeur de 2014 à 2016, et ancien auditeur de l'IHEDN, il devient chef du cabinet militaire du Premier ministre en juillet 2017 avant d'être appelé à la direction de l'IHEDN et de l'EMS à compter du 1^{er} août 2021.

Générale de brigade Andrée Évrard

La générale Andrée Évrard est officier de l'armée de terre et de l'arme du génie. Après une première partie de carrière opérationnelle passée dans des régiments de génie blindé des forces (3^e RG,

19^e RG), elle a occupé divers postes afférents aux relations internationales militaires, comme cheffe de bureau à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), attachée de défense dans le Caucase du Sud et en Ukraine. Sur les quinze dernières années, elle a passé sept ans dans l'espace post-soviétique (Abkhazie/Géorgie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Ukraine).

Général de division Pierre-Joseph Givre

Le général de division Pierre-Joseph Givre est le directeur du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) depuis août 2021. Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon, saint-cyrien, officier d'infanterie de montagne, il a notamment commandé le 27^e bataillon de chasseurs alpins et la 27^e brigade d'infanterie de montagne. Il a également servi à l'état-major de l'armée de terre (EMAT) et à l'état-major des armées (EMA). Il a participé à de nombreuses opérations en Bosnie, en Afghanistan, au Mali et en Irak. Il est le co-auteur de *Guerre en montagne* (Economica, 2010) et *Enjeux de guerre* (Economica, 2012).

Docteur Guillaume Lasconjarias

Normalien, agrégé des universités et docteur en histoire, Guillaume Lasconjarias a consacré ses derniers travaux à l'étude des conflits hybrides et non conventionnels. Enseignant détaché au Commandement de la doctrine d'emploi des forces (2007-2010), il a été l'adjoint au chef du bureau recherche et a notamment piloté des études historiques en lien avec la contre-insurrection. Chargé d'études à l'IRSEM de 2010 à 2012, il s'est spécialisé sur le conflit afghan et sur les groupes armés non étatiques. Titulaire de la chaire Transformation au Collège de Défense de l'OTAN (2012-2018), il a été secrétaire de la conférence des commandants d'universités et de collèges militaires (Nato conference of commandants), et a travaillé sur les questions d'éducation professionnelle militaire. Réserviste, il a été déployé plusieurs fois pour des exercices multinationaux et en opération. Il est actuellement chercheur détaché au ministère des Armées.

Docteur Kevin Limonier

Kevin Limonier est maître de conférences en géographie et en études slaves à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8). Il est également directeur adjoint de GEODE, qui est l'un des deux centres d'excellence choisis en 2020 par le ministère des Armées. Il est enfin directeur scientifique de l'observatoire de l'infosphère russophone et associé fondateur du cabinet de cartographie Cassini. Ses recherches portent sur le développement de nouvelles méthodes de cartographie du cyberspace, notamment dans le contexte post-soviétique.

Docteur Julien Malizard

Julien Malizard, titulaire adjoint de la Chaire Économie de défense - IHEDN, est docteur en sciences économiques de l'Université Montpellier 1. Il a reçu le prix de l'IHEDN en 2011 pour sa thèse intitulée « Dépenses militaires et croissance économique ». Ses travaux portent principalement sur les effets macroéconomiques des dépenses de défense et secondairement sur l'analyse géographique de la défense et l'impact des contraintes budgétaires sur les budgets de défense.

Docteur Céline Marangé

Céline Marangé, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), est spécialiste de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus. Diplômée en russe des Langues O et docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris, elle mène des recherches sur les politiques de défense de ces trois pays, les conflits de l'espace post-soviétique, les stratégies d'influence et de dissuasion de la Russie et les enjeux de sécurité en Europe. Elle a récemment dirigé un numéro sur le rôle du religieux dans la politique étrangère russe qui est paru dans la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*.

Docteur Carine Pina

Carine Pina est chercheuse Chine-Monde chinois à l'IRSEM. Docteur en droit et économie du développement, politologue et sinologue, elle travaille sur la Chine et ses relations internationales

dans leurs aspects économiques, sociaux et stratégiques, en particulier sur les migrations internationales chinoises et leurs liens avec l'expansion internationale du pays. Dernières publications : « La Chine et sa diaspora : la mobilité au service de la puissance », *Questions internationales*, n° 116, novembre-décembre 2022 ; « La coopération policière et judiciaire internationale de la Chine », Note de recherche n° 135, IRSEM, mai 2023.

Colonel Stéphane Samaran

Le colonel Stéphane Samaran est expert en diplomatie de défense, et a exercé pendant dix années dans des pays russophones. Affecté à l'IRSEM depuis septembre 2020, il dirige le domaine « Stratégies, normes et doctrines ». Il travaille actuellement sur le rôle des forces morales dans un conflit de haute intensité et continue de suivre la situation en Asie centrale.

Capitaine (Docteur) Ivan Sand

Officier de l'armée de l'air et de l'espace depuis 2014, Ivan Sand est chef adjoint de la division « puissance aérospatiale » au Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA), situé à l'École militaire. Titulaire d'un doctorat en géographie depuis 2020, ses recherches portent sur la projection aérienne des armées françaises. Sa thèse a reçu le prix Clément Ader, décerné par l'armée de l'air et de l'espace. Ivan Sand a récemment publié le livre *Géopolitique de la projection aérienne française. De 1945 à nos jours*, aux éditions de la Documentation française.

Vice-amiral d'escadre (2S) Henri Schricke

Le vice-amiral d'escadre (2S) Henri Schricke est un officier spécialiste de la lutte au-dessus de la surface. Il a servi dans de nombreux postes en France comme à l'étranger, le plus souvent dans un cadre opérationnel, interarmées et international. Il a également servi en état-major interarmées français (1996-1999) et opérationnel OTAN (Norfolk, USA, de 2000 à 2002). Après trois commandements à la mer, il s'est orienté vers des postes davantage liés aux relations internationales (cabinet du ministre de la Défense de 2010 à 2012, attaché de défense au Royaume-Uni de

2012 à 2015, puis adjoint du chef d'état-major des armées pour les relations internationales militaires). Il a quitté les forces armées en août 2022, après deux années en poste à Bruxelles où il était le représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'Union européenne, durant la présidence française du conseil de l'Union européenne et le déclenchement de la guerre d'Ukraine.

Docteur Marjorie Vanbaelinghem

Marjorie Vanbaelinghem est la directrice de l'IRSEM. Normalienne, agrégée d'anglais et titulaire d'un doctorat en études anglophones portant sur l'art contemporain britannique, elle est également ancienne élève de l'ENA. Elle rejoint la carrière diplomatique en 2009, s'y spécialisant initialement dans les affaires stratégiques. Elle a depuis été en poste, pour des durées variées, au Japon, au Royaume-Uni, en Espagne et en Inde. À l'IRSEM, elle a récemment publié des travaux sur le Japon, la Corée du Sud et les Philippines.

Docteur Amélie Zima

Amélie Zima, chercheuse à l'IRSEM, est docteure en science politique de l'Université Paris-Nanterre. Sa thèse portant sur le premier élargissement post-guerre froide de l'OTAN à trois pays d'Europe centrale, a obtenu le premier prix de thèse de l'IHEDN. Amélie Zima a été chercheuse associée au Cefres de Prague (Centre français de recherches en science sociales), à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences (ISP-PAN) et chercheuse postdoctorale au Centre de civilisation française de l'Université de Varsovie. Elle a enseigné aux Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris-Nanterre et à Sciences Po Paris. Dernières publications : *L'OTAN*, Paris, PUF-Que Sais-Je, 2021 ; « Élargissement de l'OTAN : quelles modalités ? », Brève stratégique n° 58, IRSEM, mars 2023 ; « La présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) dans les pays Baltes et en Pologne : apports et limites de la dissuasion conventionnelle multilatérale », Note de recherche n° 131, IRSEM, mai 2023.

GUERRE EN UKRAINE : UN AN APRÈS, QUELLES LEÇONS ?

Dr Jean Belin, CNE Ivan Sand
et Dr Marjorie Vanbaelinghem (dir.)

En février 2022, l'onde de choc de l'invasion de l'Ukraine par les armées russes a conduit la communauté des chercheurs et cadres de l'École militaire, en lien avec les collègues des think tanks et des universités, à s'adapter pour en tirer certaines leçons à chaud. Dans chaque organisme, les spécialistes de la Russie et de l'espace post-soviétique ont été immédiatement mis à contribution pour décrypter les intentions des belligérants et des pays de la région. Compte tenu de l'impact de cette guerre à l'échelle planétaire, c'est l'ensemble des analystes du projet AcadEM (projet de mise en réseau des quinze organismes de l'École militaire, né en 2021), qui a été mobilisé pour en comprendre les conséquences en Europe occidentale bien entendu, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie ou encore du point de vue des principales organisations internationales.

Civils comme militaires, praticiens ou théoriciens – parfois les deux –, les chercheurs d'AcadEM incarnent des approches à la fois distinctes et complémentaires. Travaillant à l'étude de la guerre en Ukraine dans les milieux classiques d'analyse – terre, air, mer – ils appréhendent également ce conflit dans les nouveaux domaines et champs de conflictualité que sont le cyber, le spatial, l'électromagnétique et l'information. Ils sont capables de mesurer l'impact des sanctions économiques, d'évaluer les interdépendances énergétiques ou encore d'étudier l'importance des forces morales.

C'est sur cette diversité et cette complémentarité que nous nous sommes fondés pour esquisser les premières leçons d'un an de guerre en Ukraine.